

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

AU-DELÀ DE LA GUERRE :
LES LIMITES SOCIALES AU POUVOIR MILITAIRE AMÉRICAIN DANS LE
CADRE DE L'OPÉRATION LIBERTÉ POUR L'IRAK (2003-2011)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
SÉBASTIEN LANDRY

NOVEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire n'aurait pas été possible sans le soutien de certaines personnes.

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur Frédérick Guillaume Dufour pour les conseils et les encouragements tout au long de ma rédaction.

Merci à ma famille et mes amis pour le support indéfectible.

Merci par-dessus tout à Audrey, qui a été ma plus grande source d'inspiration et de bonheur tout au long de ces années.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	p. ii
TABLE DES MATIÈRES.....	p. iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	p. vi
RÉSUMÉ.....	p. vii
INTRODUCTION.....	p. 1
1. Problématique.....	p. 2
2. Question de recherche.....	p. 10
3. Cadre théorique.....	p. 11
4. Démarche.....	p. 13
CHAPITRE I	
LA PROBLÉMATISATION SOCIOLOGIQUE DU LIEN	
ENTRE GUERRE ET SOCIÉTÉ.....	p. 16
1.1. La guerre comme instrument politique.....	p. 17
1.1.1. Conception de la guerre chez Clausewitz.....	p. 17
1.1.2. Le passage de la politique à la guerre.....	p. 19
1.1.3. Développements stratégiques aux États-Unis	
depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.....	p. 22
1.2. Guerre et capitalisme dans le contexte américain.....	p. 31
1.2.1. La dimension idéologique de la grande stratégie.....	p. 31
1.2.2. Stratégies d'accumulation et de territorialisation.....	p. 34
1.3. Les transformations sociales occasionnées par la guerre.....	p. 39
1.3.1. Similarités entre la pensée stratégique	
et les approches marxistes.....	p. 39
1.3.2. Les conséquences sociales de la guerre.....	p. 40
1.3.3. Socialisation de la guerre et militarisation de la société	
au cours de la période moderne.....	p. 44

1.3.4. L'émergence de la « guerre de transfert de risque ».....	p. 47
Conclusion.....	p. 50
CHAPITRE II	
LES LIMITES DE LA RATIONALITÉ STRATÉGIQUE.....	p. 51
2.1. Conception de la guerre au sein de l'administration Bush.....	p.53
2.1.1. L'origine du néoconservatisme.....	p.53
2.1.2. Du néoconservatisme à la Doctrine Bush.....	p. 56
2.1.3. La Révolution dans les affaires militaires et ses conséquences pour la conduite de la guerre.....	p. 60
2.2. 2003-2006 : de l'invasion à la guerre civile.....	p. 65
2.2.1. L'invasion de l'Irak.....	p. 65
2.2.2. De la libération à l'occupation.....	p. 68
2.2.3. Les débuts de la lutte contre l'insurrection.....	p. 71
2.2.4. L'origine de l'insurrection.....	p. 74
2.3. 2006-2011 : réorientations stratégiques et retrait des troupes.....	p. 77
2.3.1. La mise en place de la stratégie contre-insurrectionnelle.....	p. 77
2.3.2. L'approche d'Obama : fermer le dossier irakien.....	p. 82
Conclusion.....	p. 85
CHAPITRE III	
L'INTERACTION ENTRE LES DIMENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE L'OPÉRATION LIBERTÉ POUR L'IRAK.....	p. 88
3.1. L'occupation américaine et le projet de transformation de la société irakienne.....	p. 90
3.1.1. Le plan de l'administration Bush pour l'après-guerre.....	p. 90
3.1.2. L'autorité américaine en Irak.....	p. 92
3.1.3. Impérialisme et reconstruction néolibérale.....	p. 95
3.1.4. La place des sociétés militaires privées en Irak.....	p. 101
3.2. Les conséquences de l'intervention militaire sur la trajectoire politique de l'Irak.....	p. 104

3.2.1. L'impact du vide politique et sécuritaire dans l'immédiat après-guerre.....	p. 104
3.2.2. La rédaction de la nouvelle constitution.....	p. 107
3.2.3. Élections et autoritarisme sur fond de guerre civile.....	p. 109
Conclusion.....	p. 114
CONCLUSION.....	p. 117
ANNEXES.....	p. 122
BIBLIOGRAPHIE.....	p. 124

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AUFM – Autorisation pour l’usage de la force militaire
CENTCOM – Central Command
CPA – Coalition Provisional Authority
EEI – Engins explosifs improvisés
IGC – Iraqi Governing Council
KBR – Kellog, Brown and Root
ORHA – Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance
PNAC – Project for a New American Century
RAM – Révolution dans les affaires militaires
SMP – Sociétés militaires privées
SOFA – Status of Forces Agreement
TAL – Transitional Administrative Law
USAID – Agence des États-Unis pour le développement international

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'inscrit dans le champ de la sociologie politique et porte sur les dimensions sociales de la guerre. Plus particulièrement, nous cherchons à identifier et à comprendre les dynamiques sociales qui ont influencé le déroulement de l'Opération Liberté pour l'Irak déclenchée par l'administration républicaine de Georges W. Bush en mars 2003. Les outils théoriques mobilisés sont issus de la pensée stratégique, des approches marxistes contemporaines, de l'histoire de la guerre et de la sociologie politique.

D'une part, nous abordons les relations sociales sur lesquelles s'appuient les institutions du militarisme américain de même que la façon dont ces relations ont orienté la préparation, le déclenchement et la conduite de l'intervention militaire en Irak qui s'est déroulée entre 2003 et 2011. Nous avançons que la stratégie élaborée dans le cadre de cette opération n'était pas fondée uniquement sur des critères militaires. Sa formulation visait également à légitimer, contourner ou masquer les rapports de pouvoir qui traversent les institutions militaires, de même que ceux qui existent entre ces dernières et la société civile. Nous verrons que la guerre s'oriente selon une organisation et certaines pratiques qui évoluent en fonction de la relation globale qu'une société entretient avec celle-ci, davantage qu'en fonction de la doctrine stratégique formulée par ses dirigeants. Les concepts de « forme de guerre » (*way of war*) et de « mode de guerre » tels que définis par le sociologue Martin Shaw nous serviront à éclairer cette dimension relationnelle de la guerre.

D'autre part, nous cherchons à montrer comment les conséquences de l'intervention militaire en Irak ont entraîné de nouvelles dynamiques sociales et politiques à l'intérieur de la société irakienne, lesquelles ont influencé la trajectoire du conflit, mettant en échec les prévisions stratégiques des dirigeants politiques et militaires américains. En Irak, tant les réformes mises en place par les autorités d'occupation que les tactiques utilisées au cours de l'invasion et de l'occupation ont contribué à l'émergence de la lutte armée contre l'occupation et à son glissement subséquent vers la guerre civile. La conflictualité interne à la société irakienne qui s'est développée après 2003 s'est articulée autour de visions compétitrices et opposées de l'avenir de l'Irak. Les différents acteurs de cette lutte souhaitaient consolider ou renverser l'ordre d'après-guerre imposé par les autorités d'occupations, selon qu'ils sortaient gagnants ou perdants des transformations politiques occasionnées par le changement de régime.

Mots-clés : guerre, États-Unis, Irak, Operation Iraqi Freedom, way of war, impérialisme, militarisme, stratégie, contre-insurrection, reconstruction

INTRODUCTION

D'avantage que la puissance conférée aux États-Unis par leur force armée, l'invasion de l'Irak et l'occupation qui l'a suivie ont révélé les limites du pouvoir militaire américain. Malgré les immenses ressources qu'elle a englouties, l'Opération Liberté pour l'Irak n'a pas permis d'atteindre les objectifs de ceux qui l'ont déclenchée. Plus de quinze ans après les premiers bombardements, les conséquences de cette intervention militaire se font toujours ressentir à l'intérieur de la société irakienne. En plus des centaines de milliers de victimes civiles et des millions de réfugiés qu'elle a faits, cette guerre s'est répandue dans toute la région et les conflits qui traversent cette dernière à l'heure actuelle n'y sont pas étrangers. Comme dans de nombreux cas au cours de l'histoire, une campagne militaire mise sur pied par une minorité d'individus a entraîné dans son sillage des sociétés entières.

Quelles informations la Guerre en Irak nous fournit-elle sur le rapport à la guerre des élites politiques et militaires américaines? La destruction qu'elle a provoquée et l'incapacité des dirigeants américains à en contrôler le déroulement et l'issue ont-elles transformé la façon dont ceux-ci envisagent l'utilisation de la force militaire? Comment expliquer l'écart entre les prévisions stratégiques et la façon dont le conflit s'est effectivement déroulé? Le mémoire que nous proposons dans les pages qui suivent consiste en un effort de théorisation des dimensions sociales de la guerre, fondé sur l'étude des relations sociales, des pratiques et des discours qui ont caractérisé l'invasion et l'occupation de l'Irak par les États-Unis entre 2003 et 2011. Il vise à mettre en lumière les facteurs sociaux qui imposent des limites au pouvoir militaire dans le cadre de son exercice et à démontrer les contradictions inhérentes aux doctrines stratégiques sur lesquelles il s'appuie.

1. PROBLÉMATIQUE

C'est dans une allocution prononcée devant le Congrès des États-Unis le 20 septembre 2001 que le président américain George W. Bush a inauguré le cycle de « guerre contre la terreur » qui marquerait la politique étrangère américaine pour les années suivantes :

« Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated. [...] Our response involves far more than instant retaliation and isolated strikes. Americans should not expect one battle, but a lengthy campaign, unlike any other we have ever seen¹. »

En vertu de l'Autorisation pour l'Usage de la Force Militaire (AUFM) émise par le Congrès le 14 septembre 2001², Bush était déjà autorisé à mobiliser la force militaire « nécessaire et appropriée contre les nations, organisations ou personnes » qui auraient « planifié, autorisé, commis ou favorisé » les attaques du 11 septembre 2001, de même que toute nation qui aurait abrité de tels individus ou organisations³. La première étape de cette campagne mènerait les troupes américaines en Afghanistan où elles renverseraient le régime Taliban suspecté d'avoir donné asile aux responsables des attentats. Cependant, alors que ce conflit était toujours en cours, l'administration Bush entamait une autre campagne, de relations publiques cette fois, afin de défendre la nécessité d'une intervention militaire en Irak, laquelle conduirait au renversement du régime de Saddam Hussein.

¹ Bush, George W., 2001, « Address to the Joint Sessions of the 107th Congress », *Selected Speeches of President George W. Bush*, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf, p. 68-69.

² Adoptée à l'unanimité au Sénat et à 420 voix contre une à la Chambre des Représentants, cette motion accorde au président le droit d'entrer en guerre en vertu du *War Powers Act* de 1973. La représentante démocrate Barbara Lee avait été la seule à s'y opposer. <https://theintercept.com/2016/09/11/barbara-lees-lone-vote-on-sept-14-2001-was-as-prescient-as-it-was-brave-and-heroic/>

³ Congressional Record, 14 septembre 2001, Vol. 147. <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/senate-joint-resolution/23>

Au cours des mois suivants, l'administration Bush a fait connaître les griefs qu'elle avait contre le régime de Saddam Hussein. Lors de son discours sur l'État de l'Union, le 29 septembre 2002, Bush mentionnait que l'Irak possédait des stocks d'armes de destruction massive, en plus de travailler à en développer de nouvelles⁴. En août de la même année, le vice-président américain Richard Cheney affirmait la même chose⁵. En octobre 2002, le Congrès des États-Unis émettait une nouvelle AUFM permettant au Président de faire usage de la force militaire contre l'Irak au moment qu'il jugerait opportun⁶. En janvier 2003, Bush revenait à la charge en affirmant que le régime irakien s'appêtait à acheter de larges quantités d'Uranium⁷. En février suivant, le Secrétaire d'État américain Colin Powell prononçait un discours devant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies au cours duquel il affirmait qu'il n'existait plus de doute quant à la présence d'armes chimiques en Irak. Il affirmait également que le régime irakien entretenait des liens avec l'organisation terroriste Al-Qaeda⁸.

Au fil des années, il est devenu clair que les preuves que les dirigeants américains disaient posséder ne reposaient sur aucune source fiable, ce qui a soulevé des questions quant aux objectifs réels de l'intervention militaire. Un certain nombre de critiques ont souligné que la guerre était liée de près au capitalisme dans le cas américain, que l'Irak disposait d'importantes réserves pétrolières et que certains membres de l'administration Bush possédaient eux-mêmes des intérêts dans l'industrie du pétrole et de l'armement. Ces différentes critiques se sont notamment articulées à travers le concept d'impérialisme.

⁴ Robert K. Brigham, 2014, *The United States and Iraq Since 1990*, Chichester, Blackwell Publishing, p. 120.

⁵ Thomas E. Ricks, 2008, *Fiasco. L'aventure américaine en Irak*, Paris, Michalon, p. 29.

⁶ Congressional Record, 8 au 10 septembre 2002, Vol. 148. <https://www.congress.gov/107/plaws/publ243/PLAW-107publ243.pdf>

⁷ Robert K. Brigham, *op. cit.*, p. 116.

⁸ Thomas E. Ricks, *op. cit.*, p. 65.

Le géographe marxiste David Harvey définit l'impérialisme capitaliste pratiqué par les États-Unis comme une fusion contradictoire entre une « politique de l'État et de l'empire », où le pouvoir des acteurs sociaux est lié au contrôle territorial, et le « processus moléculaire d'accumulation capitaliste dans l'espace et le temps », où la primauté revient au contrôle et à l'utilisation des capitaux⁹. Lorsque les occasions d'investissements profitables se raréfient à l'intérieur des marchés existants, comme ce serait le cas aux États-Unis depuis les années soixante-dix, la force coercitive intervient pour ouvrir des espaces qui ne sont pas encore intégrés au capitalisme mondialisé. Selon lui, l'intervention militaire en Irak aurait été une occasion d'ouvrir les marchés irakiens, en particulier celui du pétrole, aux capitalistes des États-Unis et d'ailleurs.

La politologue Ellen Meiksins Wood avance elle aussi que l'impérialisme américain se distingue dans l'histoire des empires en raison de son caractère capitaliste. Comme Harvey, elle accorde une importance au fait que les États-Unis sont entrés dans une période de crise au cours des années soixante-dix¹⁰. Cependant, si elle reconnaît dans le virage militariste que la Guerre en Irak semble inaugurer une dynamique d'accaparement territorial qui viserait à compenser les contradictions du mode de production capitaliste, elle souligne la nature ambiguë d'une telle entreprise, tant en ce qui a trait au système international à l'intérieur duquel le capitalisme mondial a cours qu'à la place des États-Unis au sein de celui-ci :

La gestion d'un tel système implique fatalement que l'on finisse par recourir à une seule grande puissance militaire, capable de mettre toutes les autres au pas. En même temps, on ne peut permettre à cette puissance de compromettre la prévisibilité méthodique dont le capital a besoin, et on ne peut pas plus laisser la guerre menacer les marchés vitaux et les sources du capital¹¹.

⁹ David Harvey, *The New Imperialism*, New York, Oxford University Press, 253 pages.

¹⁰ Ellen Meiksins Wood, 2011, Montréal, Lux, p. 183.

¹¹ *Ibid.*, p. 195.

Étant donné l'état « de stagnation, de baisse de rentabilité, [et la] crise de surcapacité et de surproduction » auquel sont confrontés les États-Unis, ce serait tout de même en dernier lieu leur force militaire qui garantirait leur position hégémonique¹².

Une autre approche de l'impérialisme est mise de l'avant par Leo Panitch et Sam Gindin. Ces théoriciens de l'économie politique de l'empire américain soulignent l'importance de fonder la théorie de l'impérialisme sur une extension de la théorie de l'État capitaliste, plutôt que sur une théorie des phases du capitalisme ou des crises d'accumulation¹³. Si leur thèse repose surtout sur l'extension à l'international des capacités d'intervention dans l'économie de l'État américain¹⁴, les deux auteurs reprennent eux aussi l'idée selon laquelle l'offensive en Irak visait à intégrer de force ce pays dans l'ordre capitaliste international :

« As for so-called 'Rogue States' – those which are not within the orbit of global capitalism so that neither penetrating external economic forces nor international institutions can effectively restructure them – direct unilateral intervention on the part of the American state has become increasingly tempting¹⁵. »

Enfin, Peter Gowan souligne l'importance d'inscrire l'intervention en Irak à l'intérieur d'une reformulation de la stratégie américaine dans le contexte de l'après-Guerre froide, laquelle se caractériserait notamment par un virage vers l'unilatéralisme¹⁶. Selon lui, un des points centraux de la grande stratégie américaine consiste en l'intégration des dimensions économiques politiques et militaires¹⁷.

¹² *Ibid.*, p. 213.

¹³ Leo Panitch et Sam Gindin, 2003, « Global Capitalism and American Empire », dans Leo Panitch et Colin Leys (dirs.) *The Socialist Register 2004 : The New Imperial Challenge*, Londres, Merlin Press, p. 7.

¹⁴ Leo Panitch et Sam Gindin, 2013, *The Making of Global Capitalism. The Political Economy of the American Empire*, Londres-New York, Verso, p. 63.

¹⁵ Leo Panitch et Sam Gindin, 2003, *op. cit.*, p. 25.

¹⁶ Peter Gowan, 2002, « The New American Century? », *The Spokesman*, n° 76, p. 10.

¹⁷ *Ibid.*, p. 12.

À ces éléments s'ajoute évidemment la question du pétrole irakien. Depuis les années 1980 et la formulation de la Doctrine Carter, les ressources énergétiques du Moyen-Orient sont considérées comme un enjeu de sécurité nationale par les États-Unis¹⁸. Or, le sous-sol irakien contient onze pour cent des réserves mondiales connues¹⁹, tandis que l'Irak détient la deuxième plus grande réserve au monde, après l'Arabie Saoudite²⁰. Dès ses premiers mois en tant que vice-président, Dick Cheney avait dirigé l'*Energy Task Force Report*, dans lequel il concluait qu'il était indispensable que les pays producteurs du Golfe persique s'ouvrent davantage aux investissements étrangers²¹. Identifiant Saddam Hussein comme un facteur de déstabilisation pour l'approvisionnement mondial en pétrole, il avançait également que l'option militaire devait être envisagée pour s'assurer que la ressource irakienne demeure accessible²².

Comme le souligne Simon Bromley, l'accès au pétrole du Moyen-Orient est un enjeu qui dépasse les perspectives de profits pour les entreprises américaines et même l'approvisionnement direct des États-Unis. En effet, c'est en garantissant l'accès en pétrole bon marché à l'ensemble des pays capitalistes que les États-Unis sont le mieux à même de servir leurs propres intérêts²³. Néanmoins, Cheney avait établi une carte des champs pétrolifères de l'Irak mentionnant quelles entreprises les exploitaient et avait organisé une série de rencontres avec les dirigeants des grandes compagnies pétrolières américaines et britanniques. Cheney, Condoleezza Rice, George W. Bush de même que les cinq plus hauts placés des services diplomatiques britanniques avaient tous des liens privilégiés avec le secteur de l'énergie²⁴.

¹⁸ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*,

¹⁹ Greg Muttitt, 2011, *Fuel on the Fire. Oil and Politics In Occupied Iraq*, Londres, The Bodley Head, p. 33.

²⁰ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 289.

²¹ Greg Muttitt, 2011, *op. cit.*, p. 37.

²² Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 289.

²³ Simon Bromley, 2008, *American Power and the Prospects for International Order*, Cambridge, Polity Press, p. 142

²⁴ Greg Muttitt, 2011, *op. cit.*, p. 40.

Selon l'historien de la guerre Andrew J. Bacevich, l'invasion de l'Irak visait également à établir un certain nombre de précédents militaires :

« First, the United States was intent on establishing the efficacy of preventive war. Second, it was going to assert the prerogative, permitted to no other country, of removing regimes that Washington deemed odious. And finally, it was seeking to reverse the practice of exempting the Islamic world from neoliberals' standards²⁵. »

Suivant une logique similaire, le sociologue Michael Mann avance que c'est principalement dans une volonté d'affirmer leur crédibilité en tant que puissance impériale que les États-Unis ont choisi d'entreprendre cette opération militaire. À ce titre, le choix de l'Irak comme « première victime » ne reposait pas sur la menace que ce pays posait, mais précisément sur le fait que le régime de Saddam Hussein était affaibli par la Guerre du Golfe (1990-1991), de même que par des années de sanctions et de bombardements²⁶.

Bien que les différentes théories présentées plus haut permettent de mieux comprendre les intérêts américains qui étaient impliqués en Irak au moment du déclenchement de l'invasion, de même que la façon dont ceux-ci sont liés aux structures internationales du capitalisme, elles ne permettent pas d'affirmer que la guerre conduit effectivement à la sécurisation de ces intérêts. En effet, ces approches ne s'attardent ni aux moyens militaires utilisés au cours d'un conflit particulier, ni à la façon dont ceux-ci répondent adéquatement aux fins projetées. Or, s'il est indispensable de souligner la place de la dimension coercitive dans le capitalisme mondialisé, cela ne peut être fait qu'en comparant les conséquences réelles de la guerre aux objectifs économiques ou politiques sous-jacents à une opération militaire.

²⁵ Andrew J. Bacevich, 2016, *America's War for the Greater Middle East*, New York, Random House, p. 240.

²⁶ Michael Mann, 2013, *The Sources of Social Power. Volume 4 : Globalizations, 1945-2011*, New York, Cambridge University Press, p. 288.

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'utilisation de la force armée par l'État américain a débouché sur des gains ambigus et souvent de courte durée. Dans deux cas, en Corée (1950-1953) et au Vietnam (1964-1975), l'implication militaire américaine s'est soldée par un échec tout en étant désastreuse pour les populations locales²⁷. Selon l'historien de la guerre Gabriel Kolko :

« The United States has never fought the wars it expected to fight, and its grand military strategy has compounded wishful thinking and [...] its unintended step-by-step escalation in the face of equally unanticipated challenges. [...] Even in strictly military terms, the United States has not won unconditional victories in its three major wars since 1945 in which its troops were involved for a sustained period, and it did not win in its two protracted land wars – Korea and Vietnam²⁸. »

Une des thèses fondamentales de l'œuvre de Kolko réside en ceci que la guerre engrange un processus qui échappe le plus souvent à ceux qui en sont responsables. Les conflits sociaux, les transformations politiques et les bouleversements démographiques qu'elle provoque, de même que les traumatismes et la souffrance qui en résultent, déterminent en grande partie l'issue d'un conflit, mettant du même coup en échec les prévisions stratégiques des dirigeants politiques et militaires²⁹. Or, ces conséquences sont le plus souvent radicalisées par l'utilisation de technologies sophistiquées qui tendent à augmenter la puissance de destruction des armements modernes³⁰.

Le recul historique dont nous disposons aujourd'hui nous permet de constater qu'il en a été de même au cours de l'opération militaire en Irak qui a duré de 2003 à 2011. Loin d'avoir donné les résultats attendus, l'Opération Liberté pour l'Irak s'est soldée par un échec militaire en plus d'avoir causé un désastre humanitaire et social auxquels la population irakienne est toujours confrontée. La détérioration de la

²⁷ Gabriel Kolko, 2006, *The Age of War*, Boulder-Londres, Lynne Rienner Publisher, p. 74-76.

²⁸ Gabriel Kolko, 2002, *Another Century of War*, New York, The New Press, p. 106-107.

²⁹ Gabriel Kolko, 2000, *Un siècle de guerre*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 401.

³⁰ *Ibid.*, p. 405.

situation politique et sécuritaire en Irak a pour sa part altéré les occasions d'investissements pour les entreprises étrangères. Même en attribuant ces échecs aux incohérences de la stratégie déployée en Irak, un certain nombre de questions demeurent, précisément, quant aux facteurs qui ont influencé son élaboration. De quelle façon les hauts dirigeants politiques et militaires qui s'engagent dans une guerre projettent-ils le déroulement des opérations? De quelle marge de manœuvre disposent-ils au moment de mettre en place une campagne militaire et quelles limites rencontrent-ils dans l'exercice du pouvoir militaire? Leurs prévisions stratégiques sont-elles réalistes? Tiennent-elles compte des conséquences qu'un conflit militaire peut avoir sur la population qu'il touche? Dans le cas contraire, comment expliquer cette incapacité à prendre en considération les paramètres que la guerre elle-même introduit à l'intérieur d'une société?

Pour répondre à ces questions il est indispensable de se tourner vers une approche historique et empirique qui tient compte de l'ensemble des facteurs qui influencent la préparation, le déclenchement et la conduite de la guerre. En outre, pour comprendre la trajectoire d'un conflit, il est également nécessaire de chercher comment les conséquences sociales de la guerre entraînent de nouvelles dynamiques sociales qui déterminent en grande partie son issue. Enfin, il importe de se pencher sur les institutions et les groupes desquels la guerre tire son origine. Comme le souligne le sociologue Martin Shaw :

« War can only be understood in the context of the totality of social relations. The idealised dialectic of military theory, [...] needs to be replaced by a materialist social history which can show how war has arisen from and returns to society. War does not express the common purposes of 'society' as a whole, but arises from particular relationships and institutions in society. Warfare has been, almost continuously in known history, a major part of the development of social conflict and contradictions³¹. »

³¹ Martin Shaw, 2010, *Dialectics of War*, publié par l'auteur, p. 13-14, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2718985.

2. QUESTION DE RECHERCHE

Dans le cadre de ce mémoire, nous tenterons de mettre en application les pistes de recherche mises de l'avant par le sociologue Martin Shaw et l'historien de la guerre Gabriel Kolko que nous avons présentées ci-haut. D'abord, nous tenterons de voir dans quelle mesure les relations sociales qui traversent les institutions militaires, de même que le rapport de la population américaine à l'égard de la guerre, ont influencé le déroulement de l'intervention militaire en Irak et de l'occupation qui l'a suivie. Nous tenterons également de mettre en relief la façon dont les conséquences sociales de la guerre ont orienté le déroulement du conflit, de même que la trajectoire politique et sociale de l'Irak suite à l'intervention américaine. Enfin, nous nous interrogerons sur l'influence que le contexte social et historique au moment du déclenchement du conflit a eue sur la formulation de la stratégie appliquée en Irak. La question générale à laquelle nous tenterons de répondre dans le cadre de ce mémoire est la suivante :

De quelle façon les dynamiques sociales liées à la guerre, aux États-Unis et en Irak, ont-elles orienté le déroulement de la Guerre en Irak entre 2003 et 2011?

Celle-ci sera séparée en deux sous questions :

De quelle façon les relations sociales liées à la guerre aux États-Unis ont-elles orienté la préparation, le déclenchement et la conduite de l'Opération Liberté pour l'Irak et de l'occupation qui l'a suivie jusqu'en 2011?

De quelle façon les conséquences de la guerre sur la société irakienne ont-elles orienté la trajectoire de l'opération militaire, de même que le déclenchement de l'insurrection et du conflit civil qui l'ont suivie?

3. CADRE THÉORIQUE

Notre travail a pour objectif de comprendre de quelle façon la conduite de la guerre subit l'influence du cadre social plus large à l'intérieur duquel elle s'inscrit et à démontrer les limites du pouvoir militaire proprement dit. C'est donc en nous basant sur l'étude empirique des pratiques et des discours qui ont été mobilisés au cours des différentes étapes de l'intervention en Irak que nous parviendrons à élaborer une réponse à nos questions de recherche. Tout au long de ce travail, nous accorderons une grande importance aux éléments de contexte et prétendons être en mesure d'interpréter la rationalité sous-jacente aux actions des différents acteurs sociaux que nous étudions. Notre cadre théorique, séparé en trois axes, nous permettra d'étudier la relation dynamique qui relie les dimensions structurelle, conjoncturelle, organisationnelle et individuelle de la guerre et du militarisme. Nous jetterons ainsi les bases d'une problématisation sociologique du lien entre guerre et société, à partir de laquelle nous aborderons notre cas d'étude.

Le premier axe de notre cadre théorique sera construit à partir d'éléments issus du champ de la pensée stratégique. Nous définirons notamment les concepts de stratégie, de grande stratégie, de tactique et de paradigme. En nous appuyant sur certaines propositions concernant la nature de la guerre élaborées par Carl Von Clausewitz, nous envisagerons d'abord celle-ci dans son rapport avec la politique. Nous procéderons ensuite à un effort d'historicisation de ce rapport dans le contexte américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Enfin, nous nous pencherons sur l'origine sociale de la production intellectuelle entourant la pensée stratégique afin de mettre en lumière sa dimension idéologique³².

³² Carl Von Clausewitz, (1832) 1989, *De la guerre*, Paris, Éditions Gérard Lebovici, 900 pages. METZ, Steven, 2008, *Iraq & the Evolution of American Strategy*, Washington D.C., Potomac Books, 261 pages. STRACHAN, Hew, 2005, « The Lost Meaning of Strategy », *Survival*, vol. 47, no. 3, automne 2005, p. 33-54.

Le second axe de notre cadre théorique s'appuiera sur certaines approches marxistes contemporaines. Nous y reprendrons les thèses de Harvey, Wood et Gowan, présentées plus haut, lesquelles seront complétées par les travaux de Benno Teschke et Hannes Lacher³³, issus du champ du marxisme politique. Chacun de ces auteurs fournit une contribution à la théorisation du lien entre guerre et capitalisme dans le contexte américain. Ce second axe nous permettra de lier la dimension idéologique de la grande stratégie avec les relations sociales de propriété capitaliste qui définissent en grande partie le rapport de domination et de prédation que les États-Unis entretiennent avec le reste du monde. Enfin, ces différentes approches théoriques nous permettront d'aborder la question des rapports structurels et économiques entre capitalisme et militarisme à l'intérieur des États-Unis.

Le troisième axe de notre cadre théorique sera formé par les concepts de « mode de guerre » (*mode of warfare*) et de « forme du guerre » (*way of war*) élaborés par le sociologue Martin Shaw. Le mode de guerre est défini par Shaw comme « le complexe général de relations sociales, de processus et d'institutions à travers lesquelles les guerres sont préparées, le pouvoir militaire organisé et les guerres combattues à l'intérieur d'une société et d'une période historique données³⁴ », tandis que la forme de guerre est « la façon particulière d'organiser la guerre adoptée par un acteur ou un groupe d'acteurs³⁵ ». Martin Shaw qualifie la guerre menée en Irak par les États-Unis comme une « guerre de transfert de risque », c'est-à-dire une forme de conflit où le principal défi des dirigeants politiques est de minimiser les risques pour la vie de leurs propres militaires et ce, aux dépens des combattants ennemis³⁶.

³³ TESCHKE, Benno et LACHER, Hannes, 2007, « The Changing 'Logics' of Capitalist Competition », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no. 4, p. 565-580.

³⁴ Martin Shaw, 2005, *The New Western Way of War*, Cambridge, Polity Press, p. 42.

³⁵ *Ibid.*, p. 42.

³⁶ *Ibid.*, p. 71.

4. DÉMARCHE

La démarche qui traverse ce mémoire s'articule autour d'un effort de reconstruction du contexte historique, social et politique dans lequel s'est inscrite l'invasion et l'occupation de l'Irak entre 2003 et 2011. Cela permettra de mettre à jour les dynamiques sociales qui ont influencé les différentes étapes du conflit irakien, soit sa préparation, son déclenchement et sa conduite. Or, comme le suggèrent nos questions de recherche, les dynamiques sociales qui nous intéressent se retrouvent autant du côté américain que du côté irakien.

D'une part, nous nous pencherons sur les rapports de pouvoir qui traversent les institutions militaires aux États-Unis, de même que sur la place que celles-ci occupent au sein de la société américaine. Comme nous le verrons, le haut-commandement de l'Armée américaine ne constitue pas un bloc monolithique. Il est traversé de visions opposées et compétitrices quant à la nature de la guerre, du pouvoir militaire et du rôle que celui-ci devrait jouer sur la scène internationale. Notre premier objectif sera de montrer comment la négociation du pouvoir à l'intérieur des cercles décisionnels américains a influencé la trajectoire l'Opération liberté pour l'Irak et de l'occupation qui l'a suivie, et ce de manière bien plus importante que les doctrines stratégiques qui sous-tendaient prétendument les opérations militaires. D'autre part, nous étudierons les conséquences de l'invasion américaine sur la population irakienne. Nous verrons que les bouleversements sociaux et humanitaires engendrés par l'invasion américaine ont eu une incidence déterminante sur la trajectoire du conflit.

Si ce programme de recherche peut sembler audacieux en raison du terrain qu'il prétend couvrir, nous croyons tout de même qu'il est nécessaire de procéder ainsi pour répondre à l'objectif général qui sous-tend ce mémoire. En effet, notre but n'est pas de montrer que la stratégie déployée en Irak comportait des failles, mais bien de souligner les limites du pouvoir militaire lui-même. Or, comme nous tenterons de le

démontrer, ces limites ne peuvent pas être surpassées par l'élaboration de nouvelles doctrines stratégiques ou par l'emploi d'une technologie sophistiquée. Elles sont inhérentes à l'utilisation du pouvoir militaire et découlent de la destruction engendrée par la guerre. Il est donc essentiel de montrer, d'une part, que le processus de mise en place d'une stratégie dépasse la rationalité sous-jacente à une opération militaire, et d'autre part, que la trajectoire d'un conflit est influencée bien davantage par la réaction de ceux et celles dont la vie est bouleversée par la guerre que par la volonté des stratèges et haut-dirigeants politiques et militaires qui en sont à l'origine.

Notre mémoire sera séparé en trois chapitres. Dans le premier chapitre, de nature théorique et historique, nous amorcerons la problématisation sociologique du lien entre guerre et société. Nous y présenterons certains concepts issus du champ de la pensée stratégique et verrons comment celui-ci s'est développé dans le contexte américain. Nous poursuivrons ensuite l'étude de certaines thèses liées à l'impérialisme et au marxisme politique des relations internationales. Nous verrons également de quelle façon le rapport entre guerre et société s'est transformé au cours de la période moderne. Enfin, nous nous pencherons sur les conséquences sociales de la guerre et sur la relation entre mode de guerre et forme de guerre. L'objectif de ce chapitre sera de démontrer l'importance de confronter ces différentes théories à une étude empirique et historique des conflits militaires, et de voir de quelle façon elles peuvent nous renseigner sur le cas de la Guerre en Irak.

Le second chapitre retracera le déroulement de l'intervention américaine en Irak, de sa préparation jusqu'au retrait officiel des troupes en 2011. Nous y aborderons l'influence du néoconservatisme sur la Doctrine Bush et tenterons de dégager la conception de la guerre qui prévalait dans cette administration républicaine. Nous nous pencherons ensuite sur les dimensions stratégiques et tactiques de l'Opération Liberté pour l'Irak et retracerons les dynamiques sociales qui ont été à la base de l'insurrection, puis de sa transformation en guerre civile. Enfin, nous verrons

comment leur incapacité à contrôler la situation en Irak a poussé les dirigeants politiques et militaires américains à élaborer une nouvelle doctrine stratégique basée sur les principes de la lutte contre-insurrectionnelle.

Finalement, le troisième chapitre portera sur l'interaction entre les dimensions civiles et militaires de l'Opérations Liberté pour l'Irak. Nous y verrons comment les réformes institutionnelles mises en place par les autorités d'occupation ont contribué à accentuer le développement d'une conflictualité interne à la société irakienne. Nous nous pencherons d'abord sur les mesures instaurées par la *Coalition Provisional Authority* (CPA) et son administrateur Paul Bremer. Nous soulignerons également la place qui a été faite aux entreprises étrangères dans la reconstruction de l'Irak. Nous nous tournerons ensuite vers les conséquences de l'intervention pour la trajectoire politique irakienne.

CHAPITRE I

LA PROBLÉMATISATION SOCIOLOGIQUE DU LIEN ENTRE GUERRE ET SOCIÉTÉ

Toutes les stratégies militaires, qu'elles fussent théoriques ou opérationnelles, se sont avérées chimériques, et leurs défenseurs, des prophètes de malheur incapables de sonder les forces et les facteurs sociaux et militaires qui façonneraient le cours des guerres modernes.

- Gabriel Kolko³⁷

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), aucun pays n'a été engagé dans un plus grand nombre d'opérations militaires que les États-Unis. Dans deux de ces cas, en Corée (1950-1953) et au Vietnam (1964-1975), des conflits qui devaient être de courte durée se sont éternisés et ont provoqué des désastres dont les conséquences ont marqué durablement le paysage politique, social et économique de ces pays. La guerre que les États-Unis ont déclenchée contre l'Irak en 2003 s'inscrit donc dans une longue tradition d'interventions militaires qui, plus d'une fois, ne se sont pas déroulées selon les prédictions des dirigeants qui les avaient déclenchées. En nous appuyant sur une démarche sociopolitique et historique, ce chapitre nous permettra d'explorer la façon dont un État projette, prépare et concrétise ses plans de guerre. Dans un premier temps, nous explorerons le rôle joué par la stratégie dans le passage de la politique à la guerre. Nous allons ensuite nous tourner vers les liens qui existent entre les objectifs poursuivis au cours d'une opération militaire et les rapports sociaux de propriété capitalistes. Enfin, nous nous pencherons sur les transformations sociales que la guerre provoque en montrant comment ses conséquences viennent faire obstacle aux prévisions stratégiques, et comment elles modifient également la façon dont les grandes puissances choisissent de faire la guerre.

³⁷ Gabriel Kolko, 2000, *Un siècle de guerre*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 401.

1.1. LA GUERRE COMME INSTRUMENT POLITIQUE

1.1.1. Conception de la guerre chez Clausewitz

L'officier prussien et stratège militaire Carl Von Clausewitz a fourni avec *De la guerre*, l'une des contributions les plus marquantes de la pensée stratégique moderne³⁸. Au-delà des conseils pratiques destinés aux officiers et du volet historique de l'ouvrage, c'est la conception que Clausewitz se fait du phénomène de la guerre qui nous intéresse ici. Tout d'abord, Clausewitz avance que :

La guerre est un acte de la force par lequel nous cherchons à contraindre l'adversaire à se soumettre à notre volonté. [...] La force est donc le *moyen*, tandis qu'imposer à l'adversaire notre volonté est le *but*. [...] La guerre est un acte violent dans lequel l'emploi de la force étant illimité, chacun des deux adversaires impose à l'autre sa loi ; d'où résulte une influence réciproque qui, de part et d'autre, doit conduire à l'extrême³⁹.

Ainsi, une des premières caractéristiques de la guerre résiderait dans sa tendance à mener aux extrêmes. Cependant, comme il le souligne quelques pages plus loin, on ne peut atteindre cette vision « [qu'] en se maintenant rigoureusement dans les limites abstraites du concept de la guerre ». Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faudrait :

1° que la guerre fut un acte absolument isolé qui prît spontanément naissance, et n'eût aucun rapport avec la vie politique antérieure ; 2° qu'elle consistât en un acte décisif unique [...] ; 3° qu'elle contint en elle-même sa décision complète, et que le calcul politique de la situation politique qu'elle doit amener ne réagît pas sur elle pas avance⁴⁰.

Or, ces différentes conditions n'étant pas remplies dans la réalité, ce sont les exigences de la politique qui pèsent le plus lourdement sur la conduite de la guerre :

³⁸ Le terme de « pensée stratégique » réfère ici à l'ensemble de la production intellectuelle traitant de stratégie, tandis que l'expression « étude stratégiques » renvoie plus spécifiquement au champ académique traitant des questions de stratégie.

³⁹ Carl Von Clausewitz, (1832) 1989, *De la guerre*, Paris, Éditions Gérard Lebovici, p. 33-35.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 38.

Au fur et à mesure que cette loi perd de sa force [...], le *but politique* refait surface et, en tant que *motif originel* de la guerre, devient l'un des facteurs essentiels du produit⁴¹. [...] La guerre devient ainsi non seulement un acte, mais l'instrument même de la politique, et [...] celle-ci, en y ayant recours, ne fait que poursuivre son œuvre par d'autres moyens⁴².

Clausewitz souligne donc la hiérarchie entre la guerre et la politique :

L'art militaire, d'une façon générale, et le commandant en chef, dans chaque cas particulier, sont en droit d'exiger de la politique que la direction qu'elle suit et les résultats qu'elle vise ne contrarient pas les moyens de l'instrument qu'elle emploie. Si grande que soit dans certains cas la portée de cette exigence, elle ne peut cependant jamais imposer aux objectifs politiques que quelques modifications sans pour autant les remettre en cause : ils constituent le but, et la guerre, qui n'en est que le moyen, ne peut se passer d'eux⁴³.

Cependant, bien qu'elle en découle, la guerre et son déroulement ne sont pas entièrement déterminés par le but politique. La guerre oscille plutôt entre trois pôles d'attraction formant une « trinité surprenante ». Instrument au service de la politique, laquelle en fait un « *acte de raison* », elle est également un « *instinct naturel aveugle* », si l'on ne considère que la violence originelle de son élément et les sentiments de haine et d'hostilité qui l'animent », et une « *libre activité de l'âme* » soumise au « jeu des probabilités et du hasard⁴⁴ ». Clausewitz lie respectivement ces trois éléments au gouvernement, au peuple et au général de l'armée. Finalement, les imprévus et les aléas de la guerre sont captés chez Clausewitz par la notion de « frottement », laquelle renvoie aux innombrables difficultés et obstacles qu'une armée peut rencontrer, et qui séparent les projections stratégiques de leur matérialisation sur le terrain⁴⁵.

⁴¹ *Ibid.*, p. 41.

⁴² *Ibid.*, p. 51.

⁴³ *Ibid.*, p. 51.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 53.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 101-104.

1.1.2. Le passage de la politique à la guerre

La relation d'instrumentalité entre la politique⁴⁶ et la guerre constitue un point incontournable de la pensée stratégique. Cependant, ce n'est qu'en la replaçant dans un contexte socio-historique spécifique qu'on peut comprendre ce qu'elle implique. En effet, la façon dont les générations successives de politiciens ont pu concevoir le rôle de la guerre et l'utilisation qu'ils devaient en faire s'est transformée selon les époques et les pays, en même temps que les répercussions sociales, politiques et économiques de la préparation, du déclenchement et de la conduite d'une guerre. Conséquemment, la signification des termes utilisés pour désigner les différents moments d'une guerre a elle aussi évolué.

Clausewitz sépare la conduite de la guerre en « deux activités absolument distinctes, la *tactique* et la *stratégie*, dont la première *ordonne et dirige l'action dans les combats*, tandis que la seconde *relie les combats les uns aux autres pour en arriver aux fins de la guerre*⁴⁷ ». Selon l'historien de la guerre Hew Strachan, l'établissement de la stratégie comme un domaine différent de la tactique n'est apparu qu'au cours de la période moderne :

« The general's plan and his execution of manœuvres in the lead-up to battle had no clear name until the late eighteenth century. The idea of strategy was a product of the growth of standing, professional armies on the one hand and of the Enlightenment on the other⁴⁸. »

⁴⁶ La différence qui existe entre « la » politique (*politics*) et « les » politiques (*policy*) doit être soulignée. Elle est définie de la manière suivante par Colin S. Gray : « *Whereas politics is about the universal struggle for power – personal, ideological (e.g. cultural), and institutional – policy refers to agreed courses of action or inaction* (Colin S. Gray, 2010, *The Strategy Bridge*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 108). » Le terme *policy* est également défini par Gray de la manière suivante : « *The political objectives that provide the purposes of particular historical strategies* (*Ibid.*, p. 18). »

⁴⁷ Clausewitz, (1832) 1989, *op. cit.*, p. 110.

⁴⁸ Hew Strachan, 2005, « The Lost Meaning of Strategy », », *Survival*, vol. 47, no. 3, automne 2005, p. 37.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la stratégie, située entre les exigences politiques et la mise en action des tactiques, est demeurée le domaine exclusif du général d'armée. Au lendemain de la Grande Guerre, ce monopole du chef d'armée sur l'élaboration des stratégies a cependant été contesté. En effet, la stratégie telle qu'elle s'était développée au XIX^e siècle s'occupait principalement du mouvement des armées sur la terre ferme. Or, selon une vision qui s'imposait dans la pensée stratégique britannique, la victoire des forces de l'Entente n'avait pas été remportée seulement par l'armée terrestre, mais également par les forces navales. Dès lors, maintenir une marine, ainsi qu'une aviation, imposantes même en temps de paix devenait une condition indispensable pour l'atteinte des objectifs en temps de guerre. Cela faisait en sorte de conférer une importance stratégique croissante à la phase de préparation, et donc au développement de la puissance industrielle d'un pays, de même qu'à l'ensemble de ses ressources humaines et matérielles. Une distinction était donc établie entre la stratégie « classique », qui demeurait l'affaire des généraux, et la *grande stratégie*, dont l'objet était beaucoup plus large :

« Grand strategy in the first half of the twentieth century consisted basically in the mobilisation and deployment of national resources of wealth, manpower and industrial capacity, together with the enlistment of those of allied and, when feasible, of neutral powers, for the purpose of achieving the goals of national policy in wartime⁴⁹. »

Historiquement, donc, le concept de grande stratégie a été lié à la naissance du phénomène de la guerre totale. Ayant été élaboré à la fin de la Première Guerre mondiale, ses implications étaient déjà connues au moment où la Seconde Guerre mondiale a débuté. Or, au-delà de la mobilisation totale, l'incorporation de l'ensemble des ressources et de la population dans l'effort de guerre avait une autre conséquence : la destruction totale, c'est-à-dire la transformation des populations civiles en cibles

⁴⁹ Michael Howard, 1972, *Grand Strategy*, Londres, Cabinet Office, dans Hew Strachan, 2005, *op. cit.*, p. 40.

militaires, tant pour les alliés que pour les puissances de l'axe, en raison notamment de leur participation à la production de matériel militaire⁵⁰.

Le phénomène de la guerre totale qui s'est imposé dans les deux Guerres mondiales a eu des répercussions tant sur la conception que l'on pouvait se faire de la guerre que sur la signification de la stratégie elle-même. L'envergure de ces conflits a rendu ambiguë la distance qui devait exister entre la guerre et la politique. Le domaine de plus en plus vaste couvert par la grande stratégie minait sans cesse les prétentions des militaires sur le champ de la stratégie, lesquels se voyaient forcés de se rabattre sur celui de la tactique.

D'autre part, les deux conflits mondiaux semblaient donner une matérialité à la « tendance aux extrêmes » que Clausewitz ne posait qu'en théorie. Toutefois, il était difficile de voir lequel des deux, entre la politique et la guerre, tendait effectivement à l'extrême. Dans le passage de Clausewitz cité plus haut, la tendance aux extrêmes est inhérente à la guerre, et c'est la politique qui, en lui imposant ses buts, la restreint, tandis qu'au cours des événements qui venaient de se dérouler, c'est plutôt la politique et les idéologies qui l'accompagnaient qui semblaient avoir poussé la guerre vers sa forme « absolue ». Le chemin qui allait de la politique à la guerre n'était donc pas à sens unique, et si la politique donnait sa raison d'être à la guerre, la guerre pouvait également jouer un rôle de première importance dans la formation d'un sentiment national et la création d'une identité politique⁵¹.

⁵⁰ Martin Shaw, 2005, *The New Western Way of War*, Cambridge, Polity Press, p. 42.

⁵¹ Hew Strachan, 2005, *op. cit.*, p. 41-42.

1.1.3. Développements stratégiques aux États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

La menace posée par l'apparition des armes nucléaires et la perspective d'annihilation mutuelle quasi-instantanée d'éventuels belligérants rendait l'idée d'une guerre totale impossible à soutenir. Malgré l'envergure de la puissance de feu déjà rendue possible par les développements technologiques préalables, la bombe à hydrogène représentait un potentiel de destruction inédit qui rapprochait dangereusement l'humanité d'une guerre absolue « [consistant] en un acte décisif unique » et « [contenant] en elle-même sa décision complète⁵² ».

Les principaux défis auxquels les stratèges américains devaient répondre découlaient donc, d'une part, de la rivalité avec l'URSS, désormais une puissance nucléaire, et de l'autre, de l'instabilité croissante de nombreuses régions marquées par la volonté d'indépendance de nations souhaitant s'affranchir du joug colonial. Cette dernière situation, liée à la désintégration des empires Britanniques et Français, découlait également des bouleversements sociaux provoqués par la Seconde Guerre mondiale et la compromission des élites traditionnelles avec les organisations fascistes, facteurs qui ont favorisé l'émergence de mouvements de gauche à travers le monde⁵³. Conséquemment, la pensée stratégique américaine d'après-guerre s'est articulée autour de trois grands axes : les théories sur la dissuasion, les politiques de contrôle de l'armement et la guerre limitée⁵⁴.

⁵² Carl Von Clausewitz, (1832) 1989, *op. cit.*, p. 38.

⁵³ Gabriel Kolko, 2000, *Un siècle de guerre*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 312-317 et 321-323.

⁵⁴ John Baylis et James J. Wirtz, 2010, « Strategy in the Contemporary World Strategy after 9/11 », dans John Baylis et al., *op. cit.*, p. 2.

Si la notion de dissuasion est souvent associée à l'armement nucléaire, elle peut aussi être mise en application par des armements conventionnels et relève en dernière instance d'une « épistémologie de la puissance⁵⁵ » :

Toute forme de dissuasion, conventionnelle comme nucléaire, repose sur le concept de crédibilité, en tant que certitude induite chez l'adversaire que son action, soit sera effectivement source d'une punition (dissuasion par représailles), soit qu'il ne pourra atteindre son objectif et qu'il est donc inutile de la mettre en œuvre⁵⁶.

Au cours de la Guerre froide, l'invasion de l'Europe par l'armée soviétique était perçue comme l'une des sources de danger les plus criantes par l'Occident et constituait donc un des scénarios les plus investis par les stratégies de dissuasion⁵⁷. La « doctrine des représailles massives » initialement adoptée par Washington pour contrer cette menace a cependant fait place à la « doctrine de riposte graduée », s'appuyant notamment sur la théorie des jeux, après que l'URSS se soit dotée d'armes aussi puissantes que celles des États-Unis⁵⁸. La crise des missiles cubaine, en octobre 1962, a donné lieu à de nouvelles approches, fondées sur le contrôle des armes nucléaires, lesquelles ont abouti dans le traité de non-prolifération de 1968. Cependant, comme en fait foi la résurgence ponctuelle de la course aux armements et l'augmentation du nombre de puissances nucléaires, les ententes successives n'ont su aboutir à une dénucléarisation durable.

Les impératifs de l'ère nucléaire et les théories de la dissuasion ont eu pour conséquence d'élargir encore davantage le champ couvert par la stratégie. Le concept

⁵⁵ Joseph, Henrotin, 2015 « La dissuasion », dans *Guerre et stratégie*, Stéphane Taillat et al., Paris, PUF, p. 440.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 426

⁵⁷ C. Dale Walton, 2010, « The Second Nuclear Age : Nuclear Weapons in the Twenty-First Century », dans John Baylis et al., *op. cit.*, p. 211.

⁵⁸ Joseph Henrotin, 2015 *op. cit.*, p. 429-431.

de grande stratégie abolissait désormais la distance entre politique et stratégie, dans la mesure où c'est l'ensemble de la politique étrangère qui devenait affaire de stratégie⁵⁹. Plus que jamais, on considérait que la guerre était trop importante pour être laissée aux généraux, donnant ainsi naissance à l'élaboration d'une pensée stratégique « civile », incarnée dans l'apparition d'un nouveau champ académique : les études stratégiques⁶⁰. Le concept de dissuasion s'est imposé comme le sujet de prédilection des études stratégiques. Les stratèges civils, de même qu'une multitude de *think tanks*, ont exercé une influence croissante sur la politique étrangère américaine. La définition de la grande stratégie, reprise de Barry Posen, que Steven Metz donne en ouverture de son ouvrage *Iraq & the Evolution of American Strategy* traduit bien le chemin que le concept de la grande stratégie a connu depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, plutôt que de mettre l'accent sur le degré de mobilisation des ressources, elle renvoie à l'origine sociale de la théorie de même qu'à la sélection des priorités nationales :

« A State's grand strategy is its foreign policy elite's theory about how to produce national security. [...] A grand strategy enumerates and prioritizes threats and adduces political and military remedies for them. A grand strategy also explains why some threats attain a certain priority, and why and how the remedies proposed would work⁶¹. »

Quant à la stratégie, Metz la définit comme « la préparation et l'utilisation de la force armée pour promouvoir et protéger les intérêts nationaux⁶² ». Comme on peut le voir, ces définitions tendent à éloigner encore davantage l'élaboration des stratégies de la responsabilité des généraux. Pour répondre à cette « crise », les militaires américains et britanniques se sont tournés au cours des années 1980 vers le niveau opérationnel,

⁵⁹ Hew Strachan, 2005 *op. cit.*, p. 43.

⁶⁰ Columba Peoples, 2010, « Strategic Studies and its Critics », dans John Baylis et al., *Strategy in the Contemporary world*, Oxford-New YorkOxford University Press, p. 356.

⁶¹ Barry R. Posen, 2007 « The Case for Restraint », *The American Interest*, vol. 3, novembre-décembre 2007, p. 6-12, cité dans Steven Metz, 2008, *Iraq & the Evolution of American Strategy*, Washington D.C., Potomac Books, p. xvii.

⁶² Steven Metz, 2008, *op. cit.*, p. xix.

situé entre la stratégie et la tactique, dont le but principal était, selon Strachan, de réintroduire une séparation entre politiques et stratégie⁶³.

Mais l'éventualité d'une guerre nucléaire a eu d'autres conséquences d'autant plus importantes. En effet, dès lors qu'elle était en mesure de conduire effectivement à la destruction absolue, la guerre cessait d'être un instrument de politique efficace. Il était donc impératif que les dirigeants militaires et politiques américains trouvent une alternative stratégique qui leur permette d'utiliser efficacement leur appareil militaire sans que cela ne mène à une escalade vers la guerre totale. C'est le concept de guerre limitée, ou circonscrite, qui est venu remplir ce rôle.

Comme son appellation l'indique, ce type de guerre a pour principale caractéristique de limiter les objectifs qu'elle se donne, les moyens de la violence utilisés, de même que les régions affectées⁶⁴. Cependant, cette caractéristique devient assez floue lorsque vient le temps d'étudier les conflits précis auxquels elle est sensée s'appliquer, conflits dont l'envergure et les implications ont été fort différentes.

Ainsi, Michael Sheehan mentionne les cas de la Corée et du Vietnam comme des exemples de guerre limitée : « *In Korea and Vietnam for example, the United States limited its war effort in terms of the weaponry used, the geographical scope of the war and the objectives pursued, all restraints characteristics of limited, rather than total war*⁶⁵. » C'est cette « retenue » de la part des États-Unis qui, selon Sheehan, aurait permis à leurs ennemis de les tenir en échec. Pour sa part, Thomas G. Mahnken donne les exemples de la Guerre du Golfe de 1991 et la Guerre d'Irak de 2003 pour illustrer la différence entre guerre limitée et illimitée, mettant davantage l'accent sur les objectifs de la guerre :

⁶³ Hew Strachan, 2005 *op. cit.*, p. 45.

⁶⁴ Michael Sheehan, 2010, « The Evolution of Modern Warfare », dans John Baylis et al., *op. cit.*, p. 61.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 61.

« In 1991, the US-led coalition fought to liberate Kuwait from Iraqi occupation, restore Kuwait's government to power, ensure the safety of US citizens in the region, and ensure the security and stability of the Gulf region. In 2003, the United States and its allies fought to overthrow Saddam Hussein's Ba'athist regime⁶⁶. »

Si on peut expliquer les différences entre ces interprétations par l'absence de consensus au sein de la littérature, il serait peut-être plus judicieux de souligner l'inconsistance du concept de guerre limitée. Définir l'ampleur et la durée d'un conflit simplement en fonction de la retenue dont les États-Unis ont pu faire preuve ne permet pas de rendre compte des facteurs sociaux et politiques qui déterminent le déroulement d'une guerre, éléments sur lesquels nous reviendrons un peu plus loin, pas plus que cela ne rend justice à l'efficacité avec laquelle les ennemis des États-Unis ont mis ces derniers en échec avec des moyens technologiques beaucoup moins sophistiqués et coûteux⁶⁷. En outre, exception faite de l'arme atomique, il est difficile de qualifier les guerres en Corée et au Vietnam comme des moments de l'histoire où les États-Unis ont fait preuve de retenue : pendant toute la durée de la guerre en Indochine, ils auront largué 15 millions de tonnes de munitions, soit deux fois plus qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale et cinq fois plus qu'en Corée, sans compter les raids punitifs sur la population du Vietnam du Nord et la destruction, en Corée du Nord, du complexe électrique de Suiho dont dépendait 90 pour cent de la production d'électricité du pays et dont les principales victimes ont été des civils⁶⁸.

D'autre part, dans la Guerre d'Irak de 2003, si la volonté de renverser Saddam a orienté la forme qu'a pris ce conflit, c'est bien davantage l'incapacité des dirigeants américains à en contrôler le déroulement qui ont déterminé son étendue et sa durée. En effet, dans l'éventualité où le pays aurait été stabilisé dans un laps de temps plus court, comme cela devait être le cas, Mahnken aurait eu bien de la difficulté à

⁶⁶ Thomas G. Mahnken, 2010 « Strategic Theory », dans John Baylis et al., *op. cit.*, p. 75.

⁶⁷ Gabriel Kolko, 2000 *op. cit.*, p. 351.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 352 et 369-370.

qualifier ce conflit de « guerre illimitée ». C'est l'échec de l'intervention américaine qui en a fait un conflit prolongé, et non pas les objectifs projetés au départ. À l'exception du fait que l'armement nucléaire n'y a pas été utilisé, les définitions du concept de guerre limitée permettent donc difficilement de rendre compte des nombreux cas où depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont opté pour l'interventionnisme.

Cette période a été marquée par un très grand nombre d'opérations militaires américaines, ce dont le champ des études stratégiques et le concept de guerre limitée ne rendent pas bien compte, et ce tant en ce qui a trait aux causes de ces interventions qu'à leurs caractéristiques. Les États-Unis étaient loin de s'impliquer militairement uniquement lorsque leurs intérêts étaient menacés. La théorie des dominos mise de l'avant par les stratèges américains « liait symboliquement le sort d'une région entière aux événements qui affectaient chacun des pays qui la formaient, y compris ceux dont l'importance, au regard des intérêts américains, était négligeable⁶⁹ ». D'autre part, l'importance accordée par les dirigeants politiques à la crédibilité du pouvoir militaire américain « venait évidemment discréditer les autres recours tels que la diplomatie et la non-intervention⁷⁰ » :

Après 1945, les Américains furent incapables de cerner l'ensemble des relations qui les liaient à chaque pays, de prévoir les dilemmes militaires et diplomatiques qui les attendaient et auxquels ils réagissaient souvent d'une manière instinctive et excessive, et de ne s'en tenir qu'à leurs propres priorités⁷¹.

Pourtant, dès la Guerre de Corée, certaines faiblesses cruciales du militarisme américain avaient été exposées : une stratégie basée sur la puissance de feu avait été mise en échec par une utilisation judicieuse du terrain ; un allié insubordonné, en la

⁶⁹ *Ibid.*, p. 361.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 361.

⁷¹ *Ibid.*, p. 359.

personne de Syngman Rhee⁷², avait participé à l'escalade du conflit ; tandis que le gouvernement américain avait été constamment préoccupé par les répercussions politiques de ses décisions militaires. Loin de leur permettre de dépasser ces contradictions, la guerre du Vietnam les a réexposées de manière catastrophique. Véritable traumatisme dans l'histoire militaire américaine, à la base « syndrome du Vietnam » qui a poussé le Congrès à mettre en application une résolution visant à limiter les capacités du Président à déclencher une guerre, les leçons de ce conflit auront malheureusement été, selon l'historien et militaire à la retraite Andrew J. Bacevich, de courte durée : « *In retrospect, what distinguishes the legacy of Vietnam is not how much things changed, but how little. Seldom was a war so fervently memorialized even as it was being so thoroughly drained of meaning*⁷³. »

Comme le souligne le politologue Steven Metz, la notion de stratégie fonctionne le plus souvent sur la base de paradigmes : « *Rather than create strategy anew for each security problem faced, the United States, like all nations, uses paradigms. Thinking about new issues or problems is shaped by their resemblance to previous or parallel ones*⁷⁴. » Selon lui, pendant toute la durée de la Guerre froide, le paradigme principal a été celui d'un conflit ouvert contre l'Union Soviétique. Si une telle affirmation comporte une part de vérité, elle laisse avantagement de côté les problèmes récurrents de la stratégie américaine qui se sont exprimés en Corée et au Vietnam, et en bien d'autres endroits. Aussi, les défis stratégiques auxquels les États-Unis ont fait face à la fin de la Guerre froide ne venaient pas seulement du vide paradigmatique créé par l'effondrement de l'URSS et le nouveau contexte sécuritaire. Ils découlaient

⁷² Syngman Rhee a été président de la République de Corée, ou Corée du Sud, entre 1948 et 1960. Kolko souligne que « Rhee eut recours au soutien des Américains aussi longtemps que cela lui convint. [...] Les États-Unis semblaient avoir la main haute sur lui, mais, comme cela se produirait souvent par la suite, ils deviendraient tout à fait dépendants de ses caprices et subiraient son chantage. En 1953, ils tentèrent de le neutraliser ; ils envisagèrent même de le tuer si nécessaire. » *Ibid.*, p. 346.

⁷³ Andrew J. Bacevich, 2010, *Washington Rules*, New York, Metropolitan Books, p. 127-128.

⁷⁴ Steven Metz, 2008, *op. cit.*, p. xx.

également des contradictions stratégiques qui existaient depuis de nombreuses années et qui n'ont jamais résolues.

Quoi qu'il en soit, c'est dans ce contexte qu'il faut replacer, selon Metz, l'importance que la Guerre du Golfe a eue sur les développements ultérieurs de la stratégie américaine. Sa première conséquence a été de faire oublier momentanément les traumatismes causés par la Guerre du Vietnam et de rétablir la crédibilité du pouvoir militaire américain. Elle a également fourni aux dirigeants américains un exemple-type d'intervention légitime dans le nouveau contexte sécuritaire mondial et a donné naissance aux concepts de « *forward presence* » et « *crisis response* »⁷⁵. Finalement, elle a également servi de modèle aux promoteurs de la Révolution dans les affaires militaires (RAM), qui aura une importance déterminante dans l'élaboration de l'Opération Liberté pour l'Irak en 2003⁷⁶.

Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés sur le lien qui existait entre la politique et la guerre. Nous avons mis de l'avant la notion de stratégie et montré comment le niveau de séparation entre celle-ci et les politiques poursuivies par la guerre permettait de rendre compte du degré d'indépendance des dirigeants militaires face aux dirigeants politiques. Puis, nous avons montré qu'au-delà des doctrines stratégiques officielles, les guerres déclenchées par les États-Unis ont le plus souvent échoué à rencontrer les buts projetés, révélant les faiblesses de la conception du pouvoir militaire américain qui les accompagnait. Nous allons maintenant poursuivre notre définition des conceptions centrales de la pensée stratégique en explorant la façon dont les objectifs politiques sont eux-mêmes fondés.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 30-32.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 59.

Peter Gowan critique de la manière suivante les bases théoriques sur lesquelles s'appuient de nombreuses approches stratégiques, qui considèrent les différentes sphères d'activités sociales comme autonomes :

« American neo-realists and many Neo-Weberians view inter-state politics and war as realms whose basic logic is autonomous from other dimensions of social life – purely political consequences of the existence of armed states in an anarchic inter-state system or else a consequence of a 'will to power' among states. Idealist theorists of international conflict may give greater weight to the roles of ideas, belief-systems and values in shaping the nature and causes of conflict and war. But their stress on the ideational side of politics is itself typically also bereft of deeper social determinations⁷⁷. »

Au contraire, selon lui, il est primordial de lier la façon dont la guerre est envisagée et utilisée avec le système social plus large dans lequel les considérations politiques s'inscrivent :

« Different social systems have different class and wealth-extraction structures and these profoundly affect the aims for which they project and use force. [...] At the same time these different social systems have generated very different kinds of political actors wielding military power⁷⁸. »

Cela nous amène à la question suivante à laquelle nous allons consacrer la prochaine section de ce chapitre : de quelle façon le capitalisme américain peut-il favoriser ou induire la mise en place de politiques menant à la guerre?

⁷⁷ Peter Gowan, 2013, « War in the Contest for a New World Order », *Journal of Global Faultlines*, vol. 1, no. 1, p. 35.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 35.

1.2. GUERRE ET CAPITALISME DANS LE CONTEXTE AMÉRICAIN

1.2.1. La dimension idéologique de la grande stratégie

La proposition de Peter Gowan contient deux éléments. D'une part, il souligne le lien qui existe entre les structures de classes et d'extraction de la richesse et l'utilisation de la force militaire. D'autre part, Gowan met de l'avant le fait que les « acteurs politiques qui manient le pouvoir militaire » varient également selon le système social. Ainsi, si d'une part les impératifs du capitalisme peuvent se traduire sous la forme de politiques guerrières au niveau de l'État américain, l'appareil militaire lui-même et ceux qui y font carrière participent d'une organisation qui n'est que partiellement indépendante du reste de la société.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la conception de la grande stratégie s'est transformée depuis la Seconde Guerre mondiale. Au départ, son objectif était de pourvoir aux impératifs de mobilisation industrielle et sociale de la guerre totale. Depuis, ses développements ont consisté à incorporer des considérations jusque-là extérieures à la pensée stratégique, de même qu'à impliquer des acteurs sociaux d'horizons variés dans l'élaboration des stratégies de sécurité nationale. Devenue, comme le souligne Metz, la théorie de l'élite sur la politique étrangère, il est donc important de se demander de qui, exactement, est constituée cette élite. Selon Perry Anderson,

on les trouve dans la haute administration et le gouvernement, dans certaines universités, des fondations, des *think tanks* et des médias. Dans ce milieu, dont les bastions sont le Council for Foreign Relations, la Kennedy School de Harvard, le Woodrow Wilson Center de Princeton, la Nitze School de John Hopkins, le Naval War College de Georgetown University, les fondations Brookings et Carnegie, les départements d'État et de la Défense, sans parler du CSN et de la CIA, les postes

sont facilement interchangeables, le passage se faisant tout naturellement d'une chaire d'université à un poste gouvernemental et inversement⁷⁹.

L'élaboration de théories sur la grande stratégie américaine n'est donc pas davantage exclusive au milieu militaire qu'elle ne l'est aux branches administratives civiles responsables de la politique étrangère. Elle est plutôt disséminée dans les grandes institutions où évolue l'élite nationale, tandis que ses destinataires sont « d'une part [des] responsables politiques, de l'autre un public cultivé⁸⁰ ». Ainsi, l'objet de ce corpus se distingue tant de celui des études stratégiques, plus académiques et dont le point focal demeure les questions militaires, que des orientations stratégiques officielles produites au sein du gouvernement. Elle les complète au contraire, en les incorporant dans un ensemble plus vaste qui intègre des enjeux variés touchant à la politique, l'économie, la primauté des États-Unis, le terrorisme, les menaces contre la démocratie et la défense de la liberté. Le degré d'utilisation de la force militaire que les auteurs de ce corpus envisagent peut varier, mais dans tous les cas, elle apparaît comme indispensable au maintien de la puissance américaine⁸¹.

Par la capacité des auteurs de ce champ à diffuser leurs idées, de même que par le passage de certains d'entre eux au sein même de l'appareil d'État américain, on peut supposer qu'il exerce une certaine influence sur la politique étrangère américaine, et qu'au-delà du *biais* idéologique que la grande stratégie peut avoir en raison de l'origine sociale de ses auteurs, elle ait également une *utilité* idéologique. Les approches néogramsciennes nous offrent une base pour analyser l'utilité idéologique de la production discursive entourant la grande stratégie en montrant comment ses auteurs s'inscrivent dans le dessein plus large d'une légitimation et d'une rationalisation des politiques étatiques. En effet, la notion « d'intellectuel organique »

⁷⁹ Perry Anderson, 2015, *Comment les États-Unis ont fait le monde à leur image*, Marseilles, Agone, p. 181.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 181.

⁸¹ *Ibid.*, p. 183-267.

permet de lier aux sphères du pouvoir certaines voix qui, de prime abord, peuvent apparaître comme indépendantes ou mêmes critiques de celles-ci :

« Organic intellectuals provide the theoretical understanding of historical processes and of structure necessary for dominant groups to engage in the social practice of domination, and for the construction of hegemony as a fit between power, ideas and institutions⁸². »

En effet, si le concept d'hégémonie américaine fait l'objet d'un usage décomplexé au sein du corpus sur la grande stratégie⁸³, il est important de prendre la mesure de ses implications, à commencer par la matérialité des structures de pouvoir sur lesquelles elles reposent. La production d'un discours hégémonique ne sert pas seulement à légitimer la dimension coercitive des rapports de force, mais également la façon dont ceux-ci sont liés aux rapports sociaux de propriété capitalistes⁸⁴. Bien sûr, la relation entre les sphères économique, politique et militaire semble évidente lorsque des haut-placés du gouvernement américain ont des liens privilégiés avec des secteurs clés du capitalisme américain, comme cela a été le cas tout au long du vingtième siècle. Cependant, l'intérêt poursuivi par ces derniers et leur passage au sein de l'appareil d'État ne vise pas seulement à promouvoir les intérêts de l'industrie ou de la corporation dont ils sont issus, ainsi que l'illustre Peter Gowan :

« The notion of interest group capture as an explanation for US policy often reverses cause and effect. Thus, some may think that because a former Enron executive is currently Secretary for the Army, US military policy is being geared to profits for Enron. But the US state is more serious than that. In reality, because US grand strategy points to the need for US to extend its control over the whole region from the Gulf to the Caspian, it needs people who understand the oil business running the show. [...] This distinctive US approach derives from a

⁸² William I. Robinson, 1996, *Promoting Polyarchy. Globalization, US Intervention, and Hegemony*, Cambridge, Cambridge University Press p. 42.

⁸³ *Ibid.*, p. 188.

⁸⁴ F. Guillaume Dufour, 2008, « Approche néogramscienne », dans *Relations internationales. Théories et concepts*, sous la dir. d'Alex Macleod et al., Outremont, Athéna, p. 282.

crucial insight, namely that economics and military-political action must be integrated as one⁸⁵. »

Ainsi, la dimension idéologique de la grande stratégie ne doit pas être perçue comme une influence qui agirait de l'extérieur sur les politiciens et les politiciennes. Celle-ci a plutôt pour objet de naturaliser et d'harmoniser les contradictions d'une vision du monde déjà en construction, hégémonique, selon laquelle la supériorité économique, politique et militaire des États-Unis est « à la fois une récompense qu'ils méritent et un bien pour le monde⁸⁶ ». Elle reflète davantage qu'elle ne produit les conditions matérielles sur lesquelles repose la puissance américaine. C'est donc vers celles-ci qu'il faut se tourner pour comprendre les objectifs militaires mis de l'avant par la grande stratégie.

1.2.2. Stratégies d'accumulation et de territorialisation

Les exigences du capitalisme sont liées à la guerre tant à travers l'importance de l'industrie militaire aux États-Unis qu'en raison du rôle que joue l'État américain dans la défense des intérêts économiques du pays ailleurs dans le monde. Le pouvoir du « complexe militaro-industriel » a fait couler beaucoup d'encre depuis que le président Eisenhower a dénoncé son influence indue sur la société américaine dans son discours d'adieu du 17 janvier 1961⁸⁷. Et pour cause, dès 1950, année au cours de laquelle la limite d'après-guerre imposée sur les dépenses militaires a été levée, la part du budget américain lié à la défense n'a cessé d'augmenter. Établie à 13 milliards de dollars en 1949, elle avait presque quadruplé lorsque la présidence d'Harry Truman s'est terminée en 1953, passant de 7,1% du PIB en moyenne au cours de la période

⁸⁵ Peter Gowan, 2002, « The New American Century? », *The Spokesman*, n° 76, p. 12.

⁸⁶ Perry Anderson, 2015, *op. cit.*, p. 188.

⁸⁷ Andrew J. Bacevich, 2010, *op. cit.*, p. 32.

1947-1950 à plus de 14,7% en 1953⁸⁸. L'importance de ces dépenses, de même que le caractère acyclique de cette industrie, ont ainsi transformé les politiques de plein emploi prônées par Keynes en une forme de « keynésianisme militaire », transformant les budgets liés à la défense en facteurs de stabilisation de l'économie américaine. Si cette approche a permis certains gains à court terme, les déficits qu'elle a engendrés ont largement compensé les bénéfices pour l'économie⁸⁹.

Martin Shaw définit le militarisme comme « la pénétration des relations sociales en général par des relations militaires⁹⁰ ». À ce titre, on peut dire que les dépenses militaires et l'infrastructure industrielle qui en est la conséquence apparaissent clairement comme des facteurs favorisant le militarisme aux États-Unis. Elles lient de nombreuses couches de la société américaine aux phases de préparation à la guerre, si bien qu'il devient politiquement coûteux pour les représentants d'en prôner la réduction. Cependant, l'ampleur du budget militaire, compte tenu des déficits qu'il engendre et du coût exorbitant des guerres elles-mêmes, ne saurait trouver de justification s'il n'était pas lié au rôle supposément indispensable de l'armée américaine sur la scène internationale. Il faut donc également se pencher sur la façon dont *l'utilisation* de l'appareil militaire, et non pas seulement sa construction, concorde avec les intérêts du capitalisme américain.

Le concept d'impérialisme a été fréquemment utilisé pour témoigner de l'importance de la force coercitive dans la mise en place et le maintien de relations capitalistes au niveau international. Cependant, comme nous l'avons mentionné en introduction, le traitement qui est fait de ce concept par les différentes approches peut varier. Rappelant la spécificité de l'impérialisme capitaliste, Ellen M. Wood souligne que

⁸⁸ Gabriel Kolko, 2000, *op. cit.*, p. 354 et Vincent Gouysse, 2010, *Le Réveil du Dragon*, Marxisme.fr, p. 28,

http://www.communisme-bolchevisme.net/download/Le_reveil_du_dragon.pdf.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 360.

⁹⁰ Martin Shaw, « Twenty-First Century Militarism. A Historical-sociological Framework », *Militarism and International Studies*, New York, Routledge, p. 20.

c'est en « manipulant les mécanismes économiques du capitalisme » que les États-Unis « dominant le monde » et non pas en exerçant un contrôle territorial ou colonial, comme l'ont fait d'autres empires dans l'histoire : « Globalement, quand ils le pouvaient, les États-Unis ont préféré éviter la domination directe et s'appuyer sur une hégémonie économique moins coûteuse, moins risquée et plus rentable⁹¹ ». Dans ce contexte, la suprématie militaire recherchée par les Américains depuis la Seconde Guerre mondiale vise principalement à s'assurer que cette hégémonie ne soit pas remise en question par un rival et que les circuits économiques sur lesquels elle repose ne soient pas interrompus.

David Harvey, qui s'inspire fortement des théories classiques marxistes de l'impérialisme, met l'accent sur le concept de crise de suraccumulation, caractérisée par une abondance de capitaux ne trouvant pas d'occasions d'investissements profitables doublée d'une abondance de main d'œuvre ne trouvant pas de travail⁹². Une des façons de remédier à ce problème est, selon Harvey, de procéder à un « fix spatio-temporel », c'est-à-dire à une expansion géographique du capitalisme qui peut résulter en de nouvelles occasions d'investissement, de nouveaux marchés où écouler des marchandises, ou encore en l'appropriation de nouvelles ressources naturelles à moindre coût⁹³. Selon cette approche, le rôle de la force militaire serait de permettre la mise en application d'un processus sans cesse renouvelé « d'accumulation par dépossession ». Basé sur la notion d'accumulation primitive développée par Marx, ce concept fait référence aux multiples formes d'expropriation par la force qui permettent la mise en place de relations sociales capitalistes et que seul l'État peut garantir en raison de ses capacités coercitives⁹⁴.

⁹¹ Ellen Meiksins Wood, 2011, *L'empire du capital*, Montréal, Lux, p. 8.

⁹² David Harvey, 2003, *The New Imperialism*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 88.

⁹³ *Ibid.*, p. 139

⁹⁴ *Ibid.*, p. 145.

D'autres approches qui emploient également le concept d'impérialisme mettent plutôt l'accent sur le rôle joué par les États-Unis au sein de l'ensemble du monde capitaliste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Tout d'abord, Michael Mann distingue trois types d'empire ainsi qu'une forme de domination basée sur l'acceptation du pouvoir central : l'empire direct, indirect, informel et l'hégémonie. Mann souligne l'existence de deux types de contrôle, territorial et économique :

L'impérialisme territorial consiste en la saisie et au contrôle des territoires, afin d'en tirer un profit par l'administration directe des ressources économiques qui s'y trouvent, y compris la main-d'œuvre. *L'impérialisme de marché* a recours à la violence (ou au spectre de la violence) dans le but de mettre en place des conditions d'affaire avantageuses pour l'État central à l'endroit des États périphériques⁹⁵.

La relation des États-Unis avec les pays du centre capitaliste au cours de la Guerre froide en aurait été une d'hégémonie, tandis que celle établie avec les pays du Tiers-Monde aurait davantage été caractéristique d'une forme d'impérialisme informel, lequel « fait intervenir une force contraignante à l'endroit d'États soi-disant souverains, sans toutefois démontrer le besoin d'un contrôle formel du territoire⁹⁶ ». Ainsi, la fonction de la puissance coercitive américaine aurait été d'intimider les pays réticents à s'engager dans des relations économiques qui soient à l'avantage des États-Unis, de même qu'à exercer des opérations punitives dans le cas où ils refuseraient tout simplement de coopérer.

Pour sa part, Peter Gowan met l'accent sur une forme de protectorat exercé par les États-Unis au sein du monde capitaliste, lequel repose d'abord et avant tout sur sa puissance militaire. Selon lui, la projection du pouvoir militaire américain à travers le monde est indispensable pour garantir la stabilité des engagements requis par la mise en place d'une globalisation capitaliste :

⁹⁵ Michael Mann, 2005, « Impérialisme américain : des réalités passées aux prétextes présents », *Études internationales*, vol. 36, n° 4, p. 446.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 450.

« Without these zones of market relations being encased within a military-protectorate framework the US state and business class could not be confident of being able to shape the main legal-institutional arrangements of the world economy⁹⁷. »

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'un des points déterminants de l'approche américaine est, selon Gowan, d'intégrer en une seule grande stratégie les dimensions économique, politique et militaire.

Les approches liées au marxisme politique des relations internationales cherchent également à « mettre en relation les pratiques prédatrices des unités politiques avec l'organisation sociale et historique des relations sociales de propriété⁹⁸ ». Aussi, Benno Teschke et Hannes Lacher mettent-ils l'accent sur la nature socio-historiquement spécifique et géopolitiquement médiée des trajectoires de formation étatique et d'émergence du capitalisme⁹⁹. Ils soulignent également l'importance d'une contextualisation socio-historique adéquate des multiples niveaux de conflictualité sociale et internationale liés à l'organisation politique et économique du capitalisme mondial. Les auteurs proposent donc une perspective « centrée sur l'agence » qui puisse montrer de quelle façon le contexte dans lequel se situent les élites politiques peut occasionner une pression qui les pousse vers des pratiques prédatrices. Délaissant le terme d'impérialisme, ils parlent plutôt des « projets de territorialisation » et des « stratégies de spatialisation » poursuivis par celles-ci¹⁰⁰.

⁹⁷ Peter Gowan, 2002, *op. cit.*, p. 13.

⁹⁸ F. Guillaume Dufour et Diego A. Aguilar-Beauregard, 2008, « Guerre », dans Alex Maclead et al. (dir.), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont, Athéna, p. 193.

⁹⁹ Benno Teschke et Hannes Lacher, 2007, « The Changing 'Logics' of Capitalist Competition », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no. 4, p. 569.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 578.

1.3. LES TRANSFORMATIONS SOCIALES OCCASIONNÉES PAR LA GUERRE

1.3.1. Similarités entre les approches marxistes et la pensée stratégique

À bien des égards, les approches marxistes contemporaines reprennent donc les conclusions de la pensée stratégique. Comme nous l'avons vu précédemment, la pensée stratégique considère la guerre comme un instrument politique, dont l'orientation est définie en fonction d'objectifs poursuivis au niveau étatique. Ainsi, si les militaires peuvent avoir des exigences quant à la poursuite ou la direction des opérations, celles-ci ne doivent pas aller à l'encontre des objectifs politiques déterminés en amont. La stratégie constitue le chemin par lequel la guerre permet d'atteindre ces objectifs.

La critique formulée par les approches marxistes concerne principalement l'idée selon laquelle ces objectifs seraient uniquement politiques. Ancrées dans une perspective critique des rapports de pouvoir liés au capitalisme, elles avancent que les objectifs poursuivis au niveau étatique ne peuvent être compris s'ils ne sont pas mis en relation avec les intérêts de classe des capitalistes. Ainsi, s'il est vrai que la guerre peut revêtir une dimension instrumentale, les objectifs qu'elle sert sont reliés plus largement à la forme que prennent historiquement les rapports sociaux de propriété. Pour paraphraser Steven Metz, une définition de la stratégie selon une perspective marxiste pourrait donc être : la préparation et l'utilisation de la force armée pour promouvoir et protéger les intérêts de classe capitalistes.

Si ces deux grandes familles théoriques sont essentielles pour comprendre les raisons pour lesquelles les dirigeants politiques *projetent* d'utiliser la force militaire, elles ne suffisent pas à nous renseigner sur les facteurs qui, dans de nombreux cas, les empêchent de contrôler le déroulement et l'issue d'un conflit. Bien sûr, les échecs

militaires que les États-Unis ont connus ont été en partie le résultat de mauvais choix stratégiques, comme nous le verrons plus précisément dans le prochain chapitre en ce qui a trait à la Guerre en Irak. De plus, le cynisme avec lequel les États-Unis ont supporté les forces réactionnaires à travers le monde pour faire obstacle aux mouvements de gauche, et ainsi préserver les intérêts du capitalisme, a certainement contribué à la radicalisation de ces derniers, créant de nouvelles instabilités politiques¹⁰¹. Cependant, ces différentes pistes explicatives ne permettent pas de prendre en compte toute la mesure des transformations sociales occasionnées par la guerre.

1.3.2. Les conséquences sociales de la guerre

Dans la conclusion de son livre *Un siècle de guerre*, l'historien de la guerre Gabriel Kolko présente un certain nombre de thèses résumant sa « conception élargie de la nature de la guerre et du rôle qu'elle a joué dans le façonnement de l'histoire du XX^e siècle¹⁰² ». Si ces différentes conclusions sont tirées de la comparaison d'événements historiques différents, leur intérêt réside justement dans le fait que, malgré la grande diversité des circonstances, la guerre semble provoquer des réactions qui se recoupent d'un cas à l'autre. Nous allons présenter ici quelques unes des thèses de Kolko qui sont les plus à même d'éclairer le matériau empirique que nous traiterons dans les deux prochains chapitres.

Premièrement, Kolko met en relief la distance qui existe entre les projections stratégiques et le déroulement effectif d'une guerre, et ce principalement en raison des bouleversements subis par les sociétés touchées.

¹⁰¹ Gabriel Kolko, 2000, *op. cit.*, p. 322

¹⁰² *Ibid.*, p. 400.

Les guerres viennent bousculer les coutumes sociales et structurelles, et créer des forces et des mutations entièrement nouvelles avec lesquelles la nation doit composer. Or, la modification des processus sociaux entraîne une désintégration des ordres nationaux, régionaux et mondiaux que les chefs politiques et militaires n'arrivent plus à stabiliser ni à tenir en main¹⁰³.

Ainsi, non seulement les guerres ont-elles tendance à prendre une envergure qui n'était pas prévue initialement, mais la société même qui subit l'intervention militaire se transforme profondément, au point où ces transformations sont suffisantes pour orienter significativement l'issue des conflits. Bien davantage que l'effet domino mis de l'avant par la théorie du même nom, la guerre peut entraîner une réaction en chaîne qui conduit à la conflagration de toute une région.

La seconde thèse de Kolko est liée de près à la première : « Les guerres ont des conséquences démographiques désastreuses dans les pays où l'on force les populations à des migrations, car elles en modifient le caractère social¹⁰⁴. » En effet, ces migrations, qu'elles soient transfrontalières ou non, peuvent entraîner la formation de nouvelles mixités sociales ou accélérer l'urbanisation qui résulte de l'exode des populations rurales touchées par la guerre. Elles peuvent conséquemment exacerber les conflits ethniques ou religieux, ce qui structure les classes sociales sur des bases qui sont loin d'être seulement économiques. En outre, « les gens qui subissent les traumatismes du déracinement ne restent pas neutres et passifs ; on ne peut donc négliger l'influence qu'ils ont pu avoir sur les stratégies de ceux qui ont ainsi bouleversé leur vie¹⁰⁵ ».

Ces deux premières thèses de Kolko peuvent être exemplifiées par le cas du Vietnam. Tout d'abord, les migrations qui ont eu lieu dans ce pays au cours de la Seconde Guerre mondiale ont constitué le terreau sur lequel la révolution subséquente s'est

¹⁰³ *Ibid.*, p. 400.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 401.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 402.

développée. Ensuite, la déportation d'une partie importante de la population rurale vietnamienne a conduit un grand nombre de personnes déplacées à se joindre au Front National de Libération du Sud Vietnam, ce qui a contribué à donner au conflit une ampleur et une durée qui n'étaient pas prévues par les dirigeants politiques et militaires américains¹⁰⁶.

La troisième thèse qui nous intéresse concerne l'augmentation de la puissance de feu des armées modernes, au premier rang desquelles se situe l'armée américaine. Celle-ci transforme le visage de la guerre, affecte durement la population civile non combattante, et rend conséquemment le déroulement de la guerre de plus en plus hasardeux. Ainsi, « la cruauté [...] [devient] le prolongement logique de toutes les technologies militaires contemporaines¹⁰⁷. » Franchie de manière brutale au cours de la Seconde Guerre mondiale tant du côté de l'Axe que des Alliés, la frontière qui séparait les cibles civiles des cibles militaires est demeurée poreuse lors des Guerres de Corée et du Vietnam. Lorsque les civils n'étaient pas directement touchés, la destruction d'infrastructures desquelles dépendait leur survie a eu des répercussions qui se sont étendues sur de nombreuses années. Quatrièmement, le développement des technologies militaires augmente également drastiquement le coût lié aux opérations militaires de manière exponentielle. En s'éternisant, les conflits deviennent des guerres d'usure qui minent aussi bien la confiance des belligérants que leurs finances : « Les conflits deviennent donc peu à peu des tests des systèmes sociaux existants : ils éprouvent la capacité politique et économique d'adversaires parfois inégaux [...] à soutenir ouvertement ces efforts interminables¹⁰⁸. »

À l'encontre des théories de l'impérialisme, il faudrait donc peut-être renverser le rapport entre les coûts et les bénéfices liés à la guerre. En effet, ce n'est pas la guerre

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 402.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 405.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 406.

qui a permis aux États-Unis, depuis 1945, de se maintenir dans une position de primauté sur la scène internationale. Au contraire, c'est leur puissance économique qui leur a permis de soutenir pendant aussi longtemps des expériences militaires désastreuses : « seule nation du globe assez forte pour absorber les coûts économiques, politiques et sociaux de leurs défaites successives, ils [sont] pourtant incapables d'en éviter de nouvelles¹⁰⁹. » Cela ne veut pas dire, évidemment, que le capitalisme n'est pour rien dans le déclenchement des guerres. Le fait que celles-ci coûtent davantage qu'elles ne rapportent à l'État américain, ne signifie pas qu'il en est de même pour les capitalistes eux-mêmes, lesquels bénéficient directement de la production et de la vente d'armements. En outre, les impératifs du capitalisme peuvent certainement exercer une pression expansionniste et interventionniste qui pousse les dirigeants politiques vers la guerre. Cependant, les approches qui fondent la primauté des États-Unis sur leurs capacités militaires doivent être confrontées au coût politique, économique et social réel de la guerre.

En résumé, la mécanisation de la guerre fait en sorte d'engloutir de plus en plus de ressources et de provoquer des désastres humanitaires incontrôlés qui perdurent dans le temps. « Or, depuis au moins un siècle, les facteurs militaires sur lesquels se penchent les stratèges officiels et les leaders excluent systématiquement ces éléments humains¹¹⁰. » En s'attardant précisément à ceux-ci, les différentes thèses sur la guerre mises de l'avant par Kolko démontrent que les multiples bouleversements sociaux et démographiques d'un conflit militaire font souvent obstacle aux objectifs qui lui sont assignés initialement et que ces répercussions touchent, de manière différente et inégale, tous les belligérants. Comment expliquer, alors, que ces « éléments humains » n'aient pas davantage d'importance dans l'élaboration des stratégies effectuée par les dirigeants politiques et militaires américains?

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 383.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 406.

1.3.3. Socialisation de la guerre et militarisation de la société au cours de la période moderne

L'approche du sociologue Martin Shaw offre à notre avis la piste de réponse la plus intéressante à cette question. En effet, tout comme Gabriel Kolko, Shaw met l'accent sur les dimensions sociales qui entourent le déroulement d'un conflit militaire. Cependant, il s'intéresse principalement aux multiples relations qui lient la guerre à l'ensemble de la société : « *Distinct types of social organization and conflict together form the general complex of the social forces and relations of warfare in a given historical period*¹¹¹. » Le militarisme d'une société dépend donc toujours d'abord de ces « forces sociales » et de la façon dont elles sont mobilisées : « *Armed actors (states or armed movements) always mobilize social resources (economic, political, cultural) and social constituencies (nations, classes, ethnic and religious groups*¹¹². » Ensuite, il repose sur les relations sociales spécifiques liées au pouvoir militaire. Celles-ci sont centrées sur la relation entre les acteurs armés et non-armés (combattants et civils), laquelle se répercute à la fois sur la stratification sociale incarnée dans les institutions militaires et sur la relation entre ces dernières et le reste de la société¹¹³.

Comme nous l'avons mentionné en introduction, ce complexe de relations sociales est désigné par Shaw comme un mode de guerre. Initialement mis de l'avant par Mary Kaldor¹¹⁴, ce concept visait à dresser une analogie avec le mode de production tel qu'élaboré dans la théorie marxiste. Ce faisant, elle paraphrasait l'affirmation de Clausewitz selon laquelle la bataille a le même rôle dans la guerre que celui joué par le paiement en argent dans l'échange marchand. Chez Kaldor, la distinction entre

¹¹¹ Martin Shaw, 2013, « Twenty-First Century Militarism. A Historical-Sociological Framework. », *Militarism and International Studies*, New York, Routledge, p. 23.

¹¹² *Ibid.*, p. 23.

¹¹³ *Ibid.*, p. 23.

¹¹⁴ Mary Kaldor, 1982, « Warfare and Capitalisme », dans Edward P. Thompson, *Exterminism and Cold War*, Londres, Verso, cité dans Martin Shaw, 2013, *op. cit.*, p. 21.

mode de guerre et mode de production visait à souligner qu'il existe une tension entre les deux, et non pas un rapport de subordination de la guerre à l'égard du mode de production¹¹⁵. Laissant de côté l'analogie avec le mode de production, Shaw décrit l'intérêt du concept de mode de guerre de la manière suivante : « *The advantage of the 'mode' approach is that it enables us to see continuous development of the potential for war in economy, society and politics, encompassing periods of relative 'peace' as well as actual war-fighting*¹¹⁶. »

Historiquement, la période moderne a été le moment d'émergence et d'apogée du « mode de guerre totale industrialisée ». Comme nous l'avons mentionné plus haut, la guerre totale implique une « mobilisation sociale totale » à travers une « réorganisation extensive des sociétés nationales en vue de la guerre », de même qu'une « destruction totale¹¹⁷ », dans la mesure où les populations civiles sont ciblées tout autant que les armées. Ce dernier élément est directement lié à la dimension industrielle de la guerre totale, dans la mesure où, comme nous l'avons dit plus haut, les non-combattants sont mobilisés pour la production d'armement. Ainsi, si la guerre totale était le produit de développements sociaux antérieurs, tels que le capitalisme industriel ou la politisation de la guerre liée aux révolutions modernes, un des traits distinctifs du mode de guerre totale est que la guerre elle-même finit par dominer les différents secteurs de la société : « warfare came to *structure* economy, polity and culture, and (especially in the world wars) to *dominate* them and *override* economic, political and cultural logics¹¹⁸. » Cette relation de subordination entre la guerre et le reste de la société a entraîné de nombreuses transformations qui se sont répercutées même en temps de paix : importance de l'armement dans l'économie,

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 21.

¹¹⁶ Martin Shaw, 2013, *op. cit.*, p. 24.

¹¹⁷ Martin Shaw, 2005, *op. cit.*, p. 42.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 43.

interventionnisme étatique dans le capitalisme et zones d'influence politiques héritées de la guerre¹¹⁹.

Or, selon Shaw, le mode de guerre totale industrielle a cédé progressivement le pas, dans la seconde moitié du XX^e siècle, à un nouveau mode de guerre qu'il qualifie de « guerre de surveillance globale ». Cette transformation a été le résultat, d'une part, de la nouvelle dynamique bipolaire entre les États-Unis et l'U.R.S.S., et d'autre part du remplacement progressif des armées de masse par l'utilisation d'armements sophistiqués. Ces deux éléments ont fait en sorte d'affranchir la destruction totale de la mobilisation totale qui lui était auparavant liée. Or, les conséquences de ces transformations ont été majeures sur l'évolution des relations sociales entourant le militarisme américain.

Les grandes armées de conscrits ont fait place à des forces professionnelles et la production de masse d'équipement militaire a été remplacée par une industrie de haute technologie¹²⁰. Progressivement, la guerre, du moins dans les pays occidentaux, est devenue l'affaire d'une minorité de professionnels. Comme le souligne Hew Strachan, ces militaires sont tirés d'un secteur restreint de la société, et c'est principalement au nom de celui-ci qu'ils se battent : « Ils représentent leur État davantage que leur nation, leurs dirigeants politiques davantage que leur peuple¹²¹. » Aux États-Unis, ce phénomène va de pair avec ce que le sociologue Michael Mann qualifie de « *spectator-sport militarism*¹²² », c'est-à-dire une forme de militarisme où les citoyens et les citoyennes ne sont pas mobilisés en tant qu'acteurs des conflits, mais bien en tant que spectateurs. La population civile est donc de moins en moins impliquée dans l'activité guerrière elle-même et son rapport à celle-ci passe principalement par les médias de masse. Ainsi, si la période qui a suivi les attentats

¹¹⁹ Martin Shaw, 2013, *op. cit.*, p. 25.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 26.

¹²¹ Hew Strachan, 2005, *op. cit.*, p. 49.

¹²² Michael Mann, 1988, *States, War and Capitalism*, Oxford et Cambridge, Blackwell, p. 183.

du 11 septembre 2001 a été caractérisée par une remilitarisation de la politique étrangère américaine, la démilitarisation structurelle qui s'était enclenchée dans les décennies précédentes n'a pas pour autant été renversée¹²³.

Au contraire du précédent mode de guerre, le mode de guerre de « surveillance globale » se caractérise par le renversement du rapport de subordination entre la guerre et le reste de la société : « *Warmaking must capitalize on market relations, exploit democratic political forms, and manage independant media*¹²⁴. » Selon Martin Shaw, ce nouveau mode de guerre est lié à la globalisation progressive de quatre formes d'institutions, soit les institutions économiques, politiques, médiatiques et légales¹²⁵. Il ne soutient toutefois pas que ces différentes globalisations donnent lieu à une nouvelle forme de gouvernance ou d'autorité. Il met plutôt de l'avant l'importance pour les nouveaux belligérants de tenir compte d'une « surveillance globale multidimensionnelle » et détaillée, exercée par des acteurs sociaux très différents : États, organisations gouvernementales et non-gouvernementales, société civile et mouvements sociaux, médias et simples individus¹²⁶.

1.3.4. L'émergence de la « guerre de transfert de risque »

Les transformations occasionnées dans le mode de guerre sont également allées de pair avec une modification de la façon dont les États occidentaux en général, et plus particulièrement les États-Unis, faisaient la guerre. En effet, comme nous l'avons vu en introduction, Shaw distingue le mode de guerre de la forme de guerre (« *way of war* »), cette dernière étant « la façon particulière d'organiser la guerre adoptée par un

¹²³ Martin Shaw, 2013, *op. cit.*, p. 23.

¹²⁴ Martin Shaw, 2005, *op. cit.* p. 55.

¹²⁵ Martin Shaw, 2013, *op. cit.*, p. 27-28.

¹²⁶ *Ibid.*, p. p. 28.

acteur ou un groupe d'acteurs¹²⁷ ». Pour comprendre l'émergence d'une nouvelle forme de guerre occidentale, il n'est cependant pas suffisant d'étudier le nouveau contexte global et les impératifs découlant du nouveau mode de guerre qui s'est mis en place. Il faut également la situer en réponse à une crise de la forme de guerre moderne occidentale, c'est-à-dire une crise de la façon dont les États occidentaux faisaient la guerre à l'intérieur du mode de guerre totale industrialisée. Deux éléments principaux ont été à la source de cette crise. Le premier renvoie à l'apparition des armes atomiques. Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les populations civiles avaient déjà été prises pour cibles par les alliés. Cela avait été largement accepté comme faisant partie de la guerre totale dans laquelle les nations du monde étaient engagées. Cependant, avec l'apparition de la bombe atomique, les perspectives de destruction devenaient telles que la guerre totale perdait toute forme de rationalité. Ce faisant, son statut de « moyen » lui était également nié¹²⁸.

Comme nous l'avons vu plus haut, les autorités américaines ont répondu à ce défi avec la notion de guerre limitée, qui est elle-même entrée en crise avec la Guerre du Vietnam. En effet, à mesure que le conflit s'éternisait, la perte de soldats américains et la mort de civils vietnamiens en nombre encore plus grand ont transformé radicalement le regard du public américain à l'égard de la guerre :

« Vietnam was a watershed in the history of Western warfare, a moment when publics stood back from the kind of war that they had tolerated, and elites realized that war could not go on in the same way. At this point, the Western model of 'limited' war became as problematic as the model of 'absolute' war that had reached its crisis in the nuclear arms race¹²⁹. »

Dès lors, les dirigeants politiques et militaires américains ont cherché de nouvelles approches militaires qui leur permettraient d'éviter l'embarras dans lequel la Guerre

¹²⁷ Martin Shaw, 2005, *op. cit.*, p. 42.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 5.

¹²⁹ *Ibid.*, p.6.

du Vietnam les avait placés, sans pour autant remettre en question les prémisses activistes et interventionnistes qui les avaient toujours guidés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est donc dans ce contexte qu'a été développée la « guerre de transfert de risque ». Cette nouvelle approche militaire a été développée à travers différents conflits de petite et moyenne envergure qui ont été menés à partir des années 1980, soit la Guerre des Malouines (1982), la Guerre du Golfe (1991), la Guerre au Kosovo (1999), la Guerre en Afghanistan (2001), puis, finalement la Guerre en Irak (2003)¹³⁰.

Comme son nom l'indique, le principe de base de cette guerre est de gérer efficacement l'équilibre entre les risques politiques et les risques en vies humaines. Or, la gestion effective de cette approche passe en premier lieu par le *transfert* de ces risques, aux combattants ennemis, de façon à épargner les soldats des armées occidentales. En second lieu, les belligérants occidentaux doivent épargner le plus possible la vie des civils. Cependant, ainsi que le souligne Shaw, celle-ci pèse malheureusement moins que celle des militaires occidentaux dans le balancier des coûts politiques que doivent ultimement payer les dirigeants occidentaux par la voie des urnes¹³¹. En effet, dans le contexte contemporain, la majorité de la population des pays occidentaux n'est impliquée directement dans aucune activité guerrière. Ainsi, la principale façon qu'elle a de manifester son mécontentement (ou son contentement) face à une entreprise guerrière demeure le moment des élections :

« It is precisely because minimizing Western casualties is considered the bottom line of political support that it becomes the modus operandi of war itself. Risk-transfer militarism operates through the media to neutralize electoral and other forms of surveillance that highlight the realities of death and suffering in Western wars¹³². »

¹³⁰ *Ibid.*, p. 7-28.

¹³¹ *Ibid.*, p. 94-95.

¹³² *Ibid.*, p. 95.

CONCLUSION

Nous aurons l'occasion, dans les prochains chapitres, d'évaluer si les stratégies successives menées par les administrations Bush et Obama au cours des années qu'a duré la Guerre en Irak concordent effectivement avec ce que Shaw qualifie de guerre de transfert de risque. Nous pourrions également voir si ce transfert a été opéré efficacement par les administrations successives. Pour l'instant, permettons-nous simplement de souligner un élément que nous avons tenté de mettre en relief dans la troisième section de ce premier chapitre. Les différentes thèses de Gabriel Kolko nous ont permis de voir que, tout au long du XX^e siècle, les conséquences sociales qui résultaient de la destruction et des traumatismes liés à la guerre ont eu pour effet de contrecarrer les objectifs stratégiques poursuivis par les dirigeants politiques et militaires. Les bouleversements démographiques, la déstructuration des sociétés et la puissance de feu des armées modernes rendent hasardeuse l'issue d'un conflit. Or, l'approche de Martin Shaw permet de lier ces conséquences avec la forme de guerre, guerre de transfert de risque dans le cas qui nous occupe, et de donner une nouvelle signification aux stratégies mises en œuvre au cours de la Guerre en Irak. En effet, une fois qu'on lie ces dernières avec les impératifs de la guerre de transfert de risque, plutôt qu'uniquement avec des objectifs politiques ou économiques, les conséquences sociales ne découlent plus seulement de mauvais choix stratégiques ou d'intérêts mal placés, mais également de la forme historique et sociale qu'a pris le militarisme américain au cours des dernières décennies.

CHAPITRE II

LES LIMITES DE LA RATIONALITÉ STRATÉGIQUE

Lorsqu'il est devenu clair que les affirmations ayant mené à la Guerre en Irak étaient sans fondements, l'administration Bush a prétendu avoir agi sur la base des informations dont elle disposait, rejetant la faute sur les services de renseignements. Pourtant, à l'exception notable de son directeur George Tenet, la plupart des experts de la CIA sur l'Irak avaient émis des doutes sur la crédibilité des sources utilisées pour justifier cette guerre :

« detailed reports from [...] the CIA itself, experts on Iraqi arms and politics, were essentially discarded on behalf of exceedingly dubious but convenient information [...]. Other official experts emphatically cautioned decision makers about the chaotic future of a post-Saddam Iraq and the threat of civil war and were similarly ignored¹³³. »

Cette sélectivité dans les faits retenus révèle un problème fondamental, qui a traversé toute la phase préalable au déclenchement de l'Opération Liberté pour l'Irak : plutôt que de se baser sur les informations fournies par les services de renseignements et sur l'avis des experts en différents domaines, il semble que l'administration Bush ait souvent agi inversement, établissant d'abord les politiques pour ensuite chercher les avis et les renseignements qui corroboraient ses vues. Or, ce biais s'est manifesté non seulement en ce qui a trait à la décision d'envahir l'Irak, mais également lors de l'élaboration de la stratégie militaire. Au cours de ce processus, l'autorité civile du Pentagone a été en mesure d'exercer une influence significative sur les généraux.

¹³³ Gabriel Kolko, 2007, « Familiar Foreign Policy and Familiar Wars: Vietnam, Iraq ... Before and After », dans *Iraq and the Lessons of Vietnam*, sous la dir. de Lloyd C. Gardner et Marilyn B. Young, New York, The New Press, p. 168-169.

Cela a eu pour conséquence d'intégrer à la conduite des opérations certaines considérations étrangères à la notion d'efficacité militaire, ancrées davantage dans la volonté de convaincre la population américaine et les autres élus que le renversement du régime baasiste était tout aussi indispensable qu'il serait aisément réalisé. Minimisant les risques de l'opération, l'administration Bush a également fait valoir que la population irakienne accueillerait les troupes américaines à bras ouvert. Comme nous le verrons, cette attitude présomptueuse ne visait pas seulement à tromper la population ; elle découlait également d'une croyance authentique dans le pouvoir qui est conféré par la puissance militaire. Ironiquement, cela eu pour effet d'induire en erreur les soldats américains eux-mêmes quant aux difficultés qui les attendaient, ce qui a miné leur moral et leur efficacité.

Dans ce deuxième chapitre, nous aborderons l'influence que la conception de la guerre prévalant au sein de l'administration Bush a eue sur le déroulement des opérations militaires en Irak. En écho avec les thèses de Martin Shaw et de Gabriel Kolko présentées précédemment, nous tenterons de montrer que, loin d'avoir été guidées uniquement par un souci d'efficacité stratégique, l'invasion et l'occupation de l'Irak ont été fortement influencées par des considérations abstraites sur la nature du pouvoir militaire, de même que par les dynamiques sociales qui guident la préparation et le déroulement d'une opération militaire.

Dans un premier temps, nous verrons quelle a été l'influence du néoconservatisme sur la Doctrine Bush et quelle conception de la guerre se dégage de la Révolution dans les affaires militaires mise en place au cours de la décennie précédente. Nous analyserons ensuite le déroulement des premières années du conflit, de 2003 à 2006, c'est-à-dire des premiers bombardements jusqu'au moment où l'insurrection se transforme en guerre civile. Nous porterons une attention particulière aux conséquences sociales des stratégies et tactiques mises en œuvre par les troupes américaines. Enfin, nous verrons comment les autorités américaines ont tenté de

répondre à la montée de la violence en mettant en place une nouvelle approche stratégique basée sur les prémisses de la lutte contre-insurrectionnelle. Nous tenterons d'évaluer le succès relatif de cette transformation, de même que le processus de retrait des troupes américaines qui a suivi.

2.1. CONCEPTION DE LA GUERRE AU SEIN DE L'ADMINISTRATION BUSH

2.1.1. L'origine du néoconservatisme

L'influence de la nébuleuse néoconservatrice sur la politique étrangère de l'administration Bush a été abondamment discutée dans la foulée de la Guerre en Irak. L'origine de ce qui est tantôt désigné comme un courant de pensée, une idéologie ou même une « sensibilité¹³⁴ » remonte aux années 1930, alors que la première génération de néoconservateurs était regroupée au sein du parti *Social Democrats, USA*. Initialement campés à gauche du spectre politique,

[l']expérience de la Deuxième Guerre mondiale et le contexte de la Guerre froide, caractérisée selon eux par une lutte anticomuniste, allaient cependant leur dicter une position idéologique plus conservatrice face à la gauche prévalant alors dans les milieux universitaires et journalistiques¹³⁵.

Au cours de la Guerre froide, les néoconservateurs se réunissent autour de revues telles que *Commentary* et *The Public Interest* et s'opposent à l'attitude conciliante d'une partie de la gauche qui minimise selon eux la menace posée par le communisme : « Cette culture subversive, incarnée par le *New Left*, représentait un relativisme qui remettait en question la supériorité morale de la démocratie sur le

¹³⁴ David Grondin, 2008, « Néoconservatisme », dans Alex MacLeod et al. (dir.), *Relations internationales, théories et concepts*, p. 275-276.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 276.

communisme et des États-Unis sur l'Union soviétique.¹³⁶ » L'élection de Ronald Reagan en 1978 constitue un moment phare du néoconservatisme. Non seulement permet-elle une première percée néoconservatrice au sein de l'appareil d'État à travers les personnes de Jeane Kirkpatrick, nommée représentante des États-Unis à l'ONU, de même que Paul Wolfowitz et Richard Perle à la *US Arms Control and Defense Agency*¹³⁷, mais elle sert aussi de référence et d'inspiration aux néoconservateurs de la seconde génération qui apparaîtra avec la fin de la Guerre froide. En effet, l'effondrement de l'Union soviétique entraîne un moment de réajustement. Bien que certaines figures de la première génération prônent un retour à une posture plus modeste sur la scène internationale, la frange la plus idéaliste voit au contraire dans le nouveau contexte « une occasion de garantir la sécurité nationale américaine par le triomphe des valeurs démocratiques américaines à l'échelle mondiale¹³⁸ ». C'est finalement cette dernière approche qui s'imposera.

Si la première génération de néoconservateurs s'opposait notamment à l'attitude conciliante de la gauche face au communisme, la seconde prendra pour cible le multilatéralisme défendu par Bill Clinton au cours des années 1990. Dans un article paru en 1996, William Kristol et Robert Kagan font la promotion d'une politique étrangère « néo-reaganienne », plus agressive :

« Having defeated the "evil empire", the United States enjoys strategic and ideological predominance. The first objective of U.S. foreign policy should be to preserve and enhance that predominance by strengthening America's security, supporting its friends, advancing its interests, and standing up for its principles around the world¹³⁹. »

¹³⁶ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, 2005, « L'idéologie néoconservatrice et la politique étrangère sous George W. Bush », *Étude Raoul-Dandurand n° 9*, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, p. 8.

¹³⁷ David Grondin, *op.cit.*, p. 277.

¹³⁸ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, *op. cit.*, p. 16.

¹³⁹ William Kristol et Robert Kagan, 1996, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 4, p. 20.

Défendant une « hégémonie [américaine] globale bienveillante¹⁴⁰ », les auteurs soulignent trois mesures qui devraient constituer le fondement d'une telle politique: une hausse du budget de la défense, un travail d'éducation de la population concernant les bienfaits pour le monde d'une telle hégémonie afin, disent-ils, de combler l'écart entre les cultures civiles et militaires au sein de la société américaine et enfin, une « re-moralisation » de la politique étrangère passant par la promotion de certains principes tels que la démocratie, les marchés libres et la liberté, éléments « idéalistes » qui viennent compléter le « réalisme » lié plus étroitement à la défense des intérêts américains¹⁴¹. En 1997, Kristol et Kagan fondent le *Project for a New American Century* (PNAC), un *think tank* néoconservateur dont la déclaration de principes, signée notamment par Donald Rumsfeld, Richard Cheney et Paul Wolfowitz, reprend des thèmes similaires :

« Cuts in foreign affairs and defense spending, inattention to the tools of statecraft, and inconstant leadership are making it increasingly difficult to sustain American influence around the world. [...] We seem to have forgotten the essential elements of the Reagan Administration's success: a military that is strong and ready to meet both present and future challenges; a foreign policy that boldly and purposefully promotes American principles abroad; and national leadership that accepts the United States' global responsibilities¹⁴². »

Enfin, dans *Present Dangers*, ouvrage collectif publié en 2000, Kristol et Kagan soulignent l'importance pour les États-Unis de maintenir une puissance militaire suffisante pour rencontrer les « objectifs stratégiques » qu'ils se fixent :

« Today the United States spends too little on its military capabilities, in terms of both present readiness and investment in future weapons technologies. The gap between America's strategic ends and the means available to accomplish those

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 20. (notre traduction)

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 23-28.

¹⁴² PNAC, 1997, *Statement of Principles*, p. 1. http://en.wikipedia.org/wiki/Project_for_the_New_American_Century

ends is growing, a fact that becomes more evident each time the United States deploys forces abroad¹⁴³ [...]. »

Aussi envisagent-ils l'intervention militaire comme un moyen d'action à ne pas négliger lorsqu'un « changement de régime » est favorable aux intérêts américains, citant notamment la Guerre du Golfe comme exemple d'une occasion manquée :

« The United States cannot simply wish hostile regimes out of existence. [...] Instead of ending the Gulf War in 1991 after the liberation of Kuwait, an american strategy built around the principle of regime change would have sent U.S. forces on to Baghdad to remove Saddam Hussein from power, and it would have kept U.S. troops in Iraq long enough to ensure that a friendlier regime took root¹⁴⁴. »

2.1.2. Du néoconservatisme à la Doctrine Bush

C'est l'influence de cette seconde génération de néoconservateurs au sein de l'administration Bush qui nous intéresse ici. Les principaux néoconservateurs ayant œuvré au sein de la première administration de George W. Bush sont Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense (2001-2005), Douglas Feith, sous-secrétaire à la Défense pour les politiques (2001-2005), I. Lewis Libby, chef de cabinet du Vice-président (2001-2005), Elliott Abrams, au Conseil de Sécurité National (2001-2009) et Richard Perle, au *Defense Policy Board* (2001-2003)¹⁴⁵. Le Vice-président Richard Cheney (2001-2009) et le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld (2001-2006), auraient appartenu davantage au camp des « nationalistes agressifs », comme George W. Bush lui-même¹⁴⁶, tandis que Colin Powell, Secrétaire d'État (2001-2005) et

¹⁴³ William Kristol et Robert Kagan, 2000, « Introduction: National Interest and Global Responsibilities », dans Robert Kagan et William Kristol (éd.), *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco, Encounter Books, p. 14-15.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 19.

¹⁴⁵ Max Boot, 2004, « Neocons », *Foreign Policy*, no. 140, p. 20

¹⁴⁶ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, 2005, *Ibid.*, p. 25.

Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale (2001-2005) et Secrétaire d'État (2005-2009), auraient été plus près d'une posture « réaliste ».

S'il est juste d'affirmer que le néoconservatisme n'a pas constitué la seule influence idéologique au sein de l'administration Bush et que les postes les plus importants n'y étaient pas occupés par des néoconservateurs, la « Doctrine Bush » élaborée au cours des mois qui ont précédé l'intervention militaire en Irak relève d'un ensemble de positions typiquement néoconservatrices. À titre d'exemple, on peut se référer aux cinq « piliers » du néoconservatisme identifiés par l'historien Justin Vaïsse : l'internationalisme, terme qui renvoie ici à la promotion et la défense d'un rôle accru des États-Unis à l'international; la primauté, c'est-à-dire la prétention à l'exercice d'une hégémonie bienveillante; un penchant pour l'unilatéralisme et la formation de coalitions de volontaires plutôt que pour un multilatéralisme qui passerait par les organisations internationales; le militarisme, allant de pair avec la requête constante d'une augmentation du budget de la Défense; et finalement, la promotion de la démocratie¹⁴⁷. La présence de ces axiomes dans le discours sur l'État de l'Union du 29 janvier 2002, n'est pas difficile à établir. Non seulement George W. Bush y revendique-t-il le rôle unique des États-Unis sur la scène internationale, mais il y souligne également l'importance d'aller au-devant des dangers qui les menacent et de ne pas se défilier devant leur rôle de défenseurs de la liberté :

« I will not wait on events, while dangers gather. I will not stand by, as perils draw closer and closer. [...] History has called America and our allies to action, and it is both our responsibility and our privilege to fight freedom's fight. [...] America is no longer protected by vast oceans. We are protected from attack only by vigorous action abroad [...]»¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Justin Vaïsse, 2010, « Why Neoconservatism Still Matters », *Foreign Policy at Brookings: Policy Paper*, no. 20, mai 2010, p. 4-7.

¹⁴⁸ George W. Bush, discours sur l'État de l'Union, 29 janvier 2002, cité dans Robert K. Brigham, 2014, *The United States and Iraq since 1990*, Chichester, Blackwell Publishing, p. 121.

Un langage similaire sera emprunté en juin suivant, dans une allocution prononcée devant les cadets de Westpoint au cours de laquelle la doctrine de la guerre préemptive sera réaffirmée, pour se retrouver ensuite dans la Stratégie de Sécurité Nationale. Ce document rendu public en septembre 2002, introduit officiellement un certain nombre de principes néoconservateurs dans la politique étrangère américaine en empruntant le langage de la grande stratégie. Le lien y est fait entre les menaces posées par le terrorisme, les États voyous et la nécessité d'une doctrine militaire basée sur la préemption plutôt que sur l'endiguement ou la dissuasion. Il y est également affirmé que la promotion de marchés libres et la mise en place de régimes démocratiques devrait faire partie intégrante de la stratégie de sécurité nationale¹⁴⁹. Si la Doctrine Bush reflète de nombreux éléments liés au néoconservatisme, la plupart des principes qu'elle défend ne sont pas exclusifs à ce courant de pensée. La nécessité d'un changement de régime en Irak, la légitimité de frappes préventives, l'importance de la primauté des États-Unis et la préférence pour l'unilatéralisme sont autant de positions défendues également par Cheney, Rumsfeld, Bush et Rice.

Cela nous amène à la pierre de touche de ce front commun entre les différents camps idéologiques présents au sein de l'administration Bush : une vision selon laquelle le pouvoir militaire est disponible pour qui désire s'en servir. Élément incontournable du néoconservatisme, le militarisme se distingue en même temps des autres « piliers » en ceci qu'il constitue le *moyen* par lequel les États-Unis sont en mesure d'agir sur la scène internationale, d'imposer leur primauté, de diriger une coalition et de promouvoir la démocratie. Tant pour les néoconservateurs que pour les nationalistes agressifs, la force armée est l'outil de projection par excellence du pouvoir américain et, dans le cas d'un changement de régime, l'intervention militaire le premier pas vers la démocratisation. L'historien de la guerre Andrew J. Bacevich présente cette position commune de la manière suivante :

¹⁴⁹ The White House, 2002, *The National Security Strategy of the United States of America*, <http://www.state.gov/documents/organization/63562.pdf>, p. 17-23.

« Although Cheney, Rumsfeld, and Wolfowitz did not see eye to eye on everything, all three subscribed to this proposition: For those with the wit and will to tap its potential, military power is eminently usable. When America's War for the Greater Middle East kicked into high gear [...] these three officials seized the opportunity to put that proposition to the test¹⁵⁰. »

Aussi, les divergences d'opinion entre les différents membres de l'administration Bush ne peuvent s'expliquer seulement par l'idéologie que l'on attribue à chacun et chacune. Tout au long de la préparation et de la conduite de la Guerre en Irak, les positions défendues par l'un et l'autre n'ont pas toujours concordé avec ce qu'on aurait pu prédire en se fiant uniquement à la famille idéologique qui leur est assignée. À titre d'exemple, Condoleezza Rice était fermement convaincue qu'il était possible de mettre en place un régime démocratique en Irak à travers une intervention militaire¹⁵¹, une conviction que l'on associe souvent au néoconservatisme. C'est d'ailleurs elle qui, quelques années plus tard, dirigera les efforts de développement économique et démocratique en Irak, à une époque où le nombre de troupes présentes en Irak augmenterait drastiquement, et ce de manière inversement proportionnelle à l'influence néoconservatrice au sein de l'administration Bush. L'attitude de Paul Wolfowitz dans les mois qui ont précédé l'entrée en guerre constitue un autre exemple. Il est parfois avancé que le manque de ressources attribuées à la reconstruction et la volonté de procéder à une opération militaire impliquant un nombre de troupes minimal suivie d'un retrait rapide des forces américaines aurait été le signe de l'influence très relative du camp néoconservateur face à celui des nationalistes agressifs¹⁵². Or, Wolfowitz, plus haut représentant du néoconservatisme à l'intérieur des cercles du pouvoir, soutenait l'idée de lendemains de guerre plutôt faciles et minimisait l'avis de généraux expérimentés selon lequel plusieurs centaines de milliers de soldats seraient nécessaires pour la phase de maintien de la paix.

¹⁵⁰ Andrew J. Bacevich, 2016, *America's War for the Greater Middle East. A Military History*, New York, Random House, p. 218.

¹⁵¹ Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, 2012, *The Endgame*, New York, Vintage Books, p. 9.

¹⁵² Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, *op. cit.*, p. 29.

Au niveau économique, le néolibéralisme faisait l'objet d'un consensus non moins généralisé que celui-ci concernant l'utilisation de la force armée. Seulement, au contraire des thèmes de la moralité et de la sécurité, le thème de l'économie est peu abordé dans la littérature néoconservatrice¹⁵³. Faut-il y voir un manque d'intérêt pour cette question? Au contraire, cette omission serait davantage le signe d'une acceptation non problématique de l'équivalence entre capitalisme et liberté¹⁵⁴. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les mesures de restructuration mises en place en Irak par les autorités d'occupation américaines s'apparentent aux programmes d'ajustement structurels typiquement néolibéraux imposés à travers le monde au cours des décennies précédentes : privatisation des secteurs de l'État, ouverture des marchés, régimes fiscaux favorables aux entreprises étrangères et attaque contre les droits syndicaux¹⁵⁵.

2.1.3. La Révolution dans les affaires militaires et ses conséquences sur la conduite de la guerre

Dans les mois qui ont précédé l'invasion de l'Irak, le principal foyer de discorde aux échelons supérieurs du gouvernement n'est pas apparu à l'intérieur de l'administration Bush, mais plutôt entre le duo formé par le Bureau du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le Général Tommy R. Franks, commandant en chef du Commandement Central (CENTCOM) d'une part, et les officiers supérieurs de l'Armée chargés de mettre en application le plan de guerre d'autre part¹⁵⁶. Une fois qu'il eut été clair que l'administration Bush souhaitait une action militaire en Irak, ces derniers considérèrent pour la plupart qu'il relevait de leur devoir de se concentrer sur la

¹⁵³ À titre d'exemple, aucun des essais présentés dans l'ouvrage *Present Dangers* de Kristol et Kagan ne traite spécifiquement de cette question. Robert Kagan et William Kristol, 2000, *op. cit.*

¹⁵⁴ Naomi Klein, 2008, *La stratégie du choc*, Paris, Actes Sud, p. 541-541.

¹⁵⁵ Michael Mann, 2013, *The Sources of Social Power. Volume 4 : Globalizations, 1945*, New York, Cambridge University Press, p. 291.

¹⁵⁶ Voir Annexe I pour un organigramme du Département de la Défense.

préparation à la guerre et ne s'attardèrent plus aux raisons invoquées par le Président et son entourage pour justifier l'intervention. Cependant, l'élaboration du plan de guerre, le nombre de troupes impliquées et la question de savoir ce qu'il convenait de faire après la chute du régime de Saddam Hussein sont autant de questions qui les concernaient directement. Or, comme le fait remarquer le journaliste au Washington Post Thomas E. Ricks, la Guerre en Irak a été fondée sur la promotion de « deux fantasmes contradictoires » :

Pour appuyer l'option de l'offensive, les hauts responsables choisirent délibérément les scénarios les plus pessimistes au sujet de l'existence des armes de destruction massive, sans tenir compte de preuves contraires. [...] Au même moment, envisageant la période succédant à l'intervention armée, l'administration commença à prévoir une autre solution. Selon ce scénario, la présence américaine serait accueillie chaleureusement en Irak et la mise en place d'un nouveau gouvernement permettrait un retour rapide des troupes au pays. [...] Les perspectives pessimistes de cette menace comme celles, optimistes, d'un après-guerre sans histoire, contribuèrent toutes deux à paver le chemin menant à la guerre¹⁵⁷.

Cette manière de présenter le conflit à venir, compréhensible si on la considère comme une façon de faire accepter l'option militaire à la population américaine et à ses représentants, ne se limitait cependant pas seulement à la campagne de relations publiques. Elle se reflétait également dans le plan de guerre que Rumsfeld sollicitait du Général Franks, lequel avait hérité de la tâche de jeter les bases de l'intervention militaire en Irak. En effet, le commandement civil du Pentagone sous-estimait systématiquement l'importance des troupes requises en Irak pour assurer la stabilité du pays, de même que la durée et le coût du conflit, malgré l'avis contraire de nombreux spécialistes de l'Irak¹⁵⁸.

¹⁵⁷ Thomas E. Ricks, 2008, *Fiasco. L'aventure américaine en Irak*, Paris, Michalon, p. 33-34.

¹⁵⁸ À l'automne 2002, le *Washington Institute for Near East Policy* organisait un séminaire de trois jours au cours duquel des délégués du Pentagone, de l'Agence de renseignement pour la défense et du Conseil de Sécurité Nationale ont reçu l'avis d'experts sur la question d'une intervention militaire en Irak dont les conclusions allaient majoritairement à l'encontre de la vision de l'administration Bush. Insatisfaite, celle-ci statua « qu'aucune critique fondée ne pouvait naître de telles conférences, ces

L'approche adoptée par Rumsfeld dans sa préparation du conflit irakien ne découlait pas seulement d'une erreur de jugement. Elle visait à mettre en application une conception de la guerre qu'il avait adoptée au cours des années précédentes. Dès ses premiers jours à la tête du Pentagone sous la présidence de George W. Bush, le nouveau Secrétaire à la Défense avait affirmé sa volonté de réformer cette institution, qu'il jugeait trop conservatrice et réfractaire au changement. Son principal conseiller dans cette entreprise était Andrew J. Marshall dont les théories sur la Révolution dans les affaires militaire (RAM) avaient marqué les années 1990¹⁵⁹ :

« The essence of the RMA was to move war out of the industrial age and into the information age. The Western style of warfare had relied on armies that were large, heavy, and replaceable. [...] In the computer age, Marshall believed, such armies and such methods were largely becoming obsolete. In their place, he advocated the creation of force that were lean, nimble, and, above all, "smart"¹⁶⁰. »

Corollaire à cette approche était la stratégie « Choc et stupeur » (*Shock and Awe*) qui serait déployée dans les premiers jours de l'Opération Liberté pour l'Irak. Tout comme la RAM, cette stratégie prétendait révolutionner la conduite de la guerre, en ceci que la victoire devait être obtenue non pas en réduisant l'ennemi à néant, mais plutôt en faisant une démonstration de force suffisamment convaincante pour altérer significativement sa volonté de combattre¹⁶¹. Pour ses défenseurs, la raison d'être de la RAM reposait en premier lieu sur l'apparition de nouvelles technologies auxquelles l'armée américaine devait s'adapter, technologies qui lui donneraient un avantage tactique et stratégique décisifs. Cependant, les transformations qu'elle requerrait introduisaient en même temps des éléments nouveaux dans la configuration du Pentagone, de même que dans le rapport de forces entre les différents acteurs sociaux

dernières n'étant rien d'autre qu'un moyen détourné de s'opposer au projet d'offensive ». Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 41-43.

¹⁵⁹ Andrew J. Bacevich, 2005, *The New American Militarism*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 173.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 167.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 172.

liés à la préparation et la conduite de la guerre. Orientée principalement vers le développement d'un arsenal sophistiqué, elle sous-tendait une réorganisation des services militaires et ébranlait les structures et les méthodes sur lesquelles le pouvoir de l'état-major et des différents corps d'armée reposait.

En outre, non seulement cette approche avait-elle pour conséquence directe de renforcer les liens entre l'État et l'industrie de l'armement à travers les investissements massifs qu'elle requérait, mais elle avait le potentiel d'introduire de nouveaux rapports entre le secteur public et le secteur privé dans la conduite des opérations militaires elles-mêmes. Dans de nombreux cas, le maniement et l'entretien des systèmes d'armements sophistiqués ont résulté en un transfert de compétences vers le secteur privé¹⁶². Une fois amorcée, cette privatisation s'est étendue à d'autres secteurs de l'armée, phénomène sur lequel nous reviendrons plus en détail dans le prochain chapitre. Le politologue et spécialiste des systèmes d'armements Georges-Henri Bricet des Vallons avance même qu'au-delà de la « rupture technologique », la principale conséquence de la RAM pourrait être une « véritable révolution de la sociologie et de l'identité des acteurs de la guerre¹⁶³ ».

Ces transformations ont contribué à altérer significativement les relations entre civils et militaires au sein du Pentagone. En effet, le commandement des différents corps d'armée était plutôt réticent face à ces nouvelles approches qui laissaient peu de place aux organisations militaires traditionnelles et à leur conception des opérations de combat. Ainsi, les termes du débat qui avait cours au moment de la préparation du conflit irakien étaient déjà connus des principaux intéressés. D'une part, des officiers militaires accusés de refuser l'évolution de structures archaïques trop lourdes pour être efficaces et de l'autre, un commandement civil jugé trop idéaliste qui méprise

¹⁶² Georges-Henri Bricet des Vallons, 2009, « Armées et sociétés militaires privées en Irak : de l'amalgame à la symbiose », *Sécurité globale*, vol. 2, no. 8, p. 46.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 52.

l'expérience des militaires. Entre ces deux pôles, se trouvait le Général Tommy Franks, dont la collaboration avec Rumsfeld incarne bien, selon Bacevich, la relation entre les commandements civils et militaires depuis la fin de la guerre du Vietnam :

« As measured by prerogatives and authority, civilian leaders labored to keep senior military officers on a tight leash. Yet for public consumption, they indulged the fiction that in waging war the generals exercised a free hand with the president and the secretary of defense acceding to their requirements. [...] In fact, [...] Franks was functioning as a "useful idiot". The CENTCOM commander had allowed himself to become captive of the twin obsessions gripping the Bush administration: first, that a military campaign consistent with RMA tenets held the key to validating the Bush Doctrine of preventive war; second, that engineering regime change in Iraq was going to position the United States, acting directly or indirectly, to engineer change elsewhere in the Islamic world¹⁶⁴. »

De nombreux généraux de l'Armée ont fait savoir explicitement que le plan de guerre élaboré par l'administration Bush pour l'Irak était irréaliste et que les troupes mobilisées pour assurer la stabilité du pays étaient insuffisantes. S'appuyant sur les exemples d'opérations de maintien de la paix en Bosnie, en Allemagne et au Japon, le général Eric Shineski, chef d'état-major de l'Armée, avançait le chiffre de 260 000 militaires nécessaires pour la période d'après-guerre alors que la position officielle prévoyait de réduire ce chiffre à 30 000 quelques mois seulement après la chute du régime¹⁶⁵. Cependant, une étude de la RAND Corporation, un *think tank* influent qui se donne notamment pour mission d'informer et d'influencer les décisions des élus américains, avançait que ce sont 500 000 militaires qui auraient été nécessaires pour assurer la stabilisation de l'Irak dans la phase d'après-guerre. Or, comme le souligne le sociologue Michael Mann, la mobilisation d'une telle force aurait requis la réintroduction de la conscription, ce qui aurait fort probablement miné l'ensemble de l'opération¹⁶⁶.

¹⁶⁴ Andrew J. Bacevich, 2016, *op.cit.*, p. 248.

¹⁶⁵ Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 70-71.

¹⁶⁶ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 295.

2.2. 2003-2006 : DE L'INVASION À LA GUERRE CIVILE

2.2.1. L'invasion de l'Irak

L'Opération Liberté pour l'Irak a débuté officiellement le 20 mars 2003 à l'aube avec le bombardement des Fermes Dora, un complexe de bâtiments situé au sud de Bagdad où Saddam Hussein était réputé se trouver. Le lendemain, les forces terrestres de la coalition pénétraient en Irak à partir du Koweït. Celles-ci étaient composées de 125 000 militaires américains, dont 65 000 appartenaient à l'Armée et 60 000 au Corps des Fusiliers Marins, secondés par une force britannique et australienne composées respectivement de 20 000 et 500 militaires¹⁶⁷. C'est le 22 mars que la campagne Choc et stupeur est lancée, ciblant les villes de Bagdad, Mossoul, Tikrit et Kirkuk. Le 3 avril, l'armée américaine se rendait maître de l'aéroport de Bagdad et lançait, les 5 et 7 avril, les opérations « Thunder Runs », « énormes charges à grande vitesse de chars et de véhicules blindés¹⁶⁸ » grâce auxquelles elle arriverait à contrôler le centre de Bagdad et le palais présidentiel de Saddam Hussein. Le 9 avril, dans une mise en scène hautement médiatisée, la statue de Saddam Hussein qui trônait au milieu du Square Firdos, au centre-ville de Bagdad, était arrachée de son socle, geste que l'administration républicaine à Washington souhaitait faire passer pour le symbole de la chute du régime et l'achèvement d'une campagne militaire qui aurait duré à peine trois semaines.

Évidemment, il n'en était rien. Déjà, la destruction résultant de l'intervention américaine entraînait des conséquences qui marqueraient le pays pour des années à venir. D'abord, les prémisses de la tactique Choc et stupeur, selon lesquelles l'emploi de technologies sophistiquées allait permettre de réduire la destruction liée aux

¹⁶⁷ Peter L. Hahn, 2012, *Missions Accomplished? The United States and Iraq since World War I*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 151.

¹⁶⁸ Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 100.

bombardements aériens n'avaient pas été vérifiées. Selon les données de l'*Iraq Body Count*, les premières semaines de l'intervention militaire ont été les plus meurtrières. Entre le 20 mars et le 9 avril, ce sont 6700 civils qui ont perdu la vie en Irak¹⁶⁹. Le sentiment d'insécurité de la population irakienne causé par les bombardements était accentué par les pillages qui ont commencé à avoir lieu dès la chute du régime.

En effet, si le commandement de la coalition américaine avait pris soin de faire sécuriser les nombreux sites de production pétrolière et le ministère du pétrole au cours de leur avancée à partir du sud du pays¹⁷⁰, aucune mesure n'avait été prise pour assurer la sécurité de la population en général ou pour maintenir l'ordre d'une quelconque façon. Les vagues de pillages se sont donc répandues, prenant notamment pour cible de nombreux bâtiments publics. Au final, ce sont 16 des 23 ministères qui ont été vidés de leur contenu, de même que les postes de police, les hôpitaux, les écoles, les centres de distribution de nourriture et les centrales électriques, sans compter le Musée national irakien¹⁷¹. Michael Mann souligne que, si l'armement sophistiqué de l'armée américaine n'était peut-être pas des mieux adapté pour accomplir le travail de contrôle qui aurait pu enrayer les pillages, les raisons réelles derrière cette inaction résident plus simplement dans le fait que les besoins de la population irakienne ne faisaient tout simplement pas partie des priorités stratégiques des dirigeants militaires¹⁷².

Comme nous le verrons, l'incapacité des troupes américaines à combler le vide sécuritaire après la chute du régime de Saddam Hussein a constitué l'une des conditions centrales de l'émergence de l'insurrection. En effet, à mesure que le séjour

¹⁶⁹ Iraq Body Count, 2013, *The War in Iraq: 10 years and Counting*.

<https://www.iraqbodycount.org/analysis/numbers/ten-years/>

¹⁷⁰ Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, 2006, *Cobra II. The Inside Story of the invasion and occupation of Iraq*, New York, Pantheon Books, p. 183

¹⁷¹ Rajiv Chandrasekaran, 2008, *Dans la zone verte, Les Américains à Bagdad*, Paris, Éditions de l'Olivier, p. 58. Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 296.

¹⁷² Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 296.

des troupes américaines en Irak se prolongeait, il devenait de plus en plus évident que la victoire contre l'armée régulière irakienne ne signifiait en rien que la guerre était finie. Le 10 avril, un premier attentat suicide avait ciblé un poste de contrôle des Marines à Bagdad¹⁷³. À la fin du même mois à Fallouja, dans un geste qui aurait de lourdes répercussions, les troupes américaines ouvraient le feu sur une foule alors que celle-ci était venue manifester contre le fait qu'elles aient choisi une école primaire comme camp de base¹⁷⁴. Pourtant, l'administration Bush était résolue à célébrer la victoire et le 1^{er} mai 2003, le président George W. Bush prononçait sur le pont du porte-avion *USS Abraham Lincoln* un discours dans lequel il annonçait la fin des principales opérations de combat en Irak.

Selon le journaliste Thomas E. Ricks, ces premiers ratés étaient dus en grande partie à l'incapacité du général Franks de réfléchir en termes stratégiques, c'est-à-dire de se demander de quelle façon le déploiement militaire permettrait d'atteindre les objectifs définitifs de l'intervention. Si cela est peut-être vrai, il faut également se rappeler que l'élaboration de la stratégie américaine en Irak avait été un processus fortement politisé, dominé par le commandement civil du Pentagone. Il est donc intéressant de constater que le document secret servant de guide aux militaires chargés des opérations au sol, intitulé COBRA II, définit le but de l'opération de la manière suivante : « L'objectif de cette opération est de renverser le régime irakien et de l'empêcher d'utiliser ses armes de destruction massive pour menacer les intérêts de ses voisins et des États-Unis dans la région¹⁷⁵. » Comme si les termes de la campagne de relations publiques avaient contaminé ceux de la campagne militaire, toute la chaîne de commandement était induite en erreur tant sur les causes que sur les objectifs de l'opération.

¹⁷³ Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 91 et Robert K. Brigham, 2014, *op. cit.*, p. 118.

¹⁷⁴ Bacevich, 2016, *op. cit.*, p.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 88.

2.2.2. De la libération à l'occupation

La période qui s'étend de 2003 à 2006 a été caractérisée par une escalade de la violence, tant à l'intérieur de la société irakienne qu'envers les troupes de la coalition. Simultanément, les troupes américaines sont devenues de plus en plus méfiantes et brutales dans leurs interactions avec la population irakienne. Dans une déclaration faite en 2005, le général McKiernan constatait à quel point la situation s'était détériorée depuis l'été 2003 :

« With few exceptions we were not being shot at. I could walk the streets anywhere in Baghdad. [...] From the beginning in planning for the post-Saddam Iraq, we failed to seize a window of opportunity to get military, political, economic, and informational effects harmonized to bring order to a chaotic situation. While the baathist hard-liners would have opposed the coalition in any circumstances I believe the insurgency's mosaic of affiliations was not a preordained event¹⁷⁶. »

Il est évidemment impossible de savoir si l'insurrection était évitable. Cependant, en se penchant sur les interactions entre les troupes américaines, le contingent civil qui les accompagnait et la population irakienne, on peut constater que les insuffisances stratégiques et l'emploi de certaines tactiques contre-productives ont engendré des problèmes et des souffrances qui auraient certainement pu être évitées.

Tout d'abord, l'invasion de l'Irak se distingue d'autres opérations militaires menées par les États-Unis au cours du XX^e siècle en ceci qu'ils ne disposaient d'aucun allié dans la population irakienne. À l'exception de groupes kurdes situés dans le nord du pays, les Américains n'avaient sécurisé aucune alliance à l'intérieur du pays préalablement à l'invasion et seulement soixante-treize exilés irakiens ayant suivi un entraînement militaire accompagnaient les troupes de la coalition¹⁷⁷. Selon le

¹⁷⁶ Micahel R. Gordon et Bernard E. Trainor, 2006, *op.cit.*, p. 493.

¹⁷⁷ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 293.

sociologue Michael Mann, cette situation découlait cependant d'un ensemble de transformations sociales plus larges, survenues au cours des décennies précédentes, qui altéraient significativement la position de force que les dirigeants Américains croyaient détenir :

« Local allies had been getting more difficult to find through the twentieth century as nationalism became the legitimating principle of political power. Being a traitor to the nation – or alternatively in this case, to Islam – [...] was now a significant deterrent to disaffect local elites against joining in on the imperial side. [...] Class allies had been dominant in Asia and Latin America, [...] but were not appropriate to Iraq, where there was neither a military nor a capitalist class independent of Saddam, and nor was there a popular insurgent movement¹⁷⁸. »

Mann souligne deux conséquences importantes de cette situation. En l'absence d'alliés de classe ou d'un mouvement populaire que les troupes américaines auraient pu prétendre supporter, les groupes principaux avec lesquels elles pouvaient tenter de s'associer étaient fondés sur une appartenance ethnique ou religieuse, chose qui risquait de rendre d'autant plus difficile le maintien de la paix à moyen terme. De plus, cette situation altérerait significativement la position morale, de même que le pouvoir idéologique, selon les catégories de Michael Mann, des troupes américaines¹⁷⁹. Sans alliés pour les supporter, celles-ci apparaissaient progressivement comme ce qu'elles étaient : une force d'occupation étrangère et non pas une armée de libération.

Or, l'idée selon laquelle les forces de la coalition allaient être accueillies en libératrices avait fait son chemin auprès des militaires, ce qui rendait l'hostilité de la population d'autant plus incompréhensible :

Il n'y eut pas de problèmes de motivation pendant les premières étapes, mais il s'en posa lorsque nous arrivâmes aux opérations de pacification SASO (Stability

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 294.

¹⁷⁹ *Ibid.*

And Support Operations). [...] Il ne fallut pas longtemps pour réaliser que les hommes n'avaient plus aucune idée du but poursuivi... Ils ne savaient pas pourquoi on ne les renvoyait pas chez eux, pourquoi ils ne pouvaient aller découvrir leur enfant qui venait de naître et pourquoi nous venions en aide à une population ingrate et hostile¹⁸⁰.

Comme nous l'avons dit précédemment, le plan d'invasion COBRA II stipulait que la campagne militaire avait pour but de renverser le régime de Saddam Hussein, suite à quoi il serait possible de trouver et de détruire l'arsenal d'ADM qu'il possédait. Conséquemment, les soldats américains croyaient être en mesure de rentrer aux États-Unis une fois ces objectifs accomplis. Or, les spécialistes en armements qui accompagnaient les troupes de la coalition tardaient à trouver les fameuses armes de destruction massive qui avaient servi de prétexte principal à l'intervention.

À partir de l'été 2003, les attaques à l'endroit des patrouilles ou des convois et l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) ont été de plus en plus fréquentes. Loin d'être terminé, le conflit entraînait plutôt dans une nouvelle phase. La quantité et la fréquence d'EEI installés le long des routes signifiait en outre que, par crainte ou par hostilité, la population n'informait pas les troupes de la coalition des attaques qui les visaient, ce qui a contribué également à augmenter le climat de crainte et de méfiance. Comme l'explique le général de division Peter Chiarelli, commandant de la 1^{re} division de cavalerie déployée à l'époque en Irak, c'était là l'objectif des auteurs de ces attaques : « La coalition se voit forcée d'adopter une posture défensive dans ses relations avec la population irakienne¹⁸¹. » Il apparaissait donc de plus en plus clair que, malgré la supériorité de leur armement, les forces de la coalition étaient vulnérables face à des adversaires qui suivaient les règles de la guerre asymétrique. En effet, il était facile pour les insurgés de procéder à des frappes rapides et de se fondre ensuite dans la population. Il a fallu près d'un an après le début de l'invasion,

¹⁸⁰ Officier Lieutenant anonyme, cité dans Thomas E. Ricks, 2006, *op. cit.*, p. 128.

¹⁸¹ Général Peter Chiarelli, cité dans Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 210.

pour que les dirigeants militaires américains se décident à admettre que la résistance à laquelle ils faisaient face n'était pas formée principalement d'anciens baasistes et de criminels de droit commun¹⁸². Lorsqu'ils le feraient enfin, un grand nombre de faux pas impossibles à récupérer auraient déjà été commis.

2.2.3. Les débuts de la lutte contre l'insurrection

Dans les premiers mois de la lutte contre l'insurrection, une pluralité d'approches tactiques se sont côtoyées. En l'absence d'une stratégie unifiée venant du haut commandement, celles-ci ont varié en fonction du corps d'armée, de sa culture interne et de la vision de la guerre de son commandant. Dans la région de Mossoul au nord de l'Irak, la 101^e division aéroportée sous le commandement du Général David Petraeus semble avoir remporté un certain succès dans sa campagne contre-insurrectionnelle. Son approche était fondée sur une collaboration avec les autorités civiles irakiennes de même que sur une intégration stricte de la chaîne de commandement, deux choses qui faisaient défaut dans de nombreuses autres régions. En outre, les prisonniers étaient mieux traités dans son secteur que dans le reste de l'Irak et les opérations de ratissage, qui consistaient à arrêter tous les hommes en âge de porter les armes, avaient été abandonnées¹⁸³.

À l'opposé de cette approche, celle de la 4^e division d'infanterie sous le commandement du Général Raymond Odierno était fondée sur l'agressivité. Postée dans le triangle sunnite, une région qui s'étend au nord-ouest de Bagdad, cette division a multiplié les gestes d'abus et d'intimidation à l'endroit de la population civile. Au centre de celles-ci, les opérations de ratissage nocturnes tenaient une place centrale. Dans un rapport publié au début de l'année 2004, la Croix-Rouge

¹⁸² Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 258.

¹⁸³ Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 218-223.

internationale prétend avoir observé une méthode récurrente dans la conduite de ces rafles :

« Arresting authorities entered houses usually after dark, breaking down doors, waking up residents roughly, yelling orders, forcing family members into one room under military guard while searching the rest of the house and further breaking doors, cabinets and other property. [...] Sometimes they arrested all adult males present in a house, including elderly, handicapped or sick people. Treatment often included pushing people around, insulting, taking aim with rifles, punching and kicking and striking with rifles¹⁸⁴. »

Odierno défendait ces rafles en prétendant qu'elles étaient indispensables à la collecte d'informations sur les insurgés. Bien au contraire, les prisonniers étaient faits en si grand nombre que les capacités de la prison d'Abou Ghraib, symbole de terreur sous le régime de Saddam Hussein, utilisée également par les Américains, furent rapidement saturées. À la manière de ces arrestations nocturnes, les tortures pratiquées dans cette prison, révélées au grand jour en avril 2004, ont été qualifiées de « systématiques » par un rapport interne de l'armée classé Secret¹⁸⁵.

Confrontées à ces différentes pratiques, le haut commandement civil et militaire avançait lui aussi qu'elles étaient centrales pour recueillir des informations vitales dans la lutte contre l'insurrection. Pourtant, il n'était pas rare que plus de 90 jours ne passent avant qu'un détenu ne subisse un premier interrogatoire et le service de renseignement militaire jugera plus tard qu'environ 90% des personnes incarcérées n'avait aucun intérêt du point de vue du renseignement¹⁸⁶.

Comme on peut s'y attendre, de telles pratiques avaient pour effet de contrecarrer les efforts déployés simultanément pour gagner « les cœurs et les esprits ». Aussi, au cours des mois suivants, il deviendrait de plus en plus clair que, malgré les efforts de

¹⁸⁴ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 263.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 265.

¹⁸⁶ Thomas E. Ricks, 2008, *op. cit.*, p. 224 et 231.

la coalition, la situation en Irak évoluait d'une manière qui échappait progressivement au contrôle des dirigeants politiques et militaires. C'est ce dont allait se rendre compte le général James Mattis, commandant de la 1^{re} division de Fusiliers marins, appelée en Irak au début 2004 pour pacifier la province d'Al Anbar. Reconnu pour sa grande connaissance de la théorie militaire et sa grande culture stratégique, Mattis avait la ferme intention de ne pas reproduire les erreurs de ses prédécesseurs, souhaitant plutôt mettre en place une approche similaire à celle adoptée par Petraeus. Cependant, quelques semaines après son arrivée, alors que les Marines venaient tout juste d'hériter de la responsabilité d'assurer la sécurité dans la ville de Fallouja, celle-ci serait le théâtre d'une des plus importantes batailles de la guerre.

Déclenchée après que des membres d'un convoi appartenant à l'entreprise de sécurité Blackwater soient tombés dans une embuscade, la bataille de Fallouja a débuté officiellement le 4 avril 2004. Cependant, après quelques jours d'intenses combats, un cessez-le-feu est déclaré à la décision de Paul Bremer, haut responsable de la *Coalition Provisional Authority* (CPA). *De facto*, Fallouja est donc remise aux mains des insurgés. Cependant, une seconde offensive est finalement organisée en novembre 2004 pour reprendre définitivement la ville, ce qui sera fait après plusieurs semaines d'intenses combats, au cours desquels les troupes américaines sont soupçonnées d'avoir contrevenu au droit de la guerre et aux Conventions de Genève de 1949, et ce :

en ayant tiré sur des blessés et des civils et empêché l'acheminement de l'aide humanitaire pendant toute la durée de l'opération. Certaines enquêtes ont par ailleurs démontré que les États-Unis auraient employé des armes non conventionnelles, dont du phosphore et des munitions à l'uranium appauvri, voire du napalm comme pendant la guerre du Vietnam ; en 2011, un scandale révèle l'existence d'enfants nés atteints de malformations congénitales dans les années qui ont suivi le siège de 2004.¹⁸⁷

¹⁸⁷ Myriam Benraad, 2016, *op. cit.*, p. 114.

Selon la politologue et spécialiste de l'Irak Myriam Benraad, les batailles de Fallouja ont eu deux conséquences de première importance. Tout d'abord, elles « [achèvent] de cristalliser le rejet sunnite de l'occupation et de la transition irakienne autour d'un sentiment d'humiliation et d'une solidarité affichée entre chefs de tribus, habitants et insurgés¹⁸⁸. » La seconde conséquence de ce cycle de violence découle de l'absence de condamnation de l'attaque de Fallouja de la part des communautés chiïtes et kurdes. En effet, à l'exception de Moqtada Al-Sadr, figure principale de la résistance armée chiïte face à l'occupation, lequel encourage ses miliciens à se rendre à Fallouja pour venir en aide aux insurgés sunnites, la plupart des dirigeants chiïtes, dont l'ayatollah Al-Sistani, principale autorité chiïte en Irak, ont refusé de se porter à la défense des sunnites de Fallouja.¹⁸⁹

2.2.4. L'origine de l'insurrection

La résistance armée à l'occupation américaine est passée par plusieurs phases. Dans les jours et les semaines qui ont suivi la chute du régime, le chaos résultait principalement de l'activité des pillards. Cependant, ceux-ci se sont vite rendus compte que les troupes américaines ne contrôlaient pas la situation et n'étaient pas en mesure de faire régner l'ordre :

« This understanding helped turn criminal violence and looting into an organised and politically motivated insurgency. Rising disenchantment with the occupation fuelled the increase in politically motivated violence. Ex-members of the security services, Ba'ath Party loyalists and those close to Saddam's family regrouped as the occupation failed to capitalize on regime change and impose order in the country¹⁹⁰. »

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 114.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p.116.

¹⁹⁰ Toby Dodge, 2012a, *From War to a New Authoritarianism*, New York, Routledge, p. 55.

Très tôt, il est devenu clair que l'insurrection était scindée en plusieurs groupes et que tous n'étaient pas d'anciens baasistes. Du côté sunnite, l'insurrection était principalement divisée entre une tendance islamique dont les allégeances idéologiques dépassaient les frontières de l'Irak et une tendance nationaliste qui se battait principalement pour rétablir l'ancien régime¹⁹¹. Initialement, les « unités de combats » étaient organisées autour de petits groupes dont les affinités reposaient sur « la confiance, l'amitié, la famille ou la localité¹⁹² ». Au cours de la bataille de Fallouja, ces deux tendances se battaient côte-à-côte. À partir de 2005 cependant, les unités de combats se sont fusionnées les unes aux autres et l'organisation s'est centralisée autour de plus grandes organisations. La lutte contre l'envahisseur était de plus en plus légitimée dans les termes d'un islam politique, même si le but demeurerait plus ou moins le même qu'auparavant : renverser l'ordre d'après-guerre imposé par l'invasion. C'est également à partir de cette période que l'influence d'Al-Qaeda en Mésopotamie, dirigée par Abu Musab al-Zarqaoui, a commencé à se faire sentir davantage¹⁹³.

Du côté chiite, la résistance armée à l'occupation se faisait principalement par la voie des milices dont les assises géographiques étaient situées dans les banlieues pauvres de Bagdad de même que dans le sud du pays. En termes de nombre, la milice la plus importante était l'armée du Mahdi, dirigée par Moqtada al-Sadr. En 2006, elle réunissait plus 60 000 combattants. Cependant, la Brigade Badr était d'autant plus redoutable. Moins nombreuse mais mieux entraînée, elle avait été formée et financée par les Gardiens de la Révolution iranienne, desquels étaient d'ailleurs issus leurs officiers jusqu'en 2003, moment où ces derniers pénètrent en Irak¹⁹⁴.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 56.

¹⁹² *Ibid.*, p. 60.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 60-61.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 65.

Initialement, les différents groupes se battaient principalement contre l'envahisseur américain. Cependant, à partir de 2004, les attaques interconfessionnelles ont été de plus en plus fréquentes. Plusieurs raisons expliquent cela, mais la principale réside en la « consolidation d'une paix du vainqueur » imposée par la majorité chiite¹⁹⁵. Nous reviendrons plus en détails sur les transformations institutionnelles imposées en Irak par l'autorité d'occupation américaine en Irak, la CPA et son administrateur, Paul Bremer. Mentionnons donc simplement que dans sa volonté de purger l'État irakien de ses éléments baasistes, Bremer a mis en place une série de mesures qui avaient pour effet de cibler principalement la population sunnite, laquelle serait en pratique exclue de la vie politique irakienne. À partir de 2005, suite à l'élection d'un gouvernement intérimaire dirigé par une coalition de partis chiites, les tensions entre ces derniers et la population sunnite se sont aggravées. Étant donné la situation sécuritaire en Irak, et dans la volonté de consolider son emprise sur le pouvoir, le gouvernement intérimaire a intégré certains éléments issus de la Brigade Badr à l'intérieur de l'appareil de sécurité du Ministère de l'intérieur, les Commandos Spéciaux de Police, qui serait rebaptisée plus tard Police Nationale.¹⁹⁶

La situation qui en a résulté a été particulièrement désastreuse. D'une part, les Commandos Spéciaux se sont livrés à la persécution systématique de la population sunnite de Bagdad :

« Throughout 2005 and into 2006, the Special Police Commando/National Police, controlled from the Ministry of Interior, acted as major sectarian death squad, frequently resorting to extrajudicial execution and torture. Reports began to circulate that these forces were involved in the religious cleansing of formerly mixed areas of Baghdad¹⁹⁷. »

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 62.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 63.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 63.

Simultanément, les insurgés sunnites combattant sous les ordres d'al-Zarqaoui multipliaient les attentats suicides, ciblant principalement les chefs religieux chiïtes. Loin de n'être fondées que sur la haine, ces attaques visaient expressément à plonger la société irakienne dans la guerre civile, suite à quoi Zarqaoui serait en mesure de se présenter comme le dernier rempart de la communauté sunnite contre sa destruction par les forces étrangères et chiïtes¹⁹⁸. La destruction de la Mosquée Al-Askariyya à Samarra le 22 février 2006, un des sites les plus importants de l'Islam Chiïte, achèvera de mettre le feu aux poudres entre les deux communautés¹⁹⁹. En guise de représailles, de nombreuses mosquées sunnites seront à leur tour attaquées et la descente vers la guerre civile sera accomplie.

Comme on peut le voir, les violences interconfessionnelles ne reposaient pas uniquement sur l'oppression des communautés au cours des années que Saddam Hussein avait passé au pouvoir. En effet, l'escalade de violence a été principalement le fruit de dynamiques qui se sont développées au cours de l'occupation américaine. Les groupes qui s'opposaient étaient principalement mobilisés par la volonté, d'une part, de sécuriser les gains qu'ils avaient obtenus suite au changement de régime, et d'autre part, de renverser un ordre duquel ils sortaient perdants.

2.3. 2006-2011 : RÉORIENTATION STRATÉGIQUE ET RETRAIT DES TROUPES

2.3.1. La mise en place de la stratégie contre-insurrectionnelle

En mars 2006, le rapport de l'*Iraq Study Group* (ISG), une formation bipartisane de dix experts mandatée par le Congrès des États-Unis pour dresser un portrait de la

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 61.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 58.

situation en Irak, était publié. Ses conclusions étaient fort critiques des actions menées par les troupes américaines jusqu'alors et proposaient un changement d'approche radical :

« The situation in Iraq is grave and deteriorating. There is no path that can guarantee success, but the prospects can be improved. [...] Our most important recommendations call for new and enhanced diplomatic and political efforts in Iraq and the region, and a change in the primary mission of U.S. forces in Iraq that will enable the United States to begin to move its combat forces out of Iraq responsibly²⁰⁰. »

Globalement, ce rapport en appelait à de nouvelles façons de faire en Irak. Cependant, l'objectif central qu'il mettait de l'avant demeurait de retirer les troupes américaines d'Irak le plus rapidement possible. L'administration Bush voyait les choses différemment. Selon elle, le fait de transférer les opérations de sécurité aux forces irakiennes constituerait un aveu d'échec²⁰¹. Pour leur part, la plupart des hauts dirigeants militaires étaient d'avis que l'approche prônée par le groupe d'experts était irréaliste, l'idée d'une guerre courte et expéditive devant être définitivement abandonnée²⁰². Tant à Washington que dans les milieux militaires, on avançait de plus en plus fréquemment que les États-Unis étaient engagés dans une guerre de longue durée, qui se déroulerait sur une génération ou plus, établissant implicitement l'état de guerre lancé aux lendemains du 11 septembre 2001 comme une nouvelle norme²⁰³. Au travers de ces différentes positions, une constante émergeait cependant, unissant la classe politique, militaire, de même qu'une majorité de la population américaine : les actions militaires accomplies en Irak n'avaient pas donné les résultats escomptés.

²⁰⁰ James A. Baker et Lee H. Hamilton, 2006, *The Iraq Study Group Report*, New York, Vintage Books, p. xiii, cité dans Robert K. Brigham, 2014, *op. cit.*, p. 191.

²⁰¹ Robert K. Brigham, 2014, p. 193.

²⁰² Michael R. Gordon et Général Bernard E. Trainor, 2012, *The Edgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq, from George W. Bush to Barack Obama*, New York, Vintage Books, p. 286.

²⁰³ Andrew J. Bacevich, 2010, *Washington Rules: America's Path to Permanent War*, New York, Metropolitan Books, p. 182.

Cette position sera sanctionnée par les urnes au cours des élections américaines de mi-mandat de novembre 2006, ayant servi, selon Bacevich, de référendum sur la question de la Guerre en Irak²⁰⁴. À la suite du vote, les deux chambres du Congrès se sont retrouvées aux mains des Démocrates. Dès le lendemain de ces élections, le Président forçait le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld à rendre sa démission. C'est Robert M. Gates, ancien Conseiller à la sécurité nationale sous l'administration de George H. W. Bush, qui prendra sa place. Dans les semaines suivantes, le Général George Casey perdrait également son poste à la tête des forces américaines en Irak, cédant celui-ci au Général David Petraeus.

Sous Petraeus, la réorientation stratégique requise pour l'Irak est passée par l'adoption et la promotion de principes liés à la lutte contre-insurrectionnelle, lesquels ont été présentés au public américain à travers une campagne militaire appelée « *The Surge* », dont le nom faisait référence à l'augmentation de troupes qui allait de pair avec cette approche. Abandonnant définitivement les principes de la RAM ayant servi de guide à l'invasion de l'Irak, quatre ans plus tôt, la lutte contre-insurrectionnelle prétendait remettre la population civile au centre de l'échiquier stratégique. Parmi les références ayant servi de base à l'élaboration de la stratégie contre-insurrectionnelle américaine, on peut citer d'abord les écrits de David Galula, un officier français vétéran de la guerre d'Algérie. Selon lui, les insurrections sont un « phénomène social de masse » au cours duquel l'ennemi « dirige et manipule un mouvement fondé sur des griefs populaires légitimes²⁰⁵ ». David Kilcullen, expert australien engagé par les Américains, avance pour sa part qu'une bonne stratégie contre-insurrectionnelle « focalise sur la population, la protège des insurgés tout en cherchant à éviter qu'elle entre en contact avec ces derniers; elle implique une compétition avec les insurgés

²⁰⁴ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 277.

²⁰⁵ David Galula, 2006, *Counterinsurgency Warfare*, New York, Praeger, p. 89, cité dans Robert K. Brigham, 2014, *op. cit.*, p. 192.

pour l'influence et le contrôle de la base potentielle du mouvement²⁰⁶ ». Aussi, selon ces deux théoriciens, la guerre contre une insurrection est gagnée principalement à travers les facteurs non militaires, tels que la sécurité, le renforcement de l'État et la création de richesse. Comme on peut le voir, les fondements de cette approche laissent de côté un élément important : l'idée selon laquelle c'est la présence étrangère elle-même qui fournit le principal combustible à l'insurrection.

En Irak, la lutte contre-insurrectionnelle s'est concrétisée par l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires, lesquels s'ajoutaient aux 132 000 déjà présents. De plus, plutôt que d'être positionnés dans les Bases opérationnelles avancées (*Forward Operational Bases*) mises en place par Casey, lesquelles constituaient de petites forteresses à l'intérieure desquelles les troupes américaines pouvaient se barricader, ces dernières seraient désormais disséminées dans une multitude de Sites conjoints de sécurité (*Joint Security Sites*). Ces postes, qu'ils partageraient avec les forces de sécurité irakiennes, leurs permettraient de superviser de plus près la formation de ces dernières, de même que les projets de reconstruction mis en place à travers l'Irak. Parallèlement, une offensive diplomatique visait à convaincre les dirigeants tribaux de la province d'Al-Anbar, force déterminante du paysage sunnite irakien, d'aider les forces américaines à combattre Al-Qaeda en Irak²⁰⁷. C'est ce que l'on appellera le « réveil sunnite ». Enfin, les efforts déployés dans la foulée de cette réorientation stratégique ont permis de convaincre les principales milices chiites, telle que l'Armée de Mahdi de Moqtada Al-Sadr, de déposer momentanément les armes.

Le bilan concernant l'influence réelle des actions entreprises par Petraeus est mitigé. Au cours des années 2007 et 2008, la violence dans la société irakienne a bel et bien diminué. Pour ses défenseurs, cette approche stratégique a permis de montrer au

²⁰⁶ David Kilcullen, 2009, *The Accidental Guerilla: Fighting Small Wars in the Midst of A Big One*, Oxford, Oxford University Press, p. xv, cité dans Robert K. Brigham, 2014, *op. cit.*, p. 193.

²⁰⁷ Myriam Benraad, 2015, *op. cit.*, p. 164-175.

peuple irakien la détermination des États-Unis à compléter le travail qu'ils avaient amorcé en Irak. Au contraire, ses détracteurs soulignent que la plupart des mesures prétendument nouvelles avaient déjà été amorcées précédemment sous le commandement de Casey. De la même manière, l'effort diplomatique envers les chefs tribaux sunnites auraient commencé avant l'arrivée de Petraeus. Également, la fin des violences à Bagdad aurait découlé davantage d'une nouvelle forme de ségrégation qui avait lieu dans la ville, les différentes communautés étant désormais séparées par des murs, qu'en raison de la nouvelle approche stratégique.

Enfin, sous la direction du Général H. R. McMaster, une campagne d'assassinats ciblés avait commencé à décimer les dirigeants d'Al-Qaeda en Irak, réduisant momentanément leur capacité d'action²⁰⁸. Aussi, l'arrivée de Petraeus semblait plutôt répondre à un autre dessein. Tout d'abord, elle aurait permis à l'administration Bush de prétendre à une réorientation drastique de la stratégie militaire en Irak, alors qu'en réalité celle-ci s'inscrivait en continuité avec le passé. Ensuite, et surtout, elle aurait également permis la poursuite des opérations militaires en Irak au moment précis où l'opinion publique américaine y était le plus opposée :

« In fact, the surge would last for eighteen months, with the last of the additional brigades leaving Iraq only in the summer of 2008. What some insiders understood, but the president hadn't said and Gates didn't seem to grasp, was that the new strategy was a plan for a "long war". First would come increased security. Then would come political progress, and with it, the building of a reliable army and police force. And all that – if it worked – would take many, many years. In sum, the short war approach that the United States had followed for years had been abandoned²⁰⁹. »

²⁰⁸ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 286-287.

²⁰⁹ Thomas E. Ricks, 2009, *The Gamble: General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York, The Penguin Press, p. 124.

2.3.2. L'approche d'Obama : fermer le dossier irakien

Tant les difficultés rencontrées en Irak par les troupes américaines que les succès discutables rencontrés au niveau civil dans les projets de réformes et de transformation de la société irakienne ont conduit à une résistance de plus en plus grande, aux États-Unis, face à l'occupation américaine en Irak. Cette réticente croissante s'est exprimée clairement dans l'opinion publique, notamment au moment de l'élection présidentielle de 2008. Au cours de la campagne qui l'a précédée, les deux candidats à la présidence, le républicain John McCain et le démocrate Barack Obama, ont été tenus de définir ce qu'ils comptaient faire de la Guerre en Irak. Cependant, davantage que leurs engagements pour l'avenir, c'est la position qu'ils avaient tenue depuis le début du conflit qui les distinguait. D'un côté, McCain avait toujours supporté l'intervention militaire en Irak, tout comme il voyait dans la réorientation stratégique mise en place par Petraeus, la *Surge*, un exemple de réussite significative. Au contraire, Obama s'était opposé à l'engagement militaire en Irak. Aussi promettait-il de « mettre un terme à cette guerre de manière responsable²¹⁰ » afin de pouvoir réorienter les forces américaines vers l'Afghanistan, un conflit qu'il jugeait plus important. Cependant, comme le souligne Bacevich, si l'un et l'autre des candidats s'efforçait de s'imposer comme un futur Commandant en chef digne de ce nom, aucun des deux ne remettait fondamentalement en question le militarisme dans lequel l'administration Bush avait précipité les États-Unis avec sa Guerre globale contre le terrorisme²¹¹.

Lorsque Barack Obama est devenu officiellement président en janvier 2009, la décision de quitter l'Irak avait déjà été prise. En effet, au cours de ses derniers mois au pouvoir, l'administration Bush avait négocié avec le gouvernement irakien le *Status of Forces Agreement* (SOFA), selon lequel les troupes américaines devaient

²¹⁰ Barack Obama, cité dans Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 289.

²¹¹ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 289.

avoir quitté l'Irak en décembre 2011. Aussi, le nouveau président s'est contenté d'entériner cet agenda, en se permettant toutefois une certaine marge de manœuvre dans le rythme auquel ces troupes seraient retirées. L'annonce de sa stratégie pour l'Irak a été faite au cours d'un discours prononcé à Camp Lejeune, le 27 février 2009, devant une assemblée de Marines américains. Selon celle-ci, les opérations de combat en Irak se termineraient en août 2010, moment auquel la majorité des militaires seraient ramenées au pays. Celles qui demeureraient sur place, environ 50 000 soldats, rempliraient un rôle de formation et de conseil auprès de l'armée irakienne²¹². Si la plupart des membres du Congrès, républicains comme démocrates, approuvaient le plan de retrait, de nombreux généraux américains et irakiens étaient contre, avançant que ce retrait était prématuré et que l'armée irakienne n'était pas prête à prendre le relai²¹³.

À cette époque, la situation en Irak s'était certainement améliorée. Cependant, du point de vue de la sécurité de la population civile, la situation était loin d'être revenue à la normale :

« In no other country [...] would violence on a scale that Iraqis were continuing to endure qualify as even remotely tolerable. Even so, once in office, President Obama found it politically expedient to adopt the position of his predecessor. Without saying so explicitly, his administration accepted the pretense that the surge had indeed turned the war around. [...] As often happens when a war drags on for too long, domestic politics now superseded strategic considerations as a basis for policy. Americans had elected Obama to get the United States out of Iraq. [...] His challenge was to make withdrawal look like something other than retreat²¹⁴. »

Aussi, il est important de mentionner que lorsqu'il prononce son allocution de Camp Lejeune, Obama souligne surtout qu'il est temps pour le peuple irakien de reprendre son destin en main, un message qui résonne profondément dans la société américaine,

²¹² Robert K. Brigham, 2014, *op. cit.*, p. 233.

²¹³ *Ibid.*, p. 234-235.

²¹⁴ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 291.

mais qui ne peut pas vraiment être assimilé à un discours de victoire. En septembre 2010, l'Opération liberté pour l'Irak changeait officiellement de nom pour devenir l'Opération nouvelle aube. Cependant, à mesure que la date fatidique du retrait total approchait, Obama a tenté de rouvrir les négociations avec le gouvernement de Nouri al-Maliki, au pouvoir depuis 2006, afin de laisser un contingent permanent de soldats américains en Irak, à condition cependant qu'ils soient immunisés contre toute poursuite judiciaire de la part du gouvernement irakien. Ce dernier ayant refusé d'accorder cette immunité à une éventuelle force américaine permanente en Irak, le retrait des troupes s'est poursuivi comme prévu. Ce n'est donc aucunement parce que la mission avait constitué un quelconque succès que les troupes américaines ont été retirées d'Irak.

D'une part, tant la durée du conflit que l'incapacité chronique de l'armée américaine à prendre le contrôle de la situation ont fini par exercer une pression démesurée sur les finances publiques américaines, mais également sur les institutions militaires aux États-Unis. Dans un livre paru en 2008, Joseph E. Stiglitz et Linda J. Bilmes évaluaient à 3000 milliards de dollars le coût de la guerre en Irak²¹⁵. Contrairement à des évaluations plus optimistes, les deux auteurs incluent également dans leur calcul les coûts indirects de la guerre tels que le soin aux anciens combattants et la remise en état de l'armée. Ils comptabilisent également la somme des intérêts que les États-Unis devront éventuellement payer en raison de cette intervention militaire, laquelle a principalement été réalisée à crédit.

D'autre part, le refus d'al-Maliki de reporter le moment de départ des troupes témoigne de la position des nouvelles élites irakiennes face à l'occupation étrangère. En effet, bien qu'elles aient pu bénéficier du changement de régime, elles s'exposaient en même temps au danger d'être discréditées par leur collaboration avec

²¹⁵ Joseph E. Stiglitz et Linda J. Bilmes, 2008, *Une guerre à 3000 milliards de dollars*, Paris, Fayard, p. 56.

les États-Unis et de se voir accuser de servir les intérêts de l'envahisseur plutôt que ceux de leur pays. C'est donc également l'opinion publique irakienne qui a forcé les troupes américaines à quitter l'Irak²¹⁶.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons tenté de montrer comment la préparation, le déclenchement et la conduite d'une opération sont influencés par un ensemble de facteurs qui défient la rationalité stratégique. Tout d'abord, nous nous sommes questionnés sur l'influence exercée par le néoconservatisme sur la décision d'entrer en guerre et les modalités selon lesquelles l'opération a été planifiée. Nous avons mis en lumière le fait que malgré les différents éléments qui distinguent ce courant de pensée, c'est principalement une certaine conception de la guerre qui faisait consensus au sein de l'administration Bush, conception volontariste selon laquelle le pouvoir militaire peut et doit être utilisé pour l'avancement des intérêts américains.

Cependant, nous avons également avancé qu'on ne pouvait déduire directement de facteurs idéologiques la façon dont l'Opération Liberté pour l'Irak et l'occupation qui l'a suivie avaient été planifiées. D'une part, celles-ci ont été préparées et conduites selon des critères d'organisation qui avaient commencé à s'établir tout au long des années 1990 dans le cadre de la Révolution dans les affaires militaires. Or, au-delà des transformations technologiques, la principale conséquence de la RAM était d'introduire une modification des relations sociales qui constituent les institutions du militarisme américain : nouvelles relations entre le commandement civil et militaire, entre le secteur public et le secteur privé, mais également entre la population en général et les institutions militaires. En effet, selon le raisonnement que nous

²¹⁶ Toby Dodge, 2012b, « Iraq's Road Back to Dictatorship », *Survival*, vol. 54, no. 3, p. 147-148.

défendons, la quantité insuffisante de troupes mobilisées pour l'opération ne témoigne pas seulement d'une erreur de jugement de la part de Rumsfeld. Elle découle de l'idée selon laquelle la nouvelle approche militaire permet de s'affranchir d'une mobilisation de la population en général. En effet, le fait de s'appuyer uniquement sur un nombre restreint de professionnels pour conduire une opération militaire devrait en principe donner davantage de marge de manœuvre aux dirigeants politiques et militaires, et éviter les mouvements de contestation qui sont allés de pair avec la conscription.

Cependant, comme cela est vite devenu clair en Irak, la rationalité qui sous-tendait les orientations stratégiques de l'Opération Liberté pour l'Irak a été confrontée à certaines limites sociales et ce tant du côté américain que du côté irakien, transformant effectivement les dirigeants de l'administration Bush en « prophètes de malheur incapables de sonder les forces et les facteurs sociaux et militaires qui façonneraient le cours [de la Guerre en Irak]²¹⁷ ». D'une part, ce sont les militaires américains eux-mêmes qui ont été les premières victimes de la propagande déployée pour faire la promotion de l'option militaire en Irak. Une fois sur le terrain, leur préparation inadéquate a été une source de découragement, ce qui a augmenté leur mépris et leur brutalité envers la population irakienne. D'autre part, l'invasion et l'occupation ont favorisé l'éclosion d'un cycle de violence à l'intérieur de la société irakienne. Or, si les parties fondaient la légitimité de leur lutte sur une idéologie religieuse, les causes de l'insurrection et de la guerre civile reposaient davantage sur les nouveaux rapports pouvoir découlant du renversement du régime baasiste.

Après plusieurs années de guerre, les contradictions sociales inhérentes à la politique militariste américaine en Irak ont fini par rendre insoutenable, tant militairement que politiquement et économiquement, le maintien de troupes dans ce pays. Les principes

²¹⁷ Gabriel Kolko, 2000, *Un siècle de guerre*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 401.

qui sous-tendaient la campagne de bombardements « choc et stupeur » n'ont aucunement été vérifiés. Ils ont même été abandonnés entièrement au profit d'une nouvelle approche stratégique basée sur les principes de la lutte contre-insurrectionnelle, laquelle visait aussi bien à s'inscrire dans une campagne de relations publiques qu'à servir de fondement à la campagne militaire. Enfin, les immenses ressources englouties dans la guerre et la détérioration du contexte sécuritaire mondial ont sérieusement ébranlé la doctrine de la guerre préventive. Au final, ce ne sont donc pas les remaniements stratégiques qui ont déterminé l'issue du conflit, mais les limites sociales que la guerre avait rencontrées.

CHAPITRE III

L'INTERACTION ENTRE LES DIMENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE L'OPÉRATION LIBERTÉ POUR L'IRAK

Dans les années qui ont suivi le déclenchement de l'Opération Liberté pour l'Irak, la planification de la phase d'après-guerre a constitué une source importante de critiques envers l'administration Bush. Des fonctionnaires américains chargés de l'administration de l'Irak suite à la chute du régime soutenaient même qu'« il n'y avait aucun plan, et [que] leurs propres tentatives d'établir des plans étaient contrecarrées par des idéologues de Washington²¹⁸ ». Toutefois, cette « absence de plan » ne doit pas nous faire croire que la reconstruction du pays faisait l'objet d'un désintéressement de la part de l'administration Bush. Au contraire, dès le départ, l'Opération Liberté pour l'Irak comportait une dimension civile importante et un ambitieux projet de transformation de la société irakienne.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, une fois déclenchée, la guerre s'est heurtée à une réalité sociale complexe qui ne se laissait pas réduire aux desseins des militaristes américains. Les drames humains subis par la population irakienne et le sentiment d'injustice face à l'occupation ont constitué une cause déterminante de l'insurrection et de la montée de la violence qui a précipité la société irakienne dans la guerre civile. Or, loin d'évoluer séparément, les dimensions civiles et militaires de l'intervention américaine en Irak ont eu des répercussions constantes l'une sur l'autre. Non seulement les tentatives de réformes mises en place par l'administration Bush et ses délégués à Bagdad ont elles-mêmes contribué à la détérioration du tissu social irakien et à la consolidation de l'insurrection, mais inversement, la façon dont les

²¹⁸ Michael Mann, 2013, *The Sources of Social Power. Volume 4 : Globalizations, 1945-2011*, New York, Cambridge University Press, p. 295.

différents acteurs de la société irakienne se sont positionnés, ou été contraints de se positionner, face à l'occupation américaine, a été déterminante dans la formation ultérieure du paysage politique irakien.

Dans ce troisième et dernier chapitre, nous porterons notre attention sur l'interaction entre les dimensions civiles et militaires de l'Opération Liberté pour l'Irak. Nous tenterons de faire ressortir l'écart qui s'est imposé entre le projet de transformation de la société irakienne tel qu'envisagé initialement par l'administration Bush et la trajectoire effective empruntée par la société irakienne dans les années qui ont suivi l'invasion et l'occupation de l'Irak. Pour ce faire, nous nous pencherons d'abord sur les réformes et les politiques de reconstruction mises en place par les autorités d'occupation, de même que sur l'espace fait aux grandes corporations américaines dans ce processus. Dans un second temps, nous verrons comment le vide politique provoqué par l'effondrement du régime baasiste a eu une incidence importante sur la cristallisation de nouveaux rapports conflictuels à l'intérieur de la société irakienne et comment le processus électoral a débouché sur l'émergence d'un nouvel autoritarisme. Enfin, nous conclurons ce chapitre en faisant le bilan humanitaire de l'occupation américaine et en montrant comment celui-ci a été alourdi par la guerre de transfert de risque.

3.1. L'OCCUPATION AMÉRICAINE ET LE PROJET DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ IRAKIENNE

3.1.1. Le plan de l'administration Bush pour l'après-guerre

Bien que la décision d'envahir l'Irak ait été prise à peine quelques semaines après les attentats du 11 septembre 2001, ce n'est qu'en janvier 2003, soit deux mois avant le début des opérations militaires, que le général à la retraite Jay Garner est nommé à la tête de l'*Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance* (ORHA) afin de superviser la reconstruction du pays et de pourvoir aux besoins humanitaires de la population irakienne²¹⁹. En février suivant, au cours d'une série de témoignages devant le Comité des relations étrangères du Sénat, Douglas Feith, sous-secrétaire à la Défense et responsable direct de l'ORHA au Pentagone, esquissait publiquement pour la première fois la vision que l'administration Bush se faisait de l'après-Saddam. Comme le souligne l'ancien ministre irakien Ali A. Allawi (2003-2006), les propos de Feith démontrent que celui-ci, pourtant responsable de la phase de reconstruction et du transfert des pouvoirs, n'avait aucune connaissance précise du fonctionnement de l'appareil d'État irakien :

« The working model had been that of a quick war, followed by a seamless assumption of power by Iraqis from inside and outside of the country, all working under the benign tutelage of a short-term occupation authority. Services would be quickly established; oil production would be increased; local elections would be soon held; and the occupation power would depart quickly. The entire process of managing the affairs of a country of over twenty-five million people that had been enmeshed in wars, sanctions and dictatorship was reduced to an office that had been established less than eight weeks before the invasion of the country²²⁰. »

²¹⁹ Rajiv Chandrasekaran, 2008, *Dans la zone verte. Les Américains à Baghdad*, Lonrai, Éditions de l'Olivier, p. 43.

²²⁰ Ali A. Allawi, 2007, *The Occupation of Iraq. Winning the War, Losing the Peace*, New Haven, Yale University Press, p. 97

Pourtant, dès qu'il était devenu clair que l'administration Bush avait opté pour l'option du changement de régime en Irak, le Département d'État avait mis sur pied le Projet pour le Futur de l'Irak, une étude exhaustive fondée sur le témoignage de nombreux exilés irakiens et de spécialistes de ce pays. Or, tant le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld que le vice-président Dick Cheney s'étaient opposés à ce que le directeur de ce projet, un employé du Département d'État dénommé Thomas Warrick, ne soit intégré à l'ORHA, préférant de manière générale les gens fidèles à ligne du parti que les gens compétents²²¹. Au final, la plupart du personnel assigné à la partie civile de l'occupation serait formée « d'anciens lobbyistes de Washington, de membres du personnel du Congrès et de spécialistes en relations publiques – des Républicains enthousiastes mais sans aucune connaissance de l'Irak ou de l'Islam²²² ». Au-delà de la lutte bureaucratique entre le Département de la Défense et le Département d'État dans les premières années de l'administration Bush, ce refus d'intégrer des membres des services diplomatiques à l'ORHA s'explique également par l'impopularité auprès de ceux-ci d'Ahmed Chalabi, figure connue de l'opposition irakienne en exil qui avait réussi au cours des années à développer un réseau important de contacts américains hostiles au régime de Saddam Hussein²²³.

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, la faible présence d'alliés locaux auprès des Américains était manifeste dans le cas de l'invasion de l'Irak. Une des conséquences de cette situation était que le petit groupe d'exilés réuni autour d'Ahmed Chalabi héritait d'une importance indue. Il semble d'ailleurs que celui-ci ait exploité avantageusement la méconnaissance de la société irakienne des haut-placés de l'administration Bush : « Dans les cercles néoconservateurs, [...] la faconde de Chalabi évoquant l'édification d'une démocratie laïque qui serait tournée vers l'occident et reconnaîtrait Israël correspondait exactement à ce que l'on voulait

²²¹ Thomas E. Ricks, 2008, p. 77.

²²² Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 297.

²²³ Rajiv Chandrasekaran, 2008, *op. cit.*, p. 45 et Ali A. Allawi, *op. cit.*, p. 50-51.

entendre²²⁴. » Chalabi s'imposa du même coup comme un futur dirigeant potentiel de l'Irak. Pourtant, tant en Irak que dans les milieux mieux informés, Chalabi était considéré comme un personnage douteux et corrompu qui faisait la promotion de la démocratie et d'un changement de régime principalement dans la perspective d'obtenir lui-même certains gains.

3.1.2. L'autorité américaine en Irak

L'administration Bush avait fréquemment affirmé son intention de transférer rapidement le pouvoir à un éventuel gouvernement irakien. Dans cet état d'esprit, Garner avait organisé le 28 avril 2003 la Conférence de Baghdad, qui réunissait « un large spectre d'Irakiens, tant de l'intérieur du pays que d'anciens exilés, afin de débattre de la forme que devrait prendre une éventuelle administration intérimaire²²⁵ ». Cependant, à peine quelques jours plus tard, Bush annonçait que l'autorité provisoire serait finalement contrôlée par Washington. Depuis quelques temps déjà, Colin Powell et le premier ministre britannique Tony Blair faisaient la promotion d'une force d'occupation dont l'autorité serait entérinée par les Nations Unies. Le 22 mai 2003, la Résolution 1483 de l'ONU désigne la *Coalition Provisional Authority* (CPA) comme force d'occupation officielle et autorise de fait son administrateur en chef, l'ambassadeur américain L. Paul Bremer III, à exercer le pouvoir en Irak. Le statut précis de la CPA est ambigu. En effet, il n'est pas clair si elle constitue une agence fédérale américaine ou si elle relève du Conseil de Sécurité de l'ONU. Cependant, elle est en pratique une branche du Secrétariat à la Défense, dans la mesure où c'est à Donald Rumsfeld que Paul Bremer rend des comptes²²⁶. Si la mise en place de la CPA a pu redonner une apparence de légitimité et de légalité à

²²⁴ Rajiv Chandrasekaran, 2008, *op. cit.*, p. 43.

²²⁵ Ali A. Allawi, 2007, *The Occupation of Iraq. Winning the War, Losing the Peace*, New Haven, Yale University Press, p. 103

²²⁶ *Ibid.*, p. 106.

l'occupation américaine, elle a également miné la confiance des dirigeants rassemblés à Baghdad :

« Bremer's appointment [...] was greeted with indignation by most of the main political figures. Uncertainty reigned, while there was dark talk about the imposition of a colonial regime. Many Iraqi leaders felt that the USA had been duplicitous in its negotiations and that there had always been a parallel track that aimed at the installation of a 'pro-consul' figure²²⁷. »

De fait, malgré la désignation d'un conseil sensé être représentatif de la société irakienne en juillet 2003, l'*Iraqi Governing Council* (IGC), c'est la CPA qui garde le pouvoir exécutif jusqu'à son transfert en mai 2004 à un cabinet intérimaire dirigé par des Irakiens. C'est également à ce moment que le Département d'État prendrait le relai de celui de la Défense dans la supervision des affaires civiles en Irak.

Le premier décret mis en place par Bremer vise à empêcher des éléments du parti Baas, au pouvoir en Irak depuis 1968, d'orienter la trajectoire politique du pays vers un rétablissement de l'ancien régime. Comme le souligne Andrew Bacevich, deux camps s'opposaient quant à l'attitude à adopter face aux éléments baasistes :

« In one camp were those favoring an approach akin to the Allied liberation of France in 1944 : Vanquish the occupier, hand over authority to an Iraqi version of General de Gaulle, and have done with it. [...] In the other camp were those who saw the problem as analogous to liberating Nazi Germany after 1945 : Only after those implicated in the crimes of the previous regime had been identified and punished could the creation go forward²²⁸. »

Paul Bremer adopte une approche qui s'apparente davantage à la seconde option. Aussi, décrète-t-il une débaasification radicale de l'État irakien qui inclut les quatre échelons supérieurs du parti. Plutôt que de cibler spécifiquement les responsables de crimes ou les dirigeants du régime, cette mesure a pour résultat de mettre à pied

²²⁷ *Ibid.*, p. 107.

²²⁸ Andrew J. Bacevich, 2016, *op. cit.*, p. 256-257.

environ 30 000 fonctionnaires gouvernementaux. Pourtant, nombre d'entre eux avaient rejoint le parti pour des raisons professionnelles ou même pour des raisons de survie et n'étaient en rien fidèles au régime de Saddam Hussein. Après plus de trois décennies au pouvoir, le parti Baas avait des racines profondes dans la société irakienne et notamment dans la population sunnite. Aussi, ce premier décret prend des allures de « dé-sunnification » et politise implicitement l'appartenance ethno-religieuse tout en privant l'État irakien de ceux et celles qui connaissaient le mieux son fonctionnement²²⁹.

Le second décret de la CPA aura des conséquences d'autant plus désastreuses. Adopté dans un état d'esprit similaire, il a pour objet la dissolution de l'armée et de toutes les forces de sécurité irakiennes. Comme le souligne le sociologue Michael Mann, ce sont « plus de 500 000 personnes, près de sept pour cent de la force de travail irakienne, qui perdent leur emploi – mais pas leur arme²³⁰ ». Cette mesure a eu pour effet de priver de salaire des militaires expérimentés dont la fidélité envers Saddam Hussein n'aurait pas nécessairement eu préséance sur celle qu'ils vouaient à leur pays. Sans surprise un nombre important d'anciens militaires ont finalement rejoint l'insurrection, non sans avoir au préalable revendiqué directement auprès de la CPA qu'elle annule l'ordre de dissolution de l'armée irakienne²³¹.

De l'avis de nombreux commentateurs, ces mesures ont été particulièrement mal avisées. Elles ont été prises unilatéralement par Bremer et ses supérieurs du Pentagone, sans consultation réelle de la population irakienne, suite aux conseils d'anciens exilés ou de personnalités irakiennes qui souhaitaient profiter personnellement de la situation²³². Cependant, Mann avance que ces décrets ne

²²⁹ Ali A. Allawi, 2007, *op. cit.*, p. 150-153.

²³⁰ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 297, *notre traduction*.

²³¹ Rajiv Chandrasekaran, *op. cit.*, 2008, p. 103

²³² Ali A. Allawi, 2007, *op. cit.*, p. 150.

constituaient pas seulement des « erreurs », mais révélaient en même temps une « grande arrogance impériale » :

« First came the assumption that U.S. armed forces could conquer, pacify and create a *tabula rasa*, a blank slate, from which benign institutions would rise up in a country with a vastly different culture. Second came the assumption that the American values of freedom and democracy would somehow outweigh in Iraqi minds all the horrors of foreign invasion and occupation²³³. »

De fait, la liquidation des fonctionnaires gouvernementaux était tout à fait conséquente avec les réformes envisagées par l'administration Bush et la privatisation de l'État irakien que Paul Bremer s'appêtait à mettre en place.

3.1.3. Impérialisme et reconstruction néolibérale

L'invasion et l'occupation de l'Irak ont été marquées par le démantèlement des services publics et l'ouverture des marchés irakiens. Elles ont soulevé des questions sur les occasions de profit et l'intérêt qu'une telle opération militaire pouvait représenter, tant pour l'État américain que pour les entreprises américaines qui seraient à même de saisir de nouvelles occasions d'investissement suite à un changement de régime en Irak. Au centre de ces considérations trônaient bien sûr les immenses ressources pétrolières de l'Irak, mais également les secteurs de l'État privatisés par les décrets de la CPA, de même que les nombreux contrats liés à la reconstruction du pays. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, il est possible de distinguer différentes formes de domination impériale, reposant sur différentes modalités d'extraction ou de production de richesse²³⁴. L'impérialisme pratiqué par les États-Unis repose davantage sur la manipulation des « mécanismes

²³³ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 297.

²³⁴ Michael Mann, 2005, « L'impérialisme américain : des réalités passées aux prétextes présents », *Études internationales*, vol. 36, no. 4, p. 446 et Ellen M. Wood, 2011, *L'empire du capital*, Montréal, Lux, 229 pages.

économiques du capitalisme » que sur le contrôle politique direct des territoires conquis²³⁵. Ainsi, bien que ce soit l'État qui déclenche et conduise les opérations militaires, ce n'est pas lui qui en retire immédiatement les profits, mais bien les grandes corporations qui sont en mesure de saisir les occasions d'affaire créées par la guerre. En Irak, la phase initiale de domination directe ne visait donc pas à imposer un ordre colonial permanent, mais plutôt à mettre en place par la force un certain nombre de transformations dans les structures économiques et politiques du pays, de même que dans le cadre législatif entourant l'exploitation des ressources pétrolières, pour ensuite exercer un impérialisme informel, basé sur l'intimidation²³⁶.

Le projet de transformation de la société irakienne envisagé par l'administration Bush et la volonté d'en faire un modèle pour le reste du Moyen-Orient se retrouvent clairement énoncés dans les décrets mis en place par Paul Bremer et la CPA. En effet, au-delà des mesures visant la débaasification et la dissolution des forces de sécurité, ceux-ci ont principalement été orientés vers la reconstruction de l'État irakien sur un modèle néolibéral :

« The draft [Orders] included the privatization of all state industries except oil. Foreigners could own 100 percent of any enterprise and repatriate all the profits abroad. Taxes on business and labor rights were both lowered, markets strengthened, and foreigners were given immunity from prosecutions for infractions within Iraq²³⁷. »

Cependant, le rôle de la CPA dans la reconstruction ne se bornait pas à son contrôle sur la législation irakienne. En vertu de la Résolution 1483, elle héritait également de la responsabilité de gérer le Fonds de Développement pour l'Irak dans lequel devaient être versés les revenus du pétrole irakien, de même que le montant de 18,4 milliards

²³⁵ Ellen M. Wood, 2011, *op. cit.*, p. 8.

²³⁶ Michael Mann, 2005, *op. cit.*, p. 460.

²³⁷ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 291

de dollars alloués par le Congrès américain pour la reconstruction de l'Irak²³⁸. En plus de la CPA, le Pentagone et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) disposaient également de fonds destinés à la reconstruction.

Malgré la prétention de l'administration Bush de mettre en place un « nouveau plan Marshall » pour l'Irak, l'attribution de contrats de reconstruction à une majorité de compagnies étrangères ont fait en sorte de priver la population irakienne d'une grande partie des montants qui lui étaient supposément destinés. Les liens entre des hauts-placés de l'administration Bush et certaines entreprises ayant obtenu parmi les contrats les plus lucratifs ont également soulevé des questions importantes quant à l'instrumentalisation des fonds de reconstruction à des fins personnelles. À ce titre, le contrat de 7 milliards de dollars attribué par le Pentagone à Kellog, Brown and Root (KBR), une filiale d'Haliburton, pour la reconstruction du secteur pétrolier irakien, est emblématique²³⁹. En effet, le vice-président Dick Cheney avait été nommé PDG d'Haliburton en 1995 et l'était demeuré jusqu'à ce qu'il se présente comme colistier de George W. Bush à l'élection présidentielle de 2000²⁴⁰. Au moment de l'entrée en guerre, il détenait toujours de nombreuses actions de l'entreprise, dont la valeur ne ferait qu'augmenter suite aux contrats obtenus par KBR en Irak²⁴¹. Dans de nombreux cas, des contrats de reconstruction sans appels d'offre ont été tout simplement donnés aux entreprises qui fournissaient déjà des services à l'armée elle-même²⁴². En effet, au cours des années 1990, l'armée américaine avait commencé à sous-traiter à des entreprises comme Haliburton les activités qui ne relevaient pas directement des opérations de combat. Il n'est sans doute pas superflu de souligner que c'est précisément cette entreprise qui avait été engagée à titre de consultant pour déterminer quelles activités devaient être reléguées au secteur privé, et que c'est Dick

²³⁸ Ali A. Allawi, 2007, *op. cit.*, p. 253.

²³⁹ *Ibid.*, p. 252.

²⁴⁰ Naomi Klein, 2008, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac/Actes Sud, p. 351.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 377

²⁴² Ali A. Allwai, 2007, *op. cit.*, p. 252.

Cheney lui-même lorsqu'il était Secrétaire à la Défense qui avait entamé ce processus de privatisation à l'intérieur du Pentagone²⁴³.

En outre, même lorsque les contrats étaient alloués à des entreprises irakiennes, la volonté de la CPA de procéder rapidement à la libéralisation de l'économie a fait en sorte de favoriser certains hommes d'affaires irakiens malhonnêtes qui avaient bâti leur fortune en profitant des pénuries provoquées par le régime de sanctions²⁴⁴. Ne faisant pas partie du gouvernement baasiste, bien qu'ils se soient enrichis grâce aux liens qu'ils entretenaient avec celui-ci, et n'étant donc pas soumis à la même sévérité que les anciens fonctionnaires du parti, ceux-ci étaient positionnés avantageusement pour s'emparer de secteurs importants de l'économie irakienne :

« The seizure of large segments of the economy by criminal gangs, allied with corrupt politicians, was apparently seen as an evil but necessary condition for the successful transition of a state-dominated economy to a more open economy. [...] The process of co-opting the new Iraqi political class by the business groups associated with the defunct regime would soon begin in earnest. The stage was being set for more looting of Iraq's assets²⁴⁵. »

Au final, malgré un optimisme qui contrastait drastiquement avec les conditions de vie de la population irakienne, la CPA était incapable d'atteindre les buts qu'elle s'était fixée dans son plan de reconstruction. Plusieurs mois après le renversement de Saddam Hussein, les coupures de courant étaient aussi fréquentes qu'avant la guerre et l'approvisionnement en eau potable n'était toujours pas sécurisé. Cela était dû à la mauvaise administration que la CPA faisait des ressources dont elle disposait et au manque de qualification de son personnel, mais constituait également une conséquence directe des vagues de pillages que l'armée américaine n'avait pas jugé nécessaire d'empêcher dans les jours suivant la chute du régime de Saddam Hussein. Même dans le secteur pétrolier, lequel avait bénéficié d'une protection particulière,

²⁴³ Naomi Klein, 2008, *op. cit.*, p. 350.

²⁴⁴ Ali A. Allawi, 2007, *op. cit.*, p. 199.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 199.

une partie des installations avaient été démantelées et la production était loin d'atteindre les prévisions mises de l'avant par l'administration Bush avant la guerre. Pourtant, dans les semaines précédant le déclenchement des opérations militaires, Paul Wolfowitz, Secrétaire adjoint à la Défense, défendait l'idée selon laquelle les coûts de la reconstruction seraient largement couverts par les revenus du pétrole irakien²⁴⁶.

La réforme du secteur pétrolier irakien est passée par différentes étapes dont l'objectif général était de faire une place plus grande aux entreprises étrangères. Cependant, malgré les liens qui unissaient les hauts-placés des gouvernements américains et britanniques aux compagnies pétrolières, il semble que deux plans rivaux aient existé concernant l'avenir du pétrole irakien, l'un défendu par les militaristes néolibéraux de l'administration Bush et l'autre par les grandes compagnies pétrolières :

« The Hawks expected that after victory foreign oil companies would begin pumping enough oil to pay for the occupation. This would also cause the global price of oil to fall, weakening OPEC, Iran and Saudi Arabia alike. Regimes might fall, replaced by a blend of American domination and democracy. But the major oil companies were in any case horrified by this plan. Any collapse in prices would slash their profits, and they were appalled by the notion that the United States might undermine OPEC. Their whole business strategy was to divide the spoils with the oil producing states, not undermine them²⁴⁷. »

Sur le terrain néanmoins, les événements se sont déroulés d'une façon qui différait tant de la vision de l'administration Bush que de celle de l'industrie pétrolière, mais dont le dénouement se ferait plutôt à l'avantage de cette dernière. En effet, les dommages subis par le secteur pétrolier irakien au cours de la guerre de même que l'instabilité qui régnait dans le pays ont fait en sorte de perturber les réseaux d'approvisionnement, ce qui a résulté en une hausse du prix du pétrole et donc de profits pour les pétrolières. Cependant, tant la situation sécuritaire en Irak que

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 255.

²⁴⁷ Michael Mann, *op. cit.*, p. 291.

l'instabilité politique qui y régnait en l'absence d'un gouvernement légitime restreignait la volonté de nombreuses compagnies d'y investir de nouveaux montants.

Malgré la volonté de Paul Bremer d'inscrire dans la future constitution irakienne une ébauche de législation concernant les ressources pétrolières et malgré l'insistance exercée par les services diplomatiques américains et britanniques sur le gouvernement intérimaire afin que celui-ci octroie des contrats à long terme à des compagnies étrangères, il faudra attendre l'assermentation de Nouri Al-Maliki en 2006 comme Premier ministre de l'Irak pour que les négociations entourant l'avenir des ressources pétrolières ne s'amorcent réellement²⁴⁸. Une fois élu, Maliki fera l'objet de pression et d'intimidation afin que le parlement adopte une Loi sur le pétrole, laquelle comprenait deux points particulièrement litigieux.

Tout d'abord, les entreprises étrangères insistaient pour obtenir des Ententes de partage de la production (*Production Sharing Agreements*), une forme de contrat qui donne un accès privilégié au pétrole pendant de nombreuses années, et qui s'apparentait selon certains observateurs irakiens à un vol des ressources du pays²⁴⁹. Le second point de litige donnait à l'exécutif du gouvernement le droit d'octroyer des contrats sans consultation du Parlement²⁵⁰. Ce point était problématique pour deux raisons. D'une part, de nombreux parlementaires ne souhaitaient pas que l'exécutif, sujet à la pression internationale et la corruption, ne possède une telle autorité. D'autre part, les partis Kurdes et Chiites souhaitaient que leurs propres gouvernements régionaux soient en mesure d'octroyer des contrats d'exploitation dont ils récolteraient directement les profits²⁵¹.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 353-355.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 139 et 204-205.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 205.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 220.

Au final, la mise en application de la Loi sur le pétrole a connu une très forte opposition de la population irakienne, menée notamment par les syndicats et les spécialistes du secteur pétrolier, de même que certains partis politiques et groupes religieux²⁵². Le coût politique de son adoption est devenu trop élevé pour les parlementaires et elle a donc été rejetée. Si les compagnies pétrolières étrangères ont néanmoins réussi à s'imposer en Irak et à obtenir des contrats d'exploitation, les droits qui leur ont été alloués sont bien moindres que si la Loi sur le pétrole avait été adoptée, tandis que la question de la privatisation des champs pétrolifères eux-mêmes a définitivement été écartée. De manière similaire, de nombreuses privatisations qui avaient été amorcées par Bremer ont par la suite été annulées par le Parlement irakien. En 2009, l'État irakien possédait toujours plus de 240 manufactures, employant entre 100 et 4000 personnes chacune, tandis que le ministre de l'industrie irakien affirmait qu'aucune privatisation n'aurait lieu avant 2012, soit après le départ des troupes américaines. En outre, il affirmait également que les services d'aqueduc et le réseau électrique ne seraient jamais privatisés²⁵³.

3.1.4. La place des sociétés militaires privées en Irak

Parallèlement aux corporations américaines impliquées dans le processus de reconstruction et dans la prestation de services à l'armée, la Guerre en Irak a été marquée par l'intégration d'acteurs issus du domaine privé dans les opérations militaires elles-mêmes. Le phénomène est allé de pair avec la croissance exponentielle de certaines entreprises de sécurité et la consolidation du secteur autour des corporations les plus imposantes. À titre d'exemple, l'entreprise Blackwater est passée d'un chiffre d'affaires de 5,4 millions de dollars en 2001 à celui de 1,2

²⁵² *Ibid.*, p. 234-239.

²⁵³ Michael Mann, 2013, *op. cit.*, p. 291.

milliards de dollars en 2008²⁵⁴. On retrouve également dans ce domaine d'activité des géants de l'armement tels que Lockheed Martin. Si l'utilisation des sociétés militaires privées (SMP) trouve sa justification dans une logique de diminution des coûts, la réalité est que ces entreprises sont parvenues à se rendre indispensables dans de nombreuses circonstances. Nous avons déjà mentionné le fait que la manipulation de certains systèmes d'armements sophistiqués développés dans le cadre de la Révolution dans les affaires militaires reposait sur des équipes d'ingénieurs issues du secteur privé. Dans un contexte où ces systèmes d'armements font partie intégrante de la stratégie militaire américaine, la distinction entre le soutien logistique et les opérations militaires s'en trouve amenuisée. D'autre part, les entreprises de sécurité privées font une compétition directe aux armées régulières, ce qui accentue les problèmes de recrutement auxquels celles-ci sont confrontées²⁵⁵. Enfin, l'utilisation de ces entreprises permet d'augmenter le nombre du personnel combattant sur un théâtre d'opération sans pour autant imposer une pression supplémentaire sur les institutions militaires traditionnelles, ce qui peut s'avérer être un choix politique avantageux.

En Irak, la place allouée aux SMP a été sans précédent tant en raison du nombre de personnes employées qu'en raison des opérations dans lesquelles elles étaient impliquées. S'il est difficile d'affirmer leur nombre exact sur le terrain, celui-ci oscillait entre 48 000 et 70 000 en 2009, selon les sources²⁵⁶. Théoriquement, le rôle rempli par les SMP en était un de sécurité, et donc uniquement défensif. Elles étaient notamment utilisées pour défendre les convois d'approvisionnement, les installations pétrolières, certains ministères, de même que les ambassades américaines. Cependant, dans d'autres cas, les militaires privés étaient directement intégrés aux opérations militaires. Le politologue et spécialiste des systèmes d'armes Georges-Henri Bricet

²⁵⁴ Georges-Henri Bricet des Vallons, 2009, « Armées et sociétés militaires privées en Irak : de l'amalgame à la symbiose », *Sécurité globale*, vol. 2, no. 8, p. 36.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 43

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 36.

des Vallons avance même que « des pans entiers de [...] la stratégie de contre-insurrection a été abandonnée aux mains du privé²⁵⁷ ». En outre, les SMP en Irak bénéficiaient jusqu'en 2007 de la même impunité que les troupes régulières lorsqu'ils étaient impliqués dans des incidents causant la mort de civils. Ce n'est qu'après le massacre de la place Nissour, en septembre 2007, où des employés de Blackwater ont ouvert le feu sur la foule, que cette situation a changé. En effet, cette entreprise s'est vue interdire l'accès au marché sécuritaire irakien, ce qui constituait à l'époque une sanction exceptionnelle²⁵⁸. Le Département d'État, dont les ambassades en Irak dépendaient entièrement des forces de sécurité privées pour leur défense, pèsera d'ailleurs de tout son poids sur le gouvernement Irakien afin que celui-ci revienne sur sa décision. Il faudra finalement attendre deux ans avant que Blackwater ne quitte effectivement l'Irak²⁵⁹ et sept ans avant que les responsables ne soient reconnus coupables, dans un procès qui aurait lieu aux États-Unis et non en Irak²⁶⁰.

La place qui a été accordée aux SMP en Irak a fait en sorte de généraliser et de normaliser leur utilisation. Les crises comme celles de la place Nissour n'ont pas résulté dans une diminution du rôle des SMP, mais bien dans une intégration plus stricte de ces dernières dans la hiérarchie militaire. En effet, depuis 2008, « les *contractors* peuvent désormais passer en cour martiale s'ils contreviennent aux règles d'engagement ou commettent des crimes de guerre²⁶¹ ». Or, ce type de règlement « va dans le sens d'une reconnaissance officielle de leur emploi en tant qu'acteurs à part entière des conflits »²⁶², chose que ces entreprises elles-mêmes souhaitaient obtenir.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 47.

²⁵⁸ Jeremy Scahill, 2008, *Blackwater : l'ascension de l'armée privée la plus puissante du monde*, Paris, Actes sud, p. 19.

²⁵⁹ Georges-Henri Bricet des Vallons, 2009, *op. cit.*, p. 47.

²⁶⁰ Matt Apuzzo, 2014, « Blackwater Guards Found Guilty in 2007 Iraq Killings », *The New York Times*, 22 octobre 2014, https://www.nytimes.com/2014/10/23/us/blackwater-verdict.html?_r=0.

²⁶¹ Georges-Henri Bricet des Vallons, 2009, *op. cit.*, p. 51.

²⁶² *Ibid.*, p. 52.

3.2. LES CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION MILITAIRE SUR LA TRAJECTOIRE POLITIQUE DE L'IRAK

3.2.1. L'impact du vide politique et sécuritaire dans l'immédiat après-guerre

Dans les pages qui précèdent nous avons montré comment l'invasion et l'occupation de l'Irak avaient permis de mettre en place un certain nombre de réformes visant à orienter la reconstruction du pays selon un modèle néolibéral. Nous avons également vu que dans sa volonté de purger l'État irakien d'éléments fidèles à l'ancien régime, l'administrateur de la CPA avait instauré deux mesures, la débaasification et la dissolution de l'armée, qui avaient eu deux conséquences majeures. D'une part, elles ont fait perdre leur emploi à plus d'un demi-million de personnes, dont une bonne partie était armée. D'autre part, elles ont contribué à politiser l'identité sunnite et à convaincre ceux qui la partageaient que le changement de régime se ferait à leurs dépens.

Nous allons maintenant nous pencher sur le processus de formation du nouveau gouvernement irakien en nous attardant aux conséquences de l'invasion de l'Irak et du renversement de Saddam Hussein sur le développement d'une conflictualité interne à la société irakienne qui a entraîné progressivement celle-ci vers la guerre civile. Dans le chapitre précédent, nous avons vu que l'incapacité des troupes américaines à assurer la sécurité du pays après la chute du régime avait fourni une certaine liberté d'action aux insurgés. Nous avons également vu que la stratégie d'une partie des chefs insurgés sunnites pour renverser l'ordre d'après-guerre était de cibler les dirigeants chiites afin d'entraîner le pays dans la guerre civile. Nous allons maintenant tenter de montrer que l'interaction entre les actes de violence et les transformations institutionnelles liées aux transferts des pouvoirs a été constante tout au long de ce processus, de la même manière que les dimensions civiles et militaires de l'intervention américaine en Irak étaient indissociables.

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, le cycle de violence qui a succédé à l'invasion doit être considéré comme « un conflit entre deux visions très différentes de ce que devrait être l'avenir de l'Irak²⁶³ » :

« The civil war was an attempt by those empowered by regime change to impose a political settlement on the country that guaranteed their own dominance of the state and their ability to control society, in a victor's peace. Pitted against them were those fighting in the insurgency. [...] These forces were fighting to reverse the political transformation put in place by the invasion and its immediate aftermath. Throughout 2005 and 2006, this conflict took on an overtly sectarian tone as both sides increasingly deployed religious imagery to justify the struggle²⁶⁴. »

Cependant, bien que l'imagerie religieuse ait été présente des deux côtés, les facteurs socio-culturels ne constituent pas la cause principale de la violence. En effet, Dodge identifie ceux-ci comme étant « secondaires et dépendants de l'effondrement des capacités coercitives et institutionnelles de l'État [irakien]²⁶⁵ ». En d'autres termes, c'est dans le vide politique et sécuritaire ayant succédé à l'effondrement du régime de Saddam Hussein, et que les Américains ont été incapables de combler, que les opposants à l'ordre d'après-guerre ont trouvé un espace où affronter ceux qui en bénéficiaient et contester par le fait même la légitimité de l'État central.

Dans la tradition wébérienne, l'État se définit notamment par sa capacité à revendiquer efficacement sur son territoire le monopole de la violence légitime²⁶⁶. Or pendant plusieurs mois, ni l'État irakien ni les forces de la coalition n'étaient en mesure de le faire, ni d'ailleurs d'assurer les fonctions administratives ou sociales du gouvernement. Dans cette situation, l'optimisme affiché sans cesse par Paul Bremer ne faisait que renforcer le scepticisme de la population irakienne envers les bonnes intentions de l'occupant, de même que la conviction selon laquelle il ne contrôlait

²⁶³ Toby Dodge, 2012a, *From War to a New Authoritarianism*, New York, Routledge, p. 53.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 53

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 55

²⁶⁶ Max Weber, 1959, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, p. 101.

aucunement la situation dans le pays. En effet, malgré les contrats de plusieurs millions de dollars alloués aux entreprises étrangères pour la reconstruction, la CPA était toujours incapable de fournir à la population la plupart des biens et services essentiels dont elle avait besoin. Comme le souligne Dodge :

« Once a state has lost its institutional and coercive capacity, the population is forced to seek new ways to gain some degree of day-to-day predictability, to meet their everyday needs for food, shelter and water, and to obtain some form of rough-and-ready security. This quest occupied the majority of the population in central and southern Iraq, especially those in Baghdad, for over five years²⁶⁷. »

En conséquence, une partie importante de la population s'est tournée vers les différentes milices qui s'imposaient dans l'espace laissé vacant par la chute du régime pour obtenir ce que l'État central était incapable de lui fournir. Cette situation, bien que particulièrement criante à Baghdad, s'appliquait à l'ensemble du pays :

« In Sadr City, a district of Baghdad that is inhabited by over two million economically deprived Shi'ites, people received most of their medical needs from health facilities run by a foundation that was controlled by the fiery cleric and warlord Muqtada al-Sadr. In a similar vein, whatever provision of services there was in the northern kurdish cities or in many of the southern shi'ite cities, to say nothing of the Sunni heartland, was associated not so much with the central governing institutions in Baghdad but with local elites who would symbolize the regional rather than the national ethos²⁶⁸. »

Comme on le voit, les conséquences du vide politique et sécuritaire dans l'immédiat après-guerre allaient au-delà des problèmes liés à la criminalité et aux pillages. En remplissant les fonctions normalement exercées par l'État central, les différentes milices et élites locales ne faisaient pas que témoigner de sa faiblesse. Elles contribuaient activement à diminuer son pouvoir et sa légitimité à l'intérieur de la société irakienne.

²⁶⁷ Toby Dodge, 2012, *From War to a New Authoritarianism*, New York, Routledge, p. 55.

²⁶⁸ Adeed Dawisha, 2008, « The unraveling of Iraq : Ethnosectarian Preferences and State Performance in Historical Perspective », *The Middle East Journal*, vol. 62, no. 2, p.224

3.2.2. La rédaction de la nouvelle constitution

Au-delà de la transformation de l'Irak en un modèle de développement néolibéral, la rédaction d'une nouvelle constitution et l'organisation d'élections qui déboucheraient sur la mise en place du futur gouvernement irakien constituaient les deux priorités de Paul Bremer. Nous avons mentionné ci-haut qu'en juillet 2003, la CPA avait mis sur pied un groupe d'Irakiens censé représenter la société dans son ensemble, l'*Iraqi Governing Council* (IGC) :

« Bremer decided that membership of the IGC should reflect the ethnosectarian composition of the country. While this move was initially applauded for giving fair representation to groups such as the Shi'ites and Kurds who had been excluded by Saddam Husayn from participation in the political process, it was in hindsight the one decision that would open the way for the institutionalization of ethnosectarianism in the country's body politics²⁶⁹. »

En procédant de la sorte, Bremer croyait pouvoir conquérir un appui suffisamment important auprès des populations chiites et kurdes, traditionnellement opprimées sous le régime de Saddam Hussein, pour entamer le processus de rédaction de la constitution irakienne. L'objectif de Bremer était de charger un groupe d'experts irakiens partageant ses vues sur l'avenir de l'Irak d'en rédiger une première version, laquelle serait soumise à un référendum. De cette façon, il serait en mesure de s'assurer que les « principes constitutionnels et politiques occidentaux seraient enchâssés dans la nouvelle constitution irakienne²⁷⁰ ».

Cependant, un certain nombre de personnalités irakiennes, au premier rang desquelles se trouvait le grand Ayatollah al-Sistani, s'opposait au fait que la constitution ne soit rédigée par des experts non-élus²⁷¹. Les termes de cet affrontement rendaient évidente

²⁶⁹ Adeed Dawisha, 2009, *Iraq : A Political History from Independence to Occupation*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, p. 245.

²⁷⁰ Ali A. Allawi, *op. cit.*, p. 213. *Notre traduction.*

²⁷¹ Ali A. Allawi, *op. cit.*, p. 169

la contradiction fondamentale de la position défendue par Bremer : malgré ses prétentions à défendre les principes de liberté et de démocratie, il refusait de faire de l'écriture de la constitution un processus réellement démocratique. La solution finalement mise de l'avant ferait en sorte d'inscrire dans la Loi administrative de transition (*Transitional Administrative Law* ou TAL), rédigée par l'IGC et un groupe d'experts non-élus, un ensemble de points qui se retrouverait automatiquement dans la constitution. Ce document, qui devait principalement servir à établir la formation d'un gouvernement intérimaire et l'échéancier pour l'organisation d'élections nationales, consisterait donc finalement en une « crypto-constitution²⁷² ». En d'autres termes, en acceptant le processus de transfert des pouvoirs à un gouvernement irakien légitime, les différents groupes de la société civile consultés se voyaient en même temps contraints d'entériner un certain nombre de points législatifs et constitutionnels :

« The TAL embodied western, specifically american notions, and was carefully supervised by the CPA. Each significant point had been pre-cleared by the NSC in Washington. Neither the CPA nor its drafters envisaged it as anything less than the basic model for the future constitution. [...] The CPA got its Iraqi interlocutors, the Governing Council, to put their names to a document that had built-in safeguards against the possibility of a permanent constitution differing greatly in content from the TAL²⁷³. »

En outre cette loi visait principalement à satisfaire les exigences des membres Chiites et Kurdes de l'IGC, l'aliénation de la communauté sunnite étant désormais prise pour acquis de la part de la CPA²⁷⁴. En outre, elle ne mettait pas fin à l'occupation militaire, dans la mesure où elle stipulait que les forces de sécurité irakiennes étaient placées sous le commandement des forces de la coalition²⁷⁵. La TAL serait adoptée le 8 mars 2004. Au début du mois de juin suivant, l'IGC était dissoute et remplacée par

²⁷² *Ibid.*, p. 219.

²⁷³ *Ibid.*, p. 222 et 224.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 220.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 224.

un cabinet dirigé par Ayad Allawi, un ancien baassiste revenu d'exil. Le règne de la CPA prendrait fin quelques semaines plus tard et Paul Bremer quitterait l'Irak le 28 juin 2004. Le processus démocratique lui-même serait inauguré le 30 janvier 2005, au cours d'une élection qui permettrait de mettre en place un gouvernement intérimaire qui gouvernerait pendant un an.

3.2.3. Élections et autoritarisme sur fond de guerre civile

Malgré le transfert de pouvoirs à un cabinet formé d'irakiens, les problèmes qui s'étaient développés préalablement n'avaient pas pour autant disparu, pas davantage que les tensions grandissantes qui traversaient la société irakienne. L'un des enjeux principaux de cette période pour le gouvernement d'Allawi demeurait la sécurité dans le pays. Dans la perspective de diminuer l'ampleur de l'insurrection et de réintroduire dans le processus politique ceux qui avaient souffert du changement de régime, il a donc annulé les mesures de débaasification mises en place par Bremer²⁷⁶. Cependant, cette ouverture apparente était compensée par le caractère ethno-religieux de son cabinet, de même que par le fait qu'en définitive, son propre pouvoir était garanti par la présence de la force occupante. De plus, la violence qui sévissait depuis plus d'un an déjà avait engendré de nouvelles dynamiques sociales que les politiques les plus conciliantes pouvaient difficilement renverser.

Un exemple de la situation au cours de cette période peut être donné par le destin des habitants de Fallouja. On se rappellera que c'est en avril de la même année que la bataille de Fallouja avait débuté et que la situation dans cette ville n'avait été finalement contrôlée qu'en novembre suivant, après qu'un assaut massif mené par les troupes américaines ait pratiquement détruit toute la ville, forçant la majorité de ses

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 291.

300 000 habitants à fuir. Ceux-ci, composés en partie de sunnites opposés à la présence américaine en Irak et à l'ordre que celle-ci tentait d'imposer en Irak, se sont retrouvés majoritairement dans la partie ouest de Bagdad. Par voie de conséquence, les chiites qui vivaient préalablement dans cette partie de la ville ont été soumis à des attaques de leur part, ce qui a mené ensuite à des représailles de la part des milices chiites déjà présentes à Bagdad²⁷⁷. Confirmant la thèse de Gabriel Kolko présentée dans le premier chapitre de ce mémoire, les mouvements de population provoqués par la guerre ont provoqué une mixité sociale empreinte de violence qui a contribué à exacerber les conflits ethniques et religieux.

Plutôt que de les apaiser, les élections de janvier 2005 ont contribué à exacerber les tensions que la guerre avait fait naître. Confrontées à des problèmes humanitaires et sécuritaires qui minaient leur capacité d'organisation, les représentants des communautés sunnites ont fait pression afin de repousser le scrutin. Face à l'impossibilité de changer l'échéancier établi par la TAL, elles ont appelé au boycott du scrutin, option que 75% des membres de cette communauté ont choisi d'adopter, tandis que le taux de participation a été de 70% dans la population chiite et de 80% dans la population kurde²⁷⁸. Cela s'est bien sûr répercuté sur la représentation des différentes communautés à l'intérieur du parlement, de même que sur la constitution, dont la rédaction était la principale tâche de ce parlement provisoire.

Celle-ci a eu lieu de manière secrète et particulièrement anti-démocratique par un conseil restreint formé seulement par quatre des principales figures du gouvernement intérimaire : Ibrahim al-Jaafari, premier ministre et chef du Parti islamique Dawa, Abdul Aziz al-Hakim, chef du Conseil suprême islamique d'Irak, second parti chiite en importance, de même que deux chefs Kurdes, le Président Jalal Talabani et

²⁷⁷ Toby Dodge, 2012a, *op. cit.*, p. 57-58.

²⁷⁸ Adeed Dawisha, *op. cit.*, p. 248-249.

Masoud Barzani²⁷⁹. Cet état de fait, bien que décrié par les parlementaires et la population en général, a néanmoins permis aux élites chiite et kurde d'imposer leur vision de l'Irak. Un des thèmes centraux de la constitution serait donc « l'adoption du fédéralisme et de la décentralisation comme paradigmes du nouvel Irak²⁸⁰ ». De plus, à travers la reconnaissance d'un droit pour les différentes provinces d'assurer leur propre sécurité, des milices responsables de nombreuses atrocités envers les communautés sunnites, telle la brigade Badr et l'armée du Mahdi, recevaient une sanction officielle.

C'est le 15 décembre 2015 qu'ont eu lieu les élections qui devaient déboucher sur la formation du premier gouvernement irakien, lequel obtiendrait le pouvoir pendant un mandat complet. Si le taux de participation a été plus élevé en raison de la hausse du vote sunnite, l'emprise des principaux partis chiites a été maintenue, de même qu'une forte représentation des partis kurdes. Les principaux partis sunnites, malgré leur entrée au parlement, ne se sont fait donner qu'un rôle symbolique à l'intérieur du gouvernement²⁸¹. C'est finalement Nouri al-Maliki, membre du parti islamique Dawa qui deviendra le premier ministre, après des négociations de plus de cinq mois à l'intérieur de la coalition à laquelle il appartenait.

En effet, le paysage politique avait été dominé au cours de ces deux élections par de larges coalitions formées principalement sur des bases ethno-confessionnelles. L'Alliance irakienne unifiée, qui a remporté une majorité de sièges dans les deux cas, était ainsi formée des principaux partis chiites. Au cours de l'année qu'il avait passé à la tête du gouvernement intérimaire, Ibrahim al-Jaafari, chef du parti Dawa, avait réussi à se mettre à dos les chefs des principaux autres partis et c'est Nouri al-Maliki

²⁷⁹ Toby Dodge, 2012a, *op. cit.*, p. 46.

²⁸⁰ Ali A. Allawi, *op. cit.*, p. 414.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 47.

qui a été désigné à sa place pour occuper le titre de Premier ministre²⁸². Ironiquement, Maliki faisait consensus précisément parce qu'il ne semblait pas être en mesure de faire de l'ombre aux autres chefs²⁸³. Pourtant, suite à son accession au pouvoir, il a réussi à procéder à une centralisation toujours plus grande des pouvoirs autour de l'exécutif, si bien qu'il serait progressivement perçu comme l'une des menaces les plus sérieuses à la démocratie irakienne²⁸⁴. Au moment où il accède au poste de Premier ministre, les leviers de pouvoir dont il dispose ne lui donnent cependant que peu de marge de manœuvre. En effet, les institutions du gouvernement central sont affaiblies par la guerre et les tendances centrifuges découlant de la volonté d'une partie de l'élite de s'attribuer des pouvoirs au niveau régional, mais également traversés par une logique d'appropriation partisane²⁸⁵.

Maliki a su asseoir son emprise sur le pouvoir en développant progressivement un réseau de fonctionnaires qui répondaient directement de lui :

« When faced with a fractured political elite consumed with infighting and self-enrichment, Maliki set about building a network of influence and patronage that would bypass the cabinet and link the prime minister directly to those generals and senior civil servants who were exercising state power below ministerial level, in effect building a shadow state²⁸⁶. »

De la même manière, il a réussi à outrepasser la chaîne de commandement militaire normale et à contrôler directement les forces de sécurité et de renseignement. Pour ce faire, Maliki a notamment utilisé avantageusement les institutions mises en place par les Américains dans le cadre de la stratégie contre-insurrectionnelle qui a débuté en 2007. En effet, cette dernière était basée sur l'établissement d'un réseau de centres de commande disséminés dans l'ensemble du pays et reliés au centre de commande de la

²⁸² Toby Dodge, 2012b, « Iraq's road back to dictatorship », *Survival*, vol 54, no. 3, p. 150.

²⁸³ *Ibidem*.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 149.

²⁸⁵ Myriam Benraad, 2012, p. 31.

²⁸⁶ Toby Dodge, 2012b, *op. cit.*, p. 151.

capitale. En nommant personnellement les généraux qui dirigeaient ces différents centres de commande il outrepassait dans les faits le Ministère de la défense. Maliki s'est ensuite adjoint les Forces d'opérations spéciales irakiennes, lesquelles avaient été entraînées et équipées par les Américains. Au moment où la responsabilité de leur commandement a été transférée des Forces spéciales américaines au gouvernement irakien, le Premier ministre a fondé un bureau spécial, le Bureau du contre-terrorisme, afin de les commander directement. Son contrôle sur les forces de sécurité du pays lui a permis de protéger sa propre position contre les éventuels coups d'état qui pourraient le viser tout en utilisant celles-ci à des fins personnelles²⁸⁷.

Enfin, malgré sa défaite au cours des élections nationales de 2010 face à la coalition séculaire du sunnite Ayad Allawi, Maliki a refusé le résultat des élections, demandé un recomptage et agité le spectre d'un « retour à la violence » dans l'éventualité où il perdrait le pouvoir. Comme le souligne Toby Dodge, le fait que cette déclaration ait été faite par un premier ministre qui était parvenu à contrôler efficacement les forces militaires du pays impliquait un double sens inquiétant²⁸⁸. Cette crise engendra des négociations de 249 jours au terme desquelles celui-ci conservera son titre de Premier ministre en échange de certaines mesures limitant son emprise sur l'armée et la police. Au cours de ces négociations, Maliki a su exploiter efficacement les craintes de la nouvelle élite irakienne :

« Negotiations to form a government were shaped by two opposing fears : on one hand that Maliki's growing power would lead to dictatorship if he were reappointed, but on the other that an increase in the influence of the Sunni population in a potential Allawi government could lead to the unravelling of the political settlement that was reached in the years after the 2003 invasion and was favoured by the majority of the current political elite²⁸⁹. »

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 151-154.

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 155.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 156.

CONCLUSION

Il est difficile de voir dans les transformations sociales qui ont découlé de l'intervention américaine en Irak une source d'amélioration réelle des conditions de vie de la population irakienne. D'abord, les initiatives liées à la reconstruction ont principalement eu pour effet de détourner les fonds qui étaient destinés à la population irakienne et les maigres revenus du pétrole disponibles malgré la guerre vers les entreprises étrangères. Par conséquent, les services essentiels à la population tels que l'électricité et les soins de santé ont mis plusieurs années à être remis en état. Ensuite, les réformes décrétées par les autorités américaines à Bagdad, notamment les mesures de débaasification et la dissolution des forces de sécurité, ont mis en marge de la société une part importante de la population sunnite. La stigmatisation de cette communauté n'a été qu'accentuée par la vision ethno-confessionnelle de la représentativité sanctionnée par les autorités d'occupation lors de la formation du CGI. Enfin, l'instauration d'un régime démocratique a été contrecarré par le caractère anti-démocratique du processus qui lui a donné naissance, une réalité qui a perduré jusqu'à la capture du pouvoir par une figure autoritaire, Nouri al-Maliki.

Ces différentes observations ne doivent pas nous surprendre. À de nombreux égards, la façon dont l'invasion de l'Irak et l'occupation qui l'a suivie s'est déroulée témoignait directement du manque de considération que la vie des Irakiens et des Irakiennes inspirait aux autorités américaines. Les bombardements liés à la campagne de « choc et stupeur », l'absence de sécurité pour les civils, les innombrables cas de bavures et d'assassinats de civils, la normalisation de la torture et l'emprisonnement massif d'innocents à la prison d'Abu Ghraïb, de même que les tactiques contre-insurrectionnelles basées sur l'intimidation et l'irruption nocturne dans les foyers irakiens sont autant de signes qui démontrent que la frontière entre insurgés et civils était souvent franchie dans l'esprit des militaires américains.

Ces éléments se sont évidemment fait ressentir dans le bilan humain de la guerre en Irak, lequel a été désastreux. Il est difficile de savoir avec exactitude le nombre de personnes qui ont perdu la vie au cours des années qu'a duré la guerre. En effet, les autorités américaines sur le terrain ne dressaient pas de liste exhaustive des gens qui ont perdu la vie des suites de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. « Comme dans les anciennes guerres coloniales, note Michael Mann, les morts n'étaient pas comptés du côté autochtone²⁹⁰. » Les chiffres officiels, basés sur les décès constatés par les troupes américaines tournent autour d'environ 110 000 morts entre 2004 et 2010²⁹¹. Les chiffres fournis par l'ONG *Iraq Body Count*, qui comptabilise l'ensemble des décès répertoriés dans les journaux, parvenait au chiffre de 162 000 morts violentes liées à la guerre entre 2003 et 2011, dont 79% de civils²⁹². Cependant, si l'on ajoute à cela les morts survenues comme conséquence indirectes de la guerre, c'est-à-dire celles qui ont résulté également du vide sécuritaire, de la défaillance des infrastructures en général et plus particulièrement de celles liées à la prestation de soins de santé, ce chiffre grimpe à environ 500 000 morts liés à la guerre²⁹³. À cela s'ajoutent les 2,5 millions d'Irakiens et d'Irakiennes qui ont fui le pays et les 2,5 millions qui ont été déplacés à l'intérieur du pays²⁹⁴.

Face à cela, les pertes essuyées par les troupes de la coalition furent basses, pour une intervention qui visait officiellement à libérer la population irakienne : 4500 militaires américains, 2000 militaires d'autres pays et 1300 militaires contractuels. Si, prise individuellement, chacune de ces morts est également une tragédie, l'écart entre ces chiffres est tout de même le résultat direct des politiques militaires mises en place aux plus hauts échelons du gouvernement. En effet, il témoigne d'un *transfert efficace* du risque lié à la guerre, des militaires américains vers les combattants et les

²⁹⁰ Michael Mann, *op. cit.*, p. 298

²⁹¹ *Ibidem*.

²⁹² <https://www.iraqbodycount.org/analysis/numbers/2011/>

²⁹³ Michael Mann, *op. cit.*, p. 298

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 299.

civils irakiens. Rappelons que le concept de guerre de transfert de risque élaboré par le sociologue Martin Shaw met de l'avant l'idée selon laquelle le risque politique lié à la guerre, que les dirigeants doivent minimiser pour conserver leur position, est principalement lié à la mort des militaires de leur pays. Or, cela a inévitablement des conséquences funestes sur la population qui subit l'intervention :

« Western governments and commanders define risk for others, as well as themselves, differentially in ways that have dramatic consequences for whether people live or die. [...] Western culture demands a high standard of soldier protection. It also demands higher standards of civilian protection than in the past, but in the end the lives of civilians – by virtue of their location in war zones as well as perceived cultural differences such as race and religion – are not as valuable as those of soldiers. And neither, in the end, is any more valuable than their political risk-significance allows. [...] Western warfare, in controlling life-risks for the military, not only defines but also *generates* new life-risks, which are only weakly managed in war zones²⁹⁵. »

Ainsi, en Irak, si la mort des combattants ennemis et des civils n'était pas souhaitée, elle était tout de même préférée à celle des militaires de la coalition. Cependant, comme on a pu le voir dans ce chapitre et le précédent, le transfert efficace du risque provoque également un contrecoup. Non seulement les pertes et les dommages subis par la population civile engendrent à leur tour un risque politique pour les élites locales qui décident de collaborer avec l'envahisseur, mais elles constituent une cause fondamentale de la résistance armée à ce dernier.

²⁹⁵ Martin Shaw, 2005, *The New Western Way of War*, Cambridge, Polity Press, p. 97.

CONCLUSION

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons cherché à comprendre les dynamiques sociales qui ont orienté le déroulement de la Guerre en Irak. D'une part, nous nous sommes demandé de quelle façon les relations sociales entourant la guerre aux États-Unis avaient influencé la préparation et la conduite de l'Opération Liberté pour l'Irak de même que l'occupation qui l'a suivie jusqu'en 2011. D'autre part, nous avons voulu savoir comment les conséquences de la guerre sur la société irakienne avaient à leur tour orienté la trajectoire de l'intervention militaire américaine et du conflit qui l'a suivi.

Dans le premier chapitre, nous avons cherché à établir les bases d'une problématisation sociologique du lien entre la guerre et la société en nous appuyant sur une approche théorique et historique. Tout d'abord, nous avons vu qu'à travers le concept de stratégie, il nous est possible de réfléchir au passage de la politique à la guerre. En effet, selon la tradition clausewitzienne qui traverse le champ de la pensée stratégique, la guerre se trouve en position d'instrumentalité face aux objectifs politiques auxquels elle devrait, en dernière instance, se subordonner. En principe, la stratégie devrait donc refléter la rationalité qui sous-tend l'opération militaire dans son ensemble tout en donnant sa cohérence aux multiples opérations tactiques qui se succèdent au cours de celle-ci. Ainsi, étudier la dimension stratégique d'une opération nous permet d'avoir un regard à la fois sur les intentions de ceux ou celles qui déclenchent une guerre et de comprendre de quelle façon la guerre est sensée permettre l'atteinte de ces objectifs. Évidemment, tout cela n'est vrai que si l'on présuppose que la stratégie est fondée rationnellement sur la base des informations disponibles. Or, comme nous l'avons vu, le domaine de la stratégie n'est pas isolé du reste de la société et les débats qui la traversent se reflètent dans la conception de la guerre que se font les dirigeants politiques et militaires.

En nous appuyant sur certaines approches marxistes contemporaines, nous avons également avancé que les objectifs poursuivis au cours d'une guerre ne doivent pas être considérés d'un point de vue strictement politique. Ou plutôt, nous avons tenté de montrer que les objectifs politiques sont étroitement liés au système de production et de distribution de la richesse sur lequel repose en dernière instance la puissance d'un État. La « grande stratégie » poursuivie par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'intéresse donc aussi à la promotion des intérêts du capitalisme américain et, étant donné le rôle unique joué par l'État américain sur la scène internationale, à ceux du capitalisme mondial. Selon ces approches, c'est donc également dans cette optique qu'il faut envisager l'intense activité militaire déployée par les États-Unis depuis 1945. Par-delà la lutte contre l'Union Soviétique, celle-ci aurait visé la mise en place d'un système international dont l'une des conditions fondamentales était la réforme du paysage politique et social interne des États-nations qui le constituent. Or, les conséquences sociales des interventions militaires américaines ont souvent rendu l'utilisation de la force armée contre-productive à cet égard. L'inconsistance des doctrines militaires et les contradictions stratégiques qui ont accompagné le militarisme américain depuis la Seconde Guerre mondiale, ne seraient donc pas étrangères au rôle récurrent que l'armée a joué dans les relations entre les États-Unis et le monde en développement.

Enfin, nous avons soutenu qu'au-delà du lien qui doit être fait entre les objectifs poursuivis et le déclenchement d'un conflit, il est important de se pencher sur les multiples dimensions sociales de la guerre. Celles-ci se déclinent de différentes manières. Tout d'abord, la guerre transforme durablement les sociétés qui la subissent et engendre de nouvelles relations sociales, lesquelles perdurent même en temps de paix. À ce titre, une part de la contre-productivité des opérations militaires découle directement de la technologie employée et la puissance de feu qu'elle rend possible, lesquelles résultent presque inévitablement dans le bombardement de civils et la destruction d'installations dont leur survie dépend. Ensuite, nous avons avancé que

plutôt que de se situer en extériorité par rapport au reste de la société, la guerre lui est liée selon une double dynamique qui se caractérise par la socialisation de la guerre et la militarisation de la société. Au fil des défaites et des victoires, des transformations sociales et politiques, cette dynamique évolue selon une interpénétration plus ou moins grande des institutions militaires et civiles, laquelle témoigne du degré de militarisation d'une société et du mode de guerre qui la caractérise.

Nous avons montré dans le second chapitre qu'au-delà de la dimension idéologique, les incohérences stratégiques de l'opération militaire découlaient notamment des impératifs contradictoires auxquels elle devait répondre. D'une part, la menace posée par Saddam Hussein devait paraître assez sérieuse aux yeux des Américains pour que le renversement de son régime se présente comme la seule solution possible, tandis que d'autre part, la guerre elle-même devait être envisagée comme une entreprise relativement aisée, non seulement pour gagner le support de la population, mais également afin que l'Irak puisse servir de modèle à des frappes préventives subséquentes. Ainsi, davantage que l'influence respective des factions néoconservatrices et nationalistes agressives au sein de l'administration Bush, c'est la nécessité de répondre à ces impératifs contradictoires qui a conduit les hauts dirigeants de l'administration Bush à minimiser l'importance des difficultés qui seraient rencontrées en Irak et à maintenir au plus bas la quantité de troupes sur le terrain.

Cependant, la rationalité stratégique qui sous-tendait cette position a rapidement été malmenée par la réalité. Quelques semaines seulement après le déclenchement de l'Opération Liberté pour l'Irak, les objectifs officiels qui avaient servi de prétexte à l'intervention militaire se perdaient progressivement dans un conflit dont la finalité devenait de plus en plus ambiguë. Le renversement de Saddam Hussein a débouché sur une guerre non conventionnelle où l'ennemi était défini davantage par son opposition à la présence américaine en Irak et aux nouveaux rapports de pouvoir

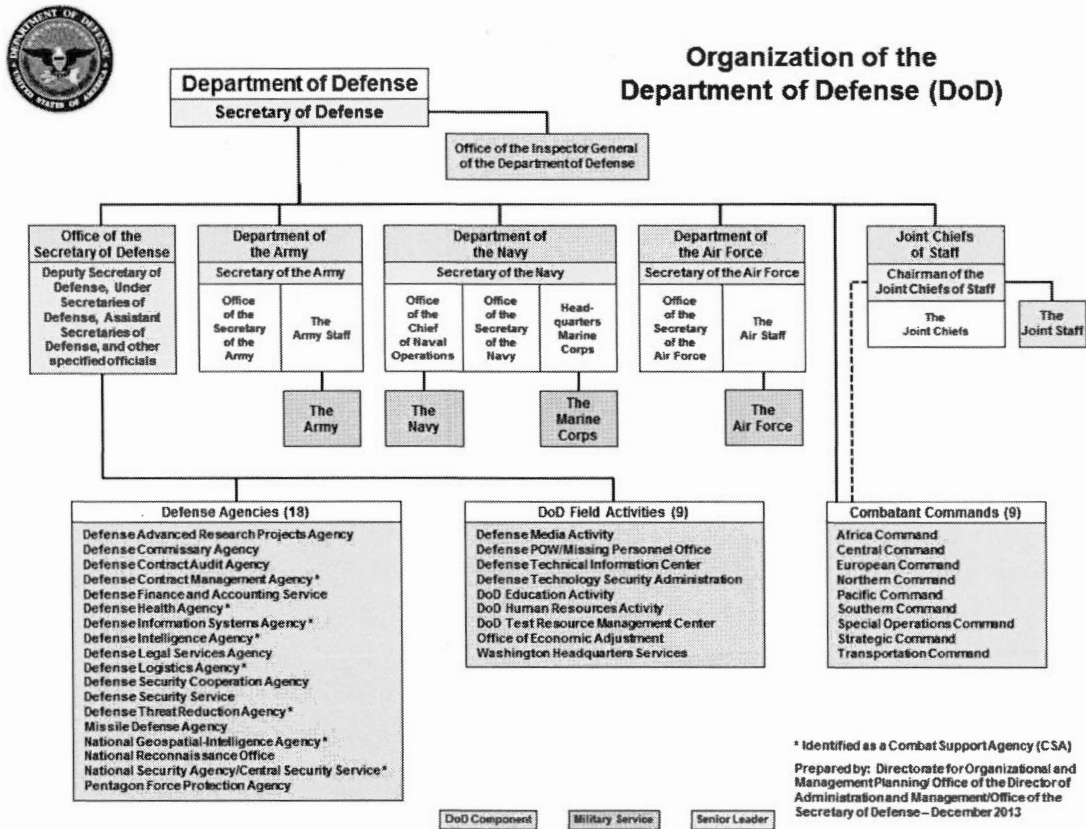
imposés par l'occupant que par son support à l'ancien dictateur irakien. Dès la chute de l'ancien régime, différents groupes armés ont profité du vide politique et sécuritaire pour lancer des attaques ponctuelles contre les troupes américaines. Ces groupes se sont progressivement unifiés, notamment sous l'influence d'Al-Qaeda en Mésopotamie, et ont fini par former une insurrection sunnite organisée qui légitimait sa lutte dans les termes d'un islam politique, ciblant les dirigeants des communautés chiites autant que les troupes de l'occupant. Simultanément, différentes milices chiites, elles-mêmes responsables de violences envers les communautés sunnites, ont été intégrées de manière formelle et informelle à l'intérieur de l'appareil d'État irakien et se sont livrées à une forme d'épuration religieuse dans certains secteurs de Bagdad. Face cette situation, les dirigeants politiques et militaires américains ont été forcés d'adopter une nouvelle doctrine stratégique, accompagnée d'une rhétorique ayant pour fonction d'inscrire le conflit en Irak dans une nouvelle temporalité, celle d'une « longue guerre ».

Enfin, dans le dernier chapitre, nous avons montré que les dimensions civiles et militaires de l'Opération Liberté pour l'Irak étaient profondément liées l'une à l'autre. En effet, les décrets mis en place par l'autorité civile de l'occupation, la *Coalition Provisional Authority*, ont été en grande partie responsables du sentiment de défaite et d'humiliation de la population sunnite. Les mesures de débaasification, la dissolution des forces de sécurité irakiennes et l'instauration d'un principe de représentativité fondé sur des bases ethno-confessionnelles ont eu pour effet d'intégrer de nouvelles divisions sociales dans la structure politique de l'État irakien. Les violences qui ont suivi, loin d'être fondées uniquement sur des facteurs socioculturels, ont trouvé leur raison d'être dans les visions opposées que les différents groupes portaient quant à l'avenir de leur pays. En servant en premier lieu les intérêts des grandes corporations américaines, la façon dont la reconstruction a été réalisée a eu pour effet d'envenimer encore davantage la situation politique, sociale et sécuritaire en Irak. En procédant à une reconstruction basée principalement sur des

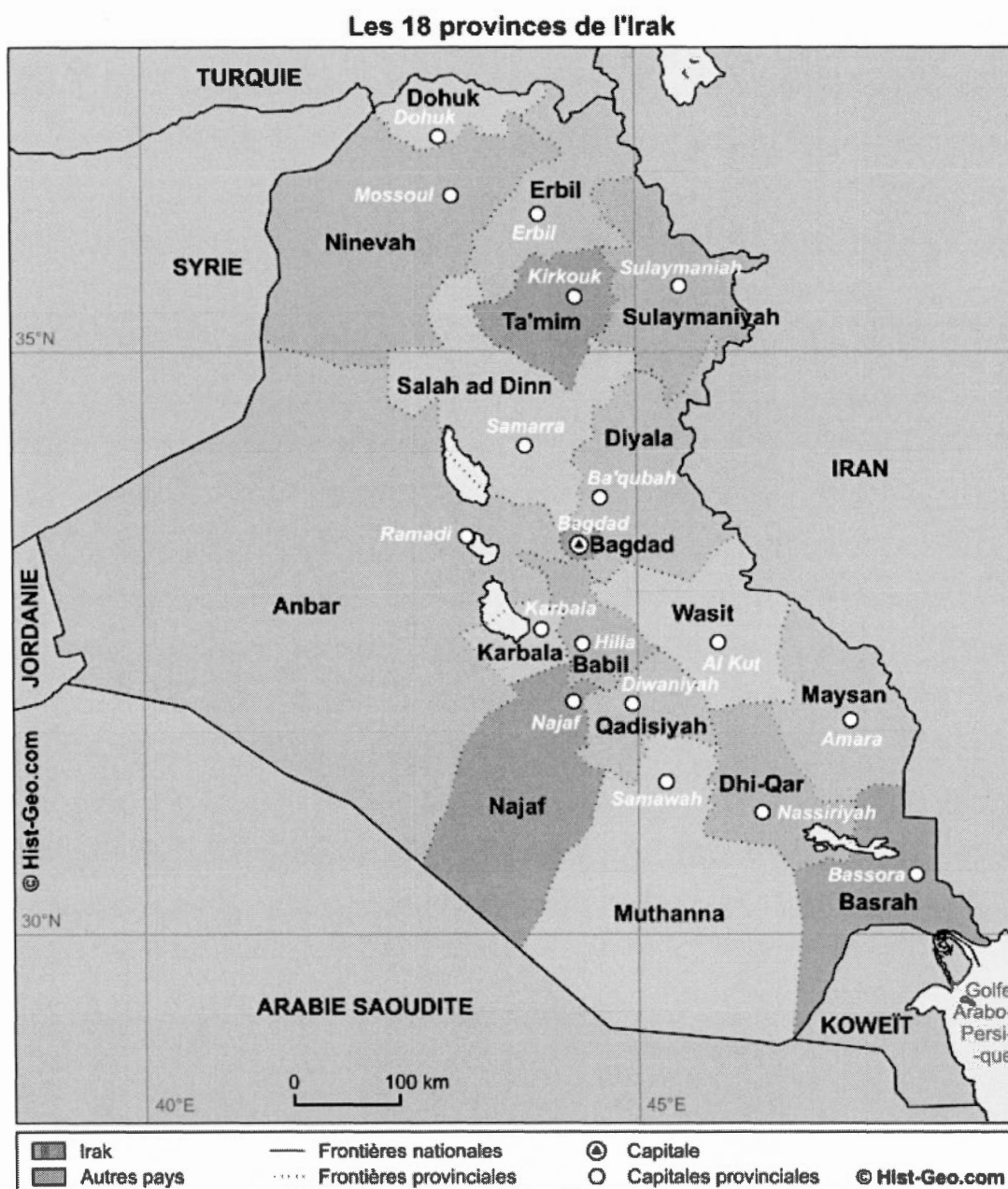
principes néolibéraux visant à privatiser de nombreux secteurs de l'État irakien et en détournant massivement les fonds destinés à la reconstruction pour les transformer en occasion de profits pour les entreprises étrangères, l'autorité d'occupation a créé l'espace où se sont affrontés différents groupes faisant compétition à l'État central. Par la suite, le processus officiel de formation du nouveau gouvernement irakien, de même que l'écriture de la nouvelle constitution, n'ont fait que creuser l'écart entre ceux qui souhaitent renverser l'ordre imposé suite au changement de régime et ceux qui souhaitent au contraire consolider leur position de pouvoir. Éventuellement, c'est Nouri al-Maliki une figure peu connue du paysage politique irakien qui finirait par consolider son emprise sur le gouvernement, de même que sur les principales forces de sécurité irakiennes. Lorsque les troupes américaines quittent le pays, c'est non seulement parce que le coût politique, économique et social de la guerre est devenu insupportable pour les États-Unis, mais également parce que l'opinion publique irakienne souhaite les voir partir. La Guerre en Irak aura donc débouché sur la mise en place d'un nouveau gouvernement autoritaire sur lequel les Américains exercent une influence très relative.

Au final, l'effondrement de la situation en Irak a illustré de manière dramatique les thèses de Gabriel Kolko que nous avons présentées dans le premier chapitre de ce mémoire. En effet, suite aux bouleversements sociaux provoqués par la guerre, la population irakienne n'est pas restée inactive. Elle a tenté au contraire de modifier à son tour le cours des événements. Profitant de l'état d'instabilité, de nouveaux acteurs sociaux ont tenté de s'affirmer par les armes et de faire tourner la situation à leur avantage. En définitive, la baisse d'intensité du conflit a été due davantage à l'épuisement économique et social des parties en présence qu'à l'atteinte des objectifs établis au départ.

ANNEXE A: DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE (DÉCEMBRE 2013)²⁹⁶



²⁹⁶ Récupéré le 9 décembre 2017, https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_Department_of_Defense

ANNEXE B: LES PROVINCES D'IRAK²⁹⁷

²⁹⁷ Récupéré le 14 décembre 2017, www.hist-geo.com/irak/cartes.php

BIBLIOGRAPHIE

ALLAWI, Ali A., (2007), *The Occupation of Iraq. Winning the War, Losing the Peace*, New Haven, Yale University Press, 518 pages.

ANDERSON, Perry, (2002), « Force and Consent », *New Left Review*, n° 17, sept-oct 2002, p. 5-30.

ANDERSON, Perry, (2015), *Comment les États-Unis ont fait le monde à leur image. La politique étrangère américaine et ses penseurs*, Marseilles, Agones, 307 pages.

APUZZO, Matt, (2014), « Blackwater Guards Found Guilty in 2007 Iraq Killings », *The New York Times*, 22 octobre 2014,
https://www.nytimes.com/2014/10/23/us/blackwater-verdict.html?_r=0.

BACEVICH, Andrew J., (2005), *The New American Militarism*, Oxford-New York, Oxford University Press, 270 pages.

BACEVICH, Andrew J., (2010), *Washington Rules. America's Path to Permanent War*, New York, Metropolitan Books, 286 pages.

BACEVICH, Andrew J., (2016), *America's War for the Greater Middle East. A Military History*, New York, Random House, p. 453 pages.

BAKER, James A. et HAMILTON, Lee H., (2006), *The Iraq Study Group Report*, New York, Vintage Books, 142 pages.

BAYLIS, John et Wirtz, James J., (2010), « Strategy in the Contemporary World : Strategy after 9/11 », dans John Baylis, James J. Wirtz et Colin S. Gray (dir.), *Strategy in the Contemporary World*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 1-15

BENRAAD, Myriam, (2012), « Les oripeaux de la dictature », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, no. 88, p. 28-37.

BENRAAD, Myriam, (2015), *Irak, la revanche de l'histoire. De l'occupation étrangère à l'État islamique*, Paris, Vendémiaire, 285 pages.

BOOT, Max, (2004), « Neocons », *Foreign Policy*, no. 140, p. 20-28.

BRENNER, Robert, (2006), « What Is, and What Is Not, Imperialism? », *Historical Materialism*, vol. 14, no. 4, p. 79-105.

- BRICET DES VALLONS, Georges-Henri, (2009), « Armées et sociétés militaires privées en Irak : de l'amalgame à la symbiose », *Sécurité globale*, vol. 2, no. 8, p. 35-54.
- BRIGHAM, Robert K., (2014), *The United States and Iraq Since 1990*, Chichester, Blackwell Publishing.
- BROMLEY, Simon, (2008), *American Power and the Prospects for International Order*, Cambridge, Polity, 241 pages.
- CHANDRASEKARAN, Rajiv, (2008), *Dans la zone verte, Les Américains à Baghdad*, Paris, Éditions de l'Olivier, 395 pages.
- CLAUSEWITZ, Carl Von, ([1832], 1989), *De la guerre*, Paris, Éditions Gérard Lebovici, 900 pages.
- CHANDRASEKARAN, Rajiv, (2006), *Dans la zone verte*, Lonrai, Éditions de l'Olivier, 395 pages.
- DAWISHA, Adeed, (2008), « The unraveling of Iraq : Ethnosectarian Preferences and State Performance in Historical Perspective », *The Middle East Journal*, vol. 62, no. 2, p. 219 à 230.
- DAWISHA, Adeed, (2009), *Iraq : A Political History from Independance to Occupation*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 377 pages.
- DODGE, Toby, (2012a), *From War to a New Authoritarianism*, New York, Routledge, 220 pages.
- DODGE, Toby, (2012b), « Iraq's road back to dictatorship », *Survival*, vol. 54, no. 3, p. 147-168.
- DUFOUR, Frédérick Guillaume et AGUILARD –BEAUREGARD, Diego A. (2008), « Guerre », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault, F. Guillaume Dufour et David Morin (dir.), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont, Athéna, p. 191-198.
- DUFOUR, Frédérick Guillaume, (2008), « Néogramscienne, approche », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault, F. Guillaume Dufour et David Morin (dir.), *Relations internationales. Théories et Concepts*, Outremont, Athéna, p. 282.
- DUFOUR, Frédérick Guillaume, (2007), « Social-Property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices », *European Journal of International Relations*, vol. 13, no. 4, décembre 2007, p. 583-606.
- GALULA, David, (2006), *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, New York, Praeger, 128 pages.

GORDON, Michael R. et TRAINOR, Bernard E., (2006), *Cobra II. The Inside Story of the invasion and occupation of Iraq*, New York, Pantheon Books, 603 pages.

GORDON, Michael R. et Général Bernard E. TRAINOR, (2012), *The Edgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq, from George W. Bush to Barack Obama*, New York, Vintage Books, 779 pages.

GOWAN, Peter, (2002), « The New American Century? », *The Spokesman*, n° 76, p. 5-22.

GOWAN, Peter, (2003), « US : UN », *New Left Review*, n° 24, nov-dec 2003, p. 5-28.

GOWAN, Peter, (2013), « War in the Contest for a New World Order », *Journal of Global Faultlines*, vol. 1, no. 1, p. 34-49.

GRAY, Colin S., (2003), « In Praise of Strategy », *Review of International Studies*, vol. 29, p. 285-295.

GRAY, Colin S., (2010), *The Strategy Bridge*, Oxford-New York, Oxford University Press, 308 pages.

GRONDIN, David, (2008), « Néoconservatisme », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault, Frédéric Guillaume Dufour et David Morin (dir.), *Relations internationales, théories et concepts*, Outremont, Athéna, p. 274-281.

THE GUARDIAN, (2012), <http://www.theguardian.com/news/datablog/2012/jan/03/iraq-body-count-report-data>.

HAHN, Peter L., (2012), *Missions Accomplished? The United States and Iraq since World War I*, Oxford-New York, Oxford University Press, 224 pages.

HARVEY, David, (2003), *The New Imperialism*, New York, Oxford University Press, 253 pages.

HENROTIN, Joseph, (2015), « La dissuasion », dans Stéphane Taillat, Joseph Henrotin et Olivier Schmitt, *Guerre et stratégie. Approches, concepts*, Paris, PUF p. 440.

HOWARD, Michael, (1972), *Grand Strategy*, Londres, Cabinet Office.

IRAQ BODY COUNT, (2013), *The War in Iraq: 10 years and Counting*, <https://www.iraqbodycount.org/analysis/numbers/ten-years/>

KILCULLEN, David, (2009), *The Accidental Guerilla: Fighting Small Wars in the Midst of A Big One*, Oxford, Oxford University Press, 336 pages.

KLEIN, Naomi, (2008) *La stratégie du choc*, Montréal, Leméac-Actes Sud, 671 pages.

- KOLKO, Gabriel, (2000), *Un siècle de guerre*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 471 pages.
- KOLKO, Gabriel, (2002), *Another Century of War*, New York, The New Press, 165 pages.
- KOLKO, Gabriel, (2006), *The Age of War*, Boulder-Londres, Lynne Rienner Publisher, 199 pages.
- KOLKO, Gabriel, (2007), « Familiar Foreign Policy and Familiar Wars: Vietnam, Iraq ... Before and After », dans *Iraq and the Lessons of Vietnam*, sous la dir. de Lloyd C. Gardner et Marilyn B. Young, New York, The New Press, p. 162-173.
- KOLKO, Gabriel, (2009), *World in Crisis. The End of the American Century*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 182 pages.
- KRISTOL, William et KAGAN, Robert, (1996), « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 4, p. 18-32.
- KRISTOL, William et KAGAN, Robert, (2000), « Introduction: National Interest and Global Responsibilities », dans Robert Kagan et William Kristol (éd.), *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco, Encounter Books, p. 3-24.
- LAPOINTE, Thierry S. et MASSON, Isabelle, (2004), « Les relations entre le “politique” et “l'économique” dans le discours et les pratiques de la “guerre contre le terrorisme” », *Culture et Conflits*, no. 54, été 2004, 15 pages, <http://conflits.revues.org/1536>.
- LEGARE-TREMBLAY, Jean-Frédéric, (2005), « L'idéologie néoconservatrice et la politique étrangère sous George W. Bush », Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 36 pages.
- LEMIEUX, Marc et SHAMIRAN, Mako, (2017), « Political Parties, Elections and the Transformation of Iraqi Politics Since 2003 », dans Benjamin Isakhan, Shamiran Mako et Fadi Dawood (éd.), *State and Society in Iraq: Citizenship under Occupation, Dictatorship and Democratization*, Londres/New York, I. B. Tauris, p. 238-259.
- MAHNKEN, Thomas G., (2010), « Strategic Theory », dans John Baylis, James J. Wirtz et Colin S. Gray (dir.), *Strategy in the Contemporary World*, p. 67-83.
- MANN, Michael, (1984), « Capitalism and Militarism », dans Martin Shaw (dir.), *War, State and Society*, Londres et Basingstoke, The MacMillan Press Ltd., p. 25-46.

- MANN, Michael, (1988), *States, War and Capitalism*, Oxford-Cambridge, Blackwell Publishing, 240 pages.
- MANN, Michael, (2004), *L'empire incohérent. Pourquoi l'Amérique n'a pas les moyens de ses ambitions*, France, Calmann-Lévy, 377 pages.
- MANN, Michael, (2005), « Impérialisme américain : des réalités passées aux prétextes présents », *Études internationales*, vol. 36, n° 4, p. 445-467.
- METZ, Steven, (2008), *Iraq & the Evolution of American Strategy*, Washington D.C., Potomac Books, 261 pages.
- MANN, Michael, (2013), *The Sources of Social Power. Volume 4 : Globalizations, 1945-2011*, New York, Cambridge University Press, 492 pages.
- MUTTITT, Greg, (2011), *Fuel on the Fire : Oil and Politics in Occupied Iraq*, Londres, Botley Head, 433 pages.
- PANITCH, Leo et GINDIN, Sam, (2003), « Global Capitalism and American Empire », dans Leo Panitch et Colin Leys (dirs.) *The Socialist Register 2004 : The New Imperial Challenge*, Londres, Merlin Press, p. 1-42.
- PANITCH, Leo et GINDIN, Sam, (2013), *The Making of Global Capitalism. The Political Economy of the American Empire*, Londres-New York, Verso, 470 pages.
- PEOPLES, Columba., (2010) « Strategic Studies and its Critics », dans John Baylis, James J. Wirtz et Colin S. Gray (dir.), *Strategy in the contemporary world*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 354-371.
- PNAC, (1997), *Statement of Principles*, http://en.wikipedia.org/wiki/Project_for_the_New_American_Century.
- POSEN, Barry R., (2007) « The Case for Restraint », *The American Interest*, vol. 3, novembre-décembre 2007, p. 6-12.
- RICKS, Thomas E., (2008), *Fiasco. L'aventure américaine en Irak*, Paris, Michalon, 330 pages.
- RICKS, Thomas E., (2009), *The Gamble: General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York, The Penguin Press, 394 pages.
- ROBINSON, William I., (1996), *Promoting Polyarchy. Globalization, US Intervention, and Hegemony*, Cambridge, Cambridge University Press, 466 pages.
- SCAHILL, Jeremy, (2008), *Blackwater : l'ascension de l'armée privée la plus puissante du monde*, Paris, Actes sud, 392 pages.

SCHUURMAN, Bart, (2010), « Clausewitz and the ‘New Wars’ Scholars », *U.S. Army War College*, vol. 40, no. 1, printemps 2010, p. 89-100.

SHADID, Anthony, (2005), *Iraq's People in the Shadow of America's War*, New York, Henry Holt Company, 422 pages.

SHAW, Martin, (1984), « Introduction : War and Social Theory », dans Martin Shaw (dir.), *War, State and Society*, Londres et Basingstoke, The MacMillan Press Ltd., p. 1-22.

SHAW, Martin, (2000), « The contemporary Mode of Warfare? Mary Kaldor's Theory of New Wars », *Review of International Political Economy*, vol. 7, no. 1, printemps 2000, p. 171-180.

SHAW, Martin, (2003), « Strategy and Slaughter », *Review of International Studies*, vol. 29, p. 269-277.

SHAW, Martin, (2005), *The New Western Way of War*, Cambridge, Polity Press, 183 pages.

SHAW, Martin, (2010), *Dialectics of War*, publié par l'auteur, 91 pages.
https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2718985

SHAW, Martin, (2013), « Twenty-First Century Militarism. A Historical-sociological Framework », *Militarism and International Studies*, New York, Routledge, p. 19-32.

SHEEHAN, Michael, (2010), « The Evolution of Modern Warfare », dans John Baylis, James J. Wirtz et Colin S. Gray (dir.), *Strategy in the Contemporary World*, Oxford-New York, p. 43-66.

SLOAN, Elinor C., (2002), *The Revolution in Military Affairs*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University press, 188 pages.

SMITH, Neil, (2005), *The Endgame of Globalization*, New York-Londres, Routledge, 227 pages.

STRACHAN, Hew, (2005), « The Lost Meaning of Strategy », *Survival*, vol. 47, no. 3, automne 2005, p. 33-54.

TESCHKE, Benno et LACHER, Hannes, (2007), « The Changing ‘Logics’ of Capitalist Competition », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no. 4, p. 565-580.

VAÏSSE, Justin, (2010), « Why Neoconservatism Still Matters », *Foreign Policy at Brookings: Policy Paper*, no. 20, mai 2010, 10 pages,
<https://www.brookings.edu/research/why-neoconservatism-still-matters/>

WALTON, C. Dale, (2010), « The Second Nuclear Age : Nuclear Weapons in the Twenty-First Century », dans John Baylis, James J. Wirtz et Colin S. Gray (dir.), *Strategy in the Contemporary World*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 211.

WEBER, Max, (1959), *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 185 pages.

THE WHITE HOUSE, (2002), *The National Security Strategy of the United States of America*, <http://www.state.gov/documents/organization/63562.pdf>

WOOD, Ellen, M., (2011), *L'empire du capital*, Montréal, Lux, 232 pages.